

## Propos de paix à Kaboul

Le numéro un afghan, M. Najibullah, a proposé l'entrée en vigueur le 15 janvier d'un cessez-le-feu, dans le cadre d'un vaste programme de « réconciliation nationale » que la résistance a aussitôt rejeté en le qualifiant de nouveau « piège ».

L'initiative de Kaboul, sans soulver de sérieux espoirs de paix, en dit cependant assez long sur les efforts du Kremlin pour tenter de calmer le conflit, à défaut d'y mettre un terme, sept ans après l'intervention des troupes soviétiques.

Curieusement, c'est l'agence Tass - et non, selon l'habitude, Radio-Kaboul - qui a rapporté, la première, l'offre de M. Najibullah exprimée dans un discours dont la date n'a pas été communiquée mais qui est de toute façon postérieure à ses entretiens, en décembre à Moscou, avec M. Gorbatchev. Le dirigeant afghan a proposé, après l'interdiction d'un cessez-le-feu, que des « contacts ouverts et honnêtes » soient engagés avec « les bandes rebelles et les forces neutres » afin d'appliquer son programme de « réconciliation nationale » avec, pour objectifs, « le développement ultérieur des acquis de la révolution » et l'instauration d'une « situation stable » fondée sur « le renforcement du pouvoir populaire et l'amitié fidèle avec l'Union soviétique ».

Ces « contacts » porteraient sur la « réconciliation à la lutte armée », la « représentation équitable du peuple entier », une amnistie et « le respect de la religion islamique ». Utilisant une terminologie chère à M. Gorbatchev, M. Najibullah a souligné que ce programme procédait d'une « nouvelle philosophie politique » et d'un « nouveau mode de pensée ».

Un porte-parole de la résistance a aussitôt rejeté ses propositions, en déclarant que la lutte se poursuivrait « jusqu'au renversement de Najibullah et à l'instauration d'un gouvernement islamique ». Un refus qui s'explique aussi par la fermeté du dirigeant afghan : « Ceux qui poursuivront les hostilités » au-delà du 15 janvier « se heurteront à une résistance résolu », a précisé ce dernier.

Peut-on dès lors parler d'une ouverture de la part des Soviétiques et de leurs protégés de Kaboul ? A l'automne dernier, à grand renfort de publicité, Moscou avait déjà procédé au rapatriement de six régiments sans donner vraiment l'impression de rechercher un compromis politique. Jusqu'ici, l'Union soviétique n'a jamais voulu s'engager sur un calendrier du retrait de son corps expéditionnaire, dont les effectifs actuels sont évalués, en Occident, à quelque cent quinze mille hommes.

On aurait tort, cependant, de sous-estimer la volonté du Kremlin de se retirer d'un conflit impopulaire en Union soviétique, surtout auprès de musulmans troublés par la « guerre sainte » de leurs coreligionnaires afghans. M. Gorbatchev s'efforce de créer les conditions d'un retrait militaire en consolidant le régime de Kaboul et en tentant de donner de ce dernier une image acceptable à l'étranger. C'est sans doute dans cette perspective que s'inscrit l'offre de M. Najibullah.

Il ne faut donc pas trop se faire d'illusions sur l'annonce à court terme de négociations sérieuses, sans parler, bien entendu, d'un cessez-le-feu. Les informations sur les combats, toujours aussi intenses, ne laissent rien prévoir de cet ordre. Moscou et Kaboul n'ont encore rien concédé sur le fond. Mais, pour des raisons de crédibilité, les deux côtés devraient maintenir un langage apaisant qui reste celui de la paix soviétique. (Voir le dessin de PLANTU page 24.)

## Le durcissement de la grève à la SNCF

### La CGT cherche à étendre le mouvement à l'ensemble du secteur public

La situation était bloquée le vendredi 2 janvier à la SNCF. La direction faisait cependant état de décisions de reprise du travail à Villeneuve-Saint-Georges et Aulnoy en région parisienne, Tournai et Fives dans le Nord et Annemasse (Haute-Savoie). « La SNCF ne peut pas aller plus loin », nous a déclaré son

### Un piège pour les syndicats

Le conflit de la SNCF est entré au deuxième jour de 1987 dans une phase décisive. Alors qu'on pouvait espérer que le retrait du projet de grille « au mérite » et les concessions de la direction sur les conditions de travail mèneraient à l'apaisement, voire à la reprise du travail, on observe un résultat inverse. Une partie des grévistes semble décidée à durcir le mouvement - des syndicats comme la CGT et la CFDT accompagnant ce durcissement, - quitte à engager une sévère épreuve de force avec la direction et le gouverne-

Au matin du vendredi 2 janvier, des comités de grève de cheminots ont décidé de faire « une journée sans trains » pour obtenir de « véritables négociations ». Alors que la direction ne prévoyait qu'un train sur cinq ou sur six pour les grandes lignes et un train sur huit sur la banlieue de Paris (à l'exception de Paris-Nord où le trafic demeure interrompu), des petits groupes de grévistes ont occupé des aiguillages ou des postes de régulation dans les gares de l'Est, Saint-Lazare, de Paris-Lyon et d'Austerlitz. La direction a demandé l'intervention des

forces de l'ordre, qui ont déjà délogé sans incidents des voies à Crail, à Nancy et à Paris-Lyon comme elles l'avaient fait la veille, notamment à Metz.

Cette évolution est d'autant plus grave que de telles actions - qui sont le fait de « petits groupes » selon la direction - risquent d'entraîner des sanctions et par conséquent de nouveaux durcissements. A la CFDT, on faisait ainsi état de l'intention de certains cheminots de Miramas de bloquer maintenant des transports routiers de remplacement.

MICHEL NOBLECOURT.  
(Lire la suite page 20 et nos informations page 24.)

## Reprise de l'inflation au Brésil

### L'échec du plan Cruzado

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Le plan Cruzado a échoué. Telle est la conclusion qui s'impose, dix mois après le lancement du plan de stabilisation économique. Officiellement, personne ne parle d'échec à Brasília. Mais le mot est prononcé ouvertement dans les milieux économiques et syndicaux. L'inflation est en effet repartie de plus belle après avoir été contenue par le blocage des prix. L'épargne intérieure et les réserves de devises sont à un niveau critique. Les systèmes de production et de distribution sont désorganisés. Autant

de raisons qui ont contraint le gouvernement à rétablir la « correction monétaire », autrement dit certaines indexations dont la suppression semblait l'acquis principal du plan.

L'euphorie de l'inflation zéro ou proche du zéro n'a duré qu'un été. Le temps pour le gouvernement et son parti de gagner les élections du 15 novembre et de relancer la production par la consommation à des taux rarement égaux mais dangereusement exacerbés. Depuis quelques semaines, les Brésiliens sont revenus à une réalité qu'ils ne connaissent que trop bien : l'inflation a été de 10 % en décembre

selon les économistes de l'université de São-Paulo, de 5,5 % selon le gouvernement, qui est toujours optimiste. Le ministre du travail, M. Pazzianotto, table sur une inflation mensuelle de 10 % en janvier et février dans ses négociations avec les syndicats en vue d'un hypothétique pacte social. La plupart des experts s'attendent en 1987 à une inflation supérieure à 100 %. Bref, le Brésil revient à la situation qui était la sienne avant la flambée de février dernier qui avait précipité l'annonce du plan de stabilisation.

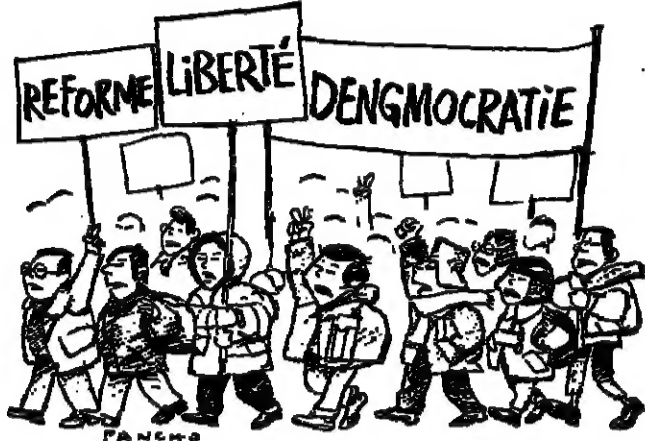
CHARLES VANHECKE.  
(Lire la suite page 21.)

## Contre-offensive tchadienne face aux troupes libyennes

La participation des troupes de N'Djamena aux combats du Tibesti met fin à la fiction du 16<sup>e</sup> parallèle à laquelle tenait le gouvernement français.

PAGE 24

## Nouvelle nuit de manifestations des étudiants chinois



Les autorités ont accepté de libérer les étudiants arrêtés jeudi 1<sup>er</sup> janvier.

PAGE 3

## La défaite de « French-Kiss »

Battu une quatrième fois par les Néo-Zélandais, Marc Pajot ne participera pas à la finale de la Coupe America.

PAGE 24 et l'article de Gérard Albouy page 19

## Les reportages de nos envoyés spéciaux en Birmanie, au Pérou et en Zambie

PAGES 3 à 5

## Le Monde

SANS VISA

Sur Sartre : un essai, une biographie

Aventure en Laponie

Pages 9 à 13

Le sommaire complet se trouve page 24

## Un entretien avec M. Thierry de Beaucé

### La France comme « multinationale culturelle »

Nommé à la tête de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du Quai d'Orsay à la veille des élections législatives du 16 mars, M. Thierry de Beaucé a été maintenu à ce poste « stratégique » par la nouvelle majorité. Il expose ici ses conceptions en matière de « diplomatie culturelle », après l'augmentation des crédits de son département.

« Peut-on vous citer parmi les hauts fonctionnaires symbolisant la collaboration ? »

« Tout ce que je sais, c'est qu'un fonctionnaire doit laisser la politique au vestiaire et servir sans état d'âme. »

« Votre intérêt ancien pour les questions culturelles n'a-t-il pas permis cependant de dépasser les clichés politiques ? »

« Deux expériences professionnelles m'ont particulièrement marqué. J'ai été, à l'autre bout de la chaîne, conseiller culturel au Japon, puis directeur des affaires internationales d'un groupe pétrolier. J'ai pu constater que partout l'image d'une entreprise était liée à la préférence pour un partenaire industriel dépendait souvent de la préexistence de liens culturels. Dans un monde d'échanges intensifs, dans un monde médiatique où la formation intellectuelle s'élève, le rayonnement internatio-

nal de notre culture est d'évidence une priorité. C'est un domaine qui, mieux que tout autre, ne relève plus de la politique parce qu'il est justement au cœur de notre signification nationale. Paul VI avait une très belle formule pour définir la langue française, elle exprime « la magistère de l'essentiel ». Littéralement, on pourrait l'appliquer à la gestion de son rayonnement. »

« La France dispose, avec la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des affaires étrangères, d'un réseau unique que d'aucuns ont appelé « la plus grande multinationale du monde » : plus de 15000 professeurs, animateurs, diplomates, ont la charge de promouvoir la culture française sur les cinq continents : 350 conseillers et attachés culturels et scientifiques, 352 écoles, collèges et lycées français où plus de 8000 enseignants forment 160000 élèves dont 60000 enfants de Français expatriés (condition sine qua non de nos ambitions d'exportation), 120 centres ou instituts culturels, sans préjudice bien entendu du personnel et des institutions gérés dans une trentaine de pays par le ministère de la coopération. »

« En somme, le soleil ne se couche jamais sur votre empire... »

« Nous disposons en effet d'un fantastique instrument de pré-

sence à l'étranger au même titre qu'une défense indépendante ou qu'un potentiel industriel : au principe de la dissuasion militaire répond, en l'inversant, le principe d'une invitation culturelle. Je pourrais citer mille exemples d'actions diverses : hier, c'était l'ouverture à Marrakech du plus vaste centre culturel du continent africain ; demain, ce sera l'aménagement de nouveaux espaces culturels à Tunis, Budapest ou Damas. Les deux tiers de nos financements sont destinés aux pays du tiers-monde : des projets agricoles au Nigéria, la gestion du système de santé au Maroc, la réhabilitation du secteur industriel en Algérie etc. De plus, nos trente conseillers scientifiques lancent des projets communs de recherche. La tâche est immense. »

« Culture, non beau souci quand même ! Mais dites-moi plutôt si, en ce domaine, nous sommes sortis du mondialisme ou bien si continue au contraire le saupoudrage culturel mondial. »

« C'est un faux dilemme. La France doit assurer partout dans le monde une présence culturelle minimale. Il y va de son rang. Admettez-vous que le nom de la France soit, pour finir, moins connu que celui de Coca-Cola ? »

(Lire la suite page 6.)

Propos recueillis par BERNARD BRIGOUËX et J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

ACTUEL

N° JANVIER

ENTIÈREMENT

consacré à l'histoire complète des étudiants et lycéens.

850.000 personnages

150 photos

22 F.

LES INFOS



# Débats

## IMMIGRÉS

*Le code de la nationalité n'essuiera les feux de la rampe parlementaire qu'au printemps prochain, mais il ne laisse pas de susciter la discussion. Etienne Burin des Roziers combat l'idée de présenter la population immigrée comme un mal inévitable. Sur le cas très particulier et très dramatique des Tamouls du Sri-Lanka, Arul M. Varaprasadam rappelle une situation d'origine qui n'a rien de comparable à celle d'autres communautés d'étrangers en France.*

## Qui pense au drame des Tamouls ?

*Il est anormal qu'un si petit nombre de ces immigrés se soient vu reconnaître la qualité de réfugié politique*

QUELQUE vingt mille Tamouls du Sri-Lanka sont arrivés en France depuis la fin des années 70. L'opinion s'en étonne, s'en émeut parfois, dans la mesure où elle croit voir là le début d'une nouvelle vague migratoire d'origine lointaine. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler pourquoi des Tamouls du Sri-Lanka se sont exilés et dans quelles conditions certains d'entre eux ont pris le chemin de l'Europe.

Pendant les cent quinze ans qu'a duré le régime britannique, les Tamouls ont tiré profit plus que les Cinghalais du système d'éducation anglais. Ils étaient proportionnellement davantage représentés dans l'administration et occupaient une place importante dans le commerce. Les Cinghalais en éprouvaient fatalement quelque jalousie. En 1948, l'indépendance a été acquise sans combats ni affrontements. Une seule ombre au tableau : les Tamouls dits « indiens » — ceux que les Anglais avaient fait venir de l'Inde au dix-neuvième siècle pour travailler dans les plantations de café, puis de thé — se virent refuser la nationalité sri-lankaise. Huit cent vingt-cinq mille, de ce fait, devinrent apatrides. Les deux millions de Tamouls sri-lankais ne se montrèrent pas empressés à défendre leurs congénères plus pauvres et plus récemment installés dans l'île. Nehru refusa le rapatriement en masse de ces Tamouls d'origine indienne. Ses successeurs acceptèrent de passer des accords avec le gouvernement cinghalais et de reprendre en Inde plus de six cent mille de ces émigrés.

### Un complexe de minorité

Dans le Sri-Lanka devenu indépendant, Tamouls et Cinghalais commencèrent à développer un complexe de minorité. La chose s'explique facilement pour les Tamouls, moins nombreux. Les Cinghalais, en majorité dans l'île, savent que les Tamouls sri-lankais, habitant surtout les provinces du Nord et de l'Est, ne sont séparés que par 35 kilomètres de mer des cinquante millions de Tamouls peuplant l'Etat du Tamil-Nadu en Inde. Ce poids leur paraît écrasant.

De premiers heurts se produisirent en 1956. Une manifestation non violente fut organisée par les Tamouls pour protester contre la décision de faire du cinghalais la seule langue officielle du pays. Des Cinghalais y répondirent par la violence ; il y eut des blessés et des morts, à Colombo et en province. En 1974, la troisième conférence de la langue tamoule se tint à Jaffna, capitale de la province du Nord. La police cinghalaise y sema la panique et tua neuf personnes, sans qu'il y ait eu la moindre provocation. En mai 1981, deux policiers sont tués par des inconnus. En représailles, la police incendie le marché de Jaffna, la maison du député le plus estimé, M. Yogeeswaran, des temples hindous et la bibliothèque municipale tamoule. Celle-ci contenait 95 000 volumes, dont les documents les plus anciens en langue tamoule. Le Sri-Lanka est entré dans le cycle infernal de la violence.

par A. M. VARAPRASADAM (\*)

En juillet 1983, à la suite d'une embuscade contre un véhicule militaire, et dans laquelle treize soldats ont été tués, un pogrom est déclenché contre les Tamouls. Des maisons, des boutiques, des usines ont été incendiées, un grand nombre de Tamouls ont été massacrés. On ne saura jamais exactement le nombre des victimes tombées pendant les dix jours qu'ont duré les événements. Près de cent cinquante mille personnes se sont trouvées sans abri, dépourvues de tout. La sécurité de celles qui furent hébergées dans des camps près de Colombo n'était pas assurée. Elles furent évacuées dans le nord et l'est de l'île, grâce à l'aide du gouvernement indien.

### Pour échapper à la persécution

Une « fuite des cerveaux » vers les pays anglophones s'est produite parmi les Tamouls du Sri-Lanka, après la décision de faire du cinghalais la seule langue officielle du pays en 1956. Ceux qui partaient alors le faisaient dans l'intention de s'assurer un avenir meilleur et pouvaient compter sur la présence rassurante de parents et d'amis dans les pays où ils allaient. Un tout autre type d'exode s'est développé à la fin des années 70, et surtout après le pogrom de 1983.

Il s'agissait de personnes qui craignaient pour leurs biens, leur sécurité, leur vie même. Beaucoup de parents firent partir leurs garçons âgés de quinze à trente ans, parce que, soupçonnés systématiquement par la police et l'armée d'être des « terroristes », ils couraient les plus grands dangers. Ceux qui s'exilèrent devaient abandonner leurs études ou leur emploi, pour se lancer à l'aventure, vers un avenir tout à fait incertain.

Les deux cent mille Tamouls qui ont fui le Sri-Lanka dans la dernière décennie l'ont fait parce qu'ils étaient pris pour cible par toute une partie de la population cinghalaise, par la police et par l'armée, à cause de leur appartenance ethnique et de leur langue. Ils ont voulu échapper à la persécution ou au massacre.

Qu'en est-il aujourd'hui des Tamouls sri-lankais en France ? Deux mille d'entre eux environ ont obtenu le statut de réfugié. L'OFFRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) et la commission de recours examinent les demandes ou les recours d'à peu près huit mille de ces réfugiés, mais près de dix mille se sont déjà vu refuser la qualité de réfugié et devraient en principe quitter le territoire. En fait, ils restent en France clandestinement. Jusqu'à présent, la police avait fermé les yeux. Mais les consignes sont maintenant à la fermeté, et des menaces d'expulsion pèsent sur les Tamouls qui n'ont pas obtenu la carte de réfugié. Les arrestations se sont multipliées, des déportations vers Colombo ont même été décidées, mais ont pu être écartées au dernier moment, grâce aux efforts conjugués d'organismes d'accueil des réfugiés et de défense des droits de l'homme.

PEUT-ON encore parler d'immigrés ? Longtemps l'immigré revêtait, dans l'imaginaire populaire, les traits d'un voyageur errant, hantant les gares et les ports, sa valise à la main, débarquant à peine ou déjà sur le chemin du retour. Mais voici plus de douze ans que nos frontières sont fermées à la main-d'œuvre étrangère. Banni, désormais, de notre territoire s'il vient à le quitter, l'immigré, souvent rejoint par sa famille, s'est installé chez nous à demeure. Campé, d'abord, dans les baraquements des bidonvilles, le voici ayant

élu domicile dans les immeubles en dur des quartiers périphériques. Il ne vit plus à l'abri éphémère d'une toile ondulée. Il est incrusté dans le béton d'un « grand ensemble ». Il adhère à notre sol. Il est sédentarisé.

Les statistiques rendent compte de cette mutation. Aujourd'hui, en chiffres ronds, 80 % des hommes, des femmes et des enfants recensés comme étant de nationalité étrangère résident en France depuis plus de dix ans. 23 % d'entre eux y sont nés. Un sur quatre a moins de quatorze ans. 70 % de ces jeunes sont nés en France. Ils ne connaissent pas d'autres pays que le nôtre, ne parlent pas d'autre langue que la nôtre. Combien de temps devront-ils attendre pour obtenir droit de cité ? Doit-on encore parler d'immigrés ?

« *Quia non movetur* » est une sage maxime que nos gouvernements ont perdue de vue depuis 1980. C'est alors que fut remise en cause, pour la première fois, l'ordonnance du général de Gaulle qui, depuis la Libération, régissait les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Depuis lors, le statut des immigrés, c'est-à-dire la définition légale de leurs conditions d'existence et, pour certains, de survie, n'a cessé d'être le jouet des vicissitudes électorales. Nous en sommes aujourd'hui au troisième tour d'une remise en chantier interminable. Comment les immigrés n'auraient-ils pas le sentiment mortifiant et désespérant que leur sort est l'enjeu de compétitions politiques auxquelles ils n'ont aucune part et que leur destin leur échappe ?

Les textes pris à la lettre sont moins en cause que l'esprit qui, semble-t-il, les inspire : Soustraire à l'institution judiciaire la responsabilité d'ordonner

(\*) Journaliste, Institut social Jeanne, Madama (Inde).

le pluriel des Tamouls du Sri-Lanka qui sont en France ont abandonné leurs études, leur emploi, leur famille, leur pays, parce qu'ils se sentaient menacés. Ils n'ont pas le profil de réfugiés économiques. Un tout petit nombre d'entre eux ont été impliqués dans des affaires de drogue, mais, dans leur immense majorité, ils ne constituent aucunement une menace pour l'ordre public. Ils tombent sous la définition du réfugié politique de la convention de Genève que la France a ratifiée. Il semble anormal qu'un si petit nombre d'entre eux se voient reconnaître cette qualité. Le nombre des arrivants a cessé d'augmenter. Il n'est pas tel que la France ne puisse les accueillir, aussi longtemps qu'ils ne pourront retourner au Sri-Lanka. Aucun de ces demandeurs d'asile, en tout cas, ne devrait être renvoyé dans un pays où ils déclarent encourir des risques de persécution.

(\*) Journaliste, Institut social Jeanne, Madama (Inde).

la sélection-Devaquet ou le mérite-Doutignac, c'est que les critères ne sont ni clairs, ni simples, ni surtout connus de tous. Le mérite sans critères connus n'est qu'un mot vide de sens ; et ce vide est bien la cause de l'inquiétude, car le « chef » est alors le seul qui soit habilité à lui donner de sens.

De là les dérapages vers le favoritisme ou l'auto-censure qu'on peut craindre voir s'épanouir. La promotion à l'ancienneté n'est pas parfaite, loin de là, mais celle au mérite, voire à la fragorance ne semble encore pire. Si M. Drouin connaît la solution — des critères simples, clairs et contrôlables qui permettent de définir le mérite, — qu'il le dise, lui aussi, lui aussi, droit à la « croix du mérite ».

BRUNO FÉQUIGNOT, assistant de sociologie, Grenoble II.

Le problème que posent la sélection-Devaquet ou le mérite-Doutignac, c'est que les critères ne sont ni clairs, ni simples, ni surtout connus de tous. Le mérite sans critères connus n'est qu'un mot vide de sens ; et ce vide est bien la cause de l'inquiétude, car le « chef » est alors le seul qui soit habilité à lui donner de sens.

De là les dérapages vers le favoritisme ou l'auto-censure qu'on peut craindre voir s'épanouir. La promotion à l'ancienneté n'est pas parfaite, loin de là, mais celle au mérite, voire à la fragorance ne semble encore pire. Si M. Drouin connaît la solution — des critères simples, clairs et contrôlables qui permettent de définir le mérite, — qu'il le dise, lui aussi, lui aussi, droit à la « croix du mérite ».

BRUNO FÉQUIGNOT, assistant de sociologie, Grenoble II.

Le problème que posent la sélection-Devaquet ou le mérite-Doutignac, c'est que les critères ne sont ni clairs, ni simples, ni surtout connus de tous. Le mérite sans critères connus n'est qu'un mot vide de sens ; et ce vide est bien la cause de l'inquiétude, car le « chef » est alors le seul qui soit habilité à lui donner de sens.

De là les dérapages vers le favoritisme ou l'auto-censure qu'on peut craindre voir s'épanouir. La promotion à l'ancienneté n'est pas parfaite, loin de là, mais celle au mérite, voire à la fragorance ne semble encore pire. Si M. Drouin connaît la solution — des critères simples, clairs et contrôlables qui permettent de définir le mérite, — qu'il le dise, lui aussi, lui aussi, droit à la « croix du mérite ».

BRUNO FÉQUIGNOT, assistant de sociologie, Grenoble II.

Le problème que posent la sélection-Devaquet ou le mérite-Doutignac, c'est que les critères ne sont ni clairs, ni simples, ni surtout connus de tous. Le mérite sans critères connus n'est qu'un mot vide de sens ; et ce vide est bien la cause de l'inquiétude, car le « chef » est alors le seul qui soit habilité à lui donner de sens.

De là les dérapages vers le favoritisme ou l'auto-censure qu'on peut craindre voir s'épanouir. La promotion à l'ancienneté n'est pas parfaite, loin de là, mais celle au mérite, voire à la fragorance ne semble encore pire. Si M. Drouin connaît la solution — des critères simples, clairs et contrôlables qui permettent de définir le mérite, — qu'il le dise, lui aussi, lui aussi, droit à la « croix du mérite ».

BRUNO FÉQUIGNOT, assistant de sociologie, Grenoble II.

Le problème que posent la sélection-Devaquet ou le mérite-Doutignac, c'est que les critères ne sont ni clairs, ni simples, ni surtout connus de tous. Le mérite sans critères connus n'est qu'un mot vide de sens ; et ce vide est bien la cause de l'inquiétude, car le « chef » est alors le seul qui soit habilité à lui donner de sens.

De là les dérapages vers le favoritisme ou l'auto-censure qu'on peut craindre voir s'épanouir. La promotion à l'ancienneté n'est pas parfaite, loin de là, mais celle au mérite, voire à la fragorance ne semble encore pire. Si M. Drouin connaît la solution — des critères simples, clairs et contrôlables qui permettent de définir le mérite, — qu'il le dise, lui aussi, lui aussi, droit à la « croix du mérite ».

BRUNO FÉQUIGNOT, assistant de sociologie, Grenoble II.

Le problème que posent la sélection-Devaquet ou le mérite-Doutignac, c'est que les critères ne sont ni clairs, ni simples, ni surtout connus de tous. Le mérite sans critères connus n'est qu'un mot vide de sens ; et ce vide est bien la cause de l'inquiétude, car le « chef » est alors le seul qui soit habilité à lui donner de sens.

De là les dérapages vers le favoritisme ou l'auto-censure qu'on peut craindre voir s'épanouir. La promotion à l'ancienneté n'est pas parfaite, loin de là, mais celle au mérite, voire à la fragorance ne semble encore pire. Si M. Drouin connaît la solution — des critères simples, clairs et contrôlables qui permettent de définir le mérite, — qu'il le dise, lui aussi, lui aussi, droit à la « croix du mérite ».

BRUNO FÉQUIGNOT, assistant de sociologie, Grenoble II.

Le problème que posent la sélection-Devaquet ou le mérite-Doutignac, c'est que les critères ne sont ni clairs, ni simples, ni surtout connus de tous. Le mérite sans critères connus n'est qu'un mot vide de sens ; et ce vide est bien la cause de l'inquiétude, car le « chef » est alors le seul qui soit habilité à lui donner de sens.

De là les dérapages vers le favoritisme ou l'auto-censure qu'on peut craindre voir s'épanouir. La promotion à l'ancienneté n'est pas parfaite, loin de là, mais celle au mérite, voire à la fragorance ne semble encore pire. Si M. Drouin connaît la solution — des critères simples, clairs et contrôlables qui permettent de définir le mérite, — qu'il le dise, lui aussi, lui aussi, droit à la « croix du mérite ».

BRUNO FÉQUIGNOT, assistant de sociologie, Grenoble II.

Le problème que posent la sélection-Devaquet ou le mérite-Doutignac, c'est que les critères ne sont ni clairs, ni simples, ni surtout connus de tous. Le mérite sans critères connus n'est qu'un mot vide de sens ; et ce vide est bien la cause de l'inquiétude, car le « chef » est alors le seul qui soit habilité à lui donner de sens.

De là les dérapages vers le favoritisme ou l'auto-censure qu'on peut craindre voir s'épanouir. La promotion à l'ancienneté n'est pas parfaite, loin de la, mais celle au mérite, voire à la fragorance ne semble encore pire. Si M. Drouin connaît la solution — des critères simples, clairs et contrôlables qui permettent de définir le mérite, — qu'il le dise, lui aussi, lui aussi, droit à la « croix du mérite ».

BRUNO FÉQUIGNOT, assistant de sociologie, Grenoble II.

Le problème que posent la sélection-Devaquet ou le mérite-Doutignac, c'est que les critères ne sont ni clairs, ni simples, ni surtout connus de tous. Le mérite sans critères connus n'est qu'un mot vide de sens ; et ce vide est bien la cause de l'inquiétude, car le « chef » est alors le seul qui soit habilité à lui donner de sens.

De là les dérapages vers le favoritisme ou l'auto-censure qu'on peut craindre voir s'épanouir. La promotion à l'ancienneté n'est pas parfaite, loin de la, mais celle au mérite, voire à la fragorance ne semble encore pire. Si M. Drouin connaît la solution — des critères simples, clairs et contrôlables qui permettent de définir le mérite, — qu'il le dise, lui aussi, lui aussi, droit à la « croix du mérite ».

BRUNO FÉQUIGNOT, assistant de sociologie, Grenoble II.

Le problème que posent la sélection-Devaquet ou le mérite-Doutignac, c'est que les critères ne sont ni clairs, ni simples, ni surtout connus de tous. Le mérite sans critères connus n'est qu'un mot vide de sens ; et ce vide est bien la cause de l'inquiétude, car le « chef » est alors le seul qui soit habilité à lui donner de sens.

De là les dérapages vers le favoritisme ou l'auto-censure qu'on peut craindre voir s'épanouir. La promotion à l'ancienneté n'est pas parfaite, loin de la, mais celle au mérite, voire à la fragorance ne semble encore pire. Si M. Drouin connaît la solution — des critères simples, clairs et contrôlables qui permettent de définir le mérite, — qu'il le dise, lui aussi, lui aussi, droit à la « croix du mérite ».

BRUNO FÉQUIGNOT, assistant de sociologie, Grenoble II.

## La chance à courir

*Il faut dissiper l'impression que, dans l'esprit de nos dirigeants, il y aurait de bons et de moins bons immigrés*

par ETIENNE BURIN DES ROZIERES (\*)

élu domicile dans les immeubles en dur des quartiers périphériques. Il ne vit plus à l'abri éphémère d'une toile ondulée. Il est incrusté dans le béton d'un « grand ensemble ». Il adhère à notre sol. Il est sédentarisé.

Les statistiques rendent compte de cette mutation. Aujourd'hui, en chiffres ronds, 80 % des hommes, des femmes et des enfants recensés comme étant de nationalité étrangère résident en France depuis plus de dix ans. 23 % d'entre eux y sont nés. Un sur quatre a moins de quatorze ans. 70 % de ces jeunes sont nés en France. Ils ne connaissent pas d'autres pays que le nôtre, ne parlent pas d'autre langue que la nôtre. Combien de temps devront-ils attendre pour obtenir droit de cité ? Doit-on encore parler d'immigrés ?

« *Quia non movetur* » est une sage maxime que nos gouvernements ont perdue de vue depuis 1980. C'est alors que fut remise en cause, pour la première fois, l'ordonnance du général de Gaulle qui, depuis la Libération, régissait les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Depuis lors, le statut des immigrés, c'est-à-dire la définition légale de leurs conditions d'existence et, pour certains, de survie, n'a cessé d'être le jouet des vicissitudes électorales. Nous en sommes aujourd'hui au troisième tour d'une remise en chantier interminable. Comment les immigrés n'auraient-ils pas le sentiment mortifiant et désespérant que leur sort est l'enjeu de compétitions politiques auxquelles ils n'ont aucune part et que leur destin leur échappe ?

Les textes pris à la lettre sont moins en cause que l'esprit qui, semble-t-il, les inspire : Soustraire à l'institution judiciaire la responsabilité d'ordonner

grés. Ceux-ci en prennent conscience et se rétractent à leur tour. Les fossés se creusent, et c'est la politique du gouvernement qui est ainsi battue en brèche, dans son principe et dans son but. De cette détérioration du climat, les quatre cent vingt salariés du Service social d'aide aux émigrants, qui se trouvent, du fait même de sa vocation et de son statut, à la jointure entre les immigrés et les pouvoirs publics, peuvent porter témoignage.

Que faudrait-il faire pour remonter le courant ? Sans doute, en premier lieu, dissiper l'impression que, dans l'esprit de nos dirigeants, il y aurait de bons et de moins bons immigrés, les premiers, de souche européenne, étant assimilables en quelque sorte par hypothèse, les autres étant voués à demeurer chez nous des allogènes. Cette vue des choses qui, de toute façon, appelle les plus expresses réserves, fait bon marché de la dette d'honneur que notre pays a contractée envers ceux qui, pour lui, ont prodigé leurs peines et versé leur sang. Oublierait-on que plus de trente-cinq mille combattants musulmans reposent dans nos cimetières ? N'auraient-ils plus voix au chapitre ? Le général de Gaulle aurait-il, pour une fois, mal pressenti l'avenir en assurant les Algériens nouvellement promus à l'indépendance qu'ils seraient toujours les bienvenus en France et qu'ils devaient s'y sentir chez eux ? Hier immigrés d'honneur, seraient-ils aujourd'hui des laissés-pour-compte ?

La réflexion doit s'étendre aux immigrés de toutes origines. De bons esprits soucieux de réalisme, prenant à leur compte les deux maîtres mots de la politique officielle, « maîtrise des flux migratoires » et « paisible insertion » des immigrés déjà établis en France, soulignent que ces derniers étant destinés à rester chez nous, mieux vaut s'accommoder de leur présence. De là à présenter la population immigrée comme un mal inévitable avec lequel il faut bien composer, il n'y a qu'un pas. Cette façon de voir, qui ne procède évidemment pas d'un élan du cœur, dessert la cause qu'elle est réputée servir. L'immigration devrait enfin être perçue comme une chance à saisir pour les uns et pour les autres et sa réussite comme l'enjeu d'un combat prometteur à livrer et à gagner ensemble.

Le plus grave est que l'activité réformatrice qui a cours depuis six mois suscite, à tort ou à raison, le sentiment que le vent a tourné et que ce qui était de mise hier, un certain esprit de tolérance, ne répond plus à l'orientation adoptée en haut lieu. Ceux qui, à tous les échelons, régissent leur comportement sur le souci légitime de servir loyalement l'autorité en place sont ainsi portés à durcir leur attitude vis-à-vis des immi-

(\*) Ambassadeur de France, conseiller d'Etat honoraire, président du Service social d'aide aux émigrants.

grés. Ceux-ci en prennent conscience et se rétractent à leur tour. Les fossés se creusent, et c'est la politique du gouvernement qui est ainsi battue en brèche, dans son principe et dans son but. De cette détérioration du climat, les quatre cent vingt salariés du Service social d'aide aux émigrants, qui se trouvent, du fait même de sa vocation et de son statut, à la jointure entre les immigrés et les pouvoirs publics, peuvent porter témoignage.

Que faudrait-il faire pour remonter le courant ? Sans doute, en premier lieu, dissiper l'impression que, dans l'esprit de nos dirigeants, il y aurait de bons et de moins bons immigrés, les premiers, de souche européenne, étant assimilables en quelque sorte par hypothèse, les autres étant voués à demeurer chez nous des allogènes. Cette vue des choses qui, de toute façon, appelle les plus expresses réserves, fait bon marché de la dette d'honneur que notre pays a contractée envers ceux qui, pour lui, ont prodigé leurs peines et versé leur sang. Oublierait-on que plus de trente-cinq mille combattants musulmans reposent dans nos cimetières ? N'auraient-ils plus voix au chapitre ? Le général de Gaulle aurait-il, pour une fois, mal pressenti l'avenir en assurant les Algériens nouvellement promus à l'indépendance qu'ils seraient toujours les bienvenus en France et qu'ils devaient s'y sentir chez eux ? Hier immigrés d'honneur, seraient-ils aujourd'hui des laissés-pour-compte ?

La réflexion doit s'étendre aux immigrés de toutes origines. De bons esprits soucieux de réalisme, prenant à leur compte les deux maîtres mots de la politique officielle, « maîtrise des flux migratoires » et « paisible insertion » des immigrés déjà établis en France, soulignent que ces derniers étant destinés à rester chez nous, mieux vaut s'accommoder de leur présence. De là à présenter la population immigrée comme un mal inévitable avec lequel il faut bien composer, il n'y a qu'un pas. Cette façon de voir, qui ne procède évidemment pas d'un élan du cœur, dessert la cause qu'elle est réputée servir. L'immigration devrait enfin être perçue comme une chance à saisir pour les uns et pour les autres et sa réussite comme l'enjeu d'un combat prometteur à livrer et à gagner ensemble.

Le plus grave est que l'activité réformatrice qui a cours depuis six mois suscite, à tort ou à raison, le sentiment que le vent a tourné et que ce qui était de mise hier, un certain esprit de tolérance, ne répond plus à l'orientation adoptée en haut lieu. Ceux qui, à tous les échelons, régissent leur comportement sur le souci légitime de servir loyalement l'autorité en place sont ainsi portés à durcir leur attitude vis-à-vis des immi-

(\*) Ambassadeur de France, conseiller d'Etat honoraire, président du Service social d'aide aux émigrants.

grés. Ceux-ci en prennent conscience et se rétractent à leur tour. Les fossés se creusent, et c'est la politique du gouvernement qui est ainsi battue en brèche, dans son principe et dans son but. De cette détérioration du climat, les quatre cent vingt salariés du Service social d'aide aux émigrants, qui se trouvent, du fait même de sa vocation et de son statut, à la jointure entre les immigrés et les pouvoirs publics, peuvent porter témoignage.

Que faudrait-il faire pour remonter le courant ? Sans doute, en premier lieu, dissiper l'impression que, dans l'esprit de nos dirigeants, il y aurait de bons et de moins bons immigrés, les premiers, de souche européenne, étant assimilables en quelque sorte par hypothèse, les autres étant voués à demeurer chez nous des allogènes. Cette vue des choses qui, de toute façon, appelle les plus expresses réserves, fait bon marché de la dette d'honneur que notre pays a contractée envers ceux qui, pour lui, ont prodigé leurs peines et versé leur sang. Oublierait-on que plus de trente-cinq mille combattants musulmans reposent dans nos cimetières ? N'auraient-ils plus voix au chapitre ? Le général de Gaulle aurait-il, pour une fois, mal pressenti l'avenir en assurant les Algériens nouvellement promus à l'indépendance qu'ils seraient toujours les bienvenus en France et qu'ils devaient s'y sentir chez eux ? Hier immigrés d'honneur, seraient-ils aujourd'hui des laissés-pour-compte ?

La réflexion doit s'étendre aux immigrés de toutes origines. De bons esprits soucieux de réalisme, prenant à leur compte les deux maîtres mots de la politique officielle, « maîtrise des flux migratoires » et « paisible insertion » des immigrés déjà établis en France, soulignent que ces derniers étant destinés à rester chez nous, mieux vaut s'accommoder de leur présence. De là à présenter la population immigrée comme un mal inévitable avec lequel il faut bien composer, il n'y a qu'un pas. Cette façon de voir, qui ne procède évidemment pas d'un élan du cœur, dessert la cause qu'elle est réputée servir. L'immigration devrait enfin être perçue comme une chance à saisir pour les uns et pour les autres et sa réussite comme l'enjeu d'un combat prometteur à livrer et à gagner ensemble.

Le plus grave est que l'activité réformatrice qui a cours depuis six mois suscite, à tort ou à raison, le sentiment que le vent a tourné et que ce qui était de mise hier, un certain esprit de tolérance, ne répond plus à l'orientation adoptée en haut lieu. Ceux qui, à tous les échelons, régissent leur comportement sur le souci légitime de servir loyalement l'autorité en place sont ainsi portés à durcir leur attitude vis-à-vis des immi-

(\*) Ambassadeur de France, conseiller d'Etat honoraire, président du Service social d'aide aux émigrants.

grés. Ceux-ci en prennent conscience et se rétractent à leur tour. Les fossés se creusent, et c'est la politique du gouvernement qui est ainsi battue en brèche, dans son principe et dans son but. De cette détérioration du climat, les quatre cent vingt salariés du Service social d'aide aux émigrants, qui se trouvent, du fait même de sa vocation et de son statut, à la jointure entre les immigrés et les pouvoirs publics, peuvent porter témoignage.

Que faudrait-il faire pour remonter le courant ? Sans doute, en premier lieu, dissiper l'impression que, dans l'esprit de nos dirigeants, il y aurait de bons et de moins bons immigrés, les premiers, de souche européenne, étant assimilables en quelque sorte par hypothèse, les autres étant voués à demeurer chez nous des allogènes. Cette vue des choses qui, de toute façon, appelle les plus expresses réserves, fait bon marché de la dette d'honneur que notre pays a contractée envers ceux qui, pour lui, ont prodigé leurs peines et versé leur sang. Oublierait-on que plus de trente-cinq mille combattants musulmans reposent dans nos cimetières ? N'auraient-ils plus voix au chapitre ? Le général de Gaulle aurait-il, pour une fois, mal pressenti l'avenir en assurant les Algériens nouvellement promus à l'indépendance qu'ils seraient toujours les bienvenus en France et qu'ils devaient s'y sentir chez eux ? Hier immigrés d'honneur, seraient-ils aujourd'hui des laissés-pour-compte ?

La réflexion doit s'étendre aux immigrés de toutes origines. De bons esprits soucieux de réalisme, prenant à leur compte les deux maîtres mots de la politique officielle, « maîtrise des flux migratoires » et « paisible insertion » des immigrés déjà établis en France, soulignent que ces derniers étant destinés à rester chez nous, mieux vaut s'accommoder de leur présence. De là à présenter la population immigrée comme un mal inévitable avec lequel il faut bien composer, il n'y a qu'un pas. Cette façon de voir, qui ne procède évidemment pas d'un élan du cœur, dessert la cause qu'elle est réputée servir. L'immigration devrait enfin être perçue comme une chance à saisir pour les uns et pour les autres et sa réussite comme l'enjeu d'un combat prometteur à livrer et à gagner ensemble.

Le plus grave est que l'activité réformatrice qui a cours depuis six mois suscite, à tort ou à raison, le sentiment que le vent a tourné et que ce qui était de mise hier, un certain esprit de tolérance, ne répond plus à l'orientation adoptée en haut lieu. Ceux qui, à tous les échelons, régissent leur comportement sur le souci légitime de servir loyalement l'autorité en place sont ainsi portés à durcir leur attitude vis-à-vis des immi-

(\*) Ambassadeur de France, conseiller d'Etat honoraire, président du Service social d'aide aux émigrants.

grés. Ceux-ci en prennent conscience et se rétractent à leur tour. Les fossés se creusent, et c'est la politique du gouvernement qui est ainsi battue en brèche, dans son principe et dans son but. De cette détérioration du climat, les quatre cent vingt salariés du Service social d'aide aux émigrants, qui se trouvent, du fait même de sa vocation et de son statut, à la jointure entre les immigrés et les pouvoirs publics, peuvent porter témoignage.

Que faudrait-il faire pour remonter le courant ? Sans doute, en premier lieu, dissiper l'impression que, dans l'esprit de nos dirigeants, il y aurait de bons et de moins bons immigrés, les premiers, de souche européenne, étant assimilables en quelque sorte par hypothèse, les autres étant voués à demeurer chez nous des allogènes. Cette vue des choses qui, de toute façon, appelle les plus expresses réserves, fait bon marché de la dette d'honneur que notre pays a contractée envers ceux qui, pour lui, ont prodigé leurs peines et versé leur sang. Oublierait-on que plus de trente-cinq mille combattants musulmans reposent dans nos cimetières ? N'auraient-ils plus voix au chapitre ? Le général de Gaulle aurait-il, pour une fois, mal pressenti l'avenir en assurant les Algériens nouvellement promus à l'indépendance qu'ils seraient toujours les bienvenus en France et qu'ils devaient s'y sentir chez eux ? Hier immigrés d'honneur, seraient-ils aujourd'hui des laissés-pour-compte ?

La réflexion doit s'étendre aux immigrés de toutes origines. De bons esprits soucieux de réalisme, prenant à leur compte les deux maîtres mots de la politique officielle, « maîtrise des flux migratoires » et « paisible insertion » des immigrés déjà établis en France, soulignent que ces derniers étant destinés à rester chez nous, mieux vaut s'accommoder de leur présence. De là à présenter la population immigrée comme un mal inévitable avec lequel il faut bien composer, il n'y a qu'un pas. Cette façon de voir, qui ne procède évidemment pas d'un élan du cœur, dessert la cause qu'elle est réputée servir. L'immigration devrait enfin être perçue comme une chance à saisir pour les uns et pour les autres et sa réussite comme l'enjeu d'un combat prometteur à livrer et à gagner ensemble.

## COURRIER DES LECTEURS

### Les bons et les mauvais

Sous le titre « La croix du mérite » (*Le Monde* daté 28-29 décembre), M. Pierre Drouin propose un rapprochement fort intéressant entre les étudiants et les cheminots. Enseignant, je me suis, à la lecture de cet article, posé la question de savoir en quel il y avait aussi différence.

A l'école, l'enfant qui recevait la croix était effectivement le plus méritant, c'était le meilleur en orthographe ou en calcul, les critères étaient clairs, simples, connus de tous ; quand ils étaient transgressés, nous susurrions « chou-chou ». Et d'ailleurs à aucun moment les lycéens ou les étudiants n'ont remis en cause cette forme de sélection qui fonctionnait déjà ; le bac ou les examens de fin d'année universitaire.

Le problème que posent la sélection-Devaquet ou le mérite-Doutignac, c'est que les critères ne sont ni clairs, ni simples, ni surtout connus de tous. Le mérite sans critères connus n'est qu'un mot vide de sens ; et ce vide est bien la cause de l'inquiétude, car le « chef » est alors le seul qui soit habilité à lui donner de sens.

De là les dérapages vers le favoritisme ou l'auto-censure qu'on peut craindre voir s'épanouir. La promotion à l'ancienneté n'est pas parfaite, loin de là, mais celle au mérite, voire à la fragorance ne semble encore pire. Si M. Drouin connaît la solution — des critères simples, clairs et contrôlables qui permettent de définir le mérite, — qu'il le dise, lui aussi, lui aussi, droit à la « croix du mérite ».

BRUNO FÉQUIGNOT, assistant de sociologie, Grenoble II.

### Le travail « dans les grandes écoles »

Dans *Le Monde* du 16 décembre 1986, sous le titre « *Derrière la sélection* », dans la rubrique « Débats », un professeur émérite (*histoire*) de l'université de Reims écrit :

« Résultat bien connu dans les grandes écoles françaises, comme dans les grandes universités japonaises : un jeune travailleur d'arrache-

piet dans les classes préparatoires à une formation... on lui pourra bafouiller dans l'attente d'un diplôme quasi assuré... (L) Comment bafouiller avec un emploi du temps de trente-six heures d'enseignement par semaine ? Un diplôme quasi assuré ? Un seul redoublement est autorisé sur toute la scolarité dans nos écoles et notre moyenne de passage d'une année à l'autre s'élève à 12 sur 20.



CHINE : nouvelle nuit de manifestations à Pékin

## Les étudiants obtiennent la libération de leurs camarades

PÉKIN  
de notre correspondant

La folle nuit des étudiants de Pékin s'est bien terminée. Mais elle risque de laisser des traces. Sur les jeunes qui ont découvert leur puissance en réussissant à faire plier, sans violence mais en faisant preuve de détermination, le gouvernement du pays le plus peuplé du monde.

Sur un régime qui n'a pas senti le coup venir, qui a été incapable d'y parer, qui se retrouve contesté par cette même jeunesse sur laquelle il mise pour construire l'avenir, une jeunesse qui a donné aux médias du monde entier une image de la Chine qui n'est certes pas celle qui a la préférence du pouvoir. Sur une police désemparée face à une manifestation non violente qui a fait éclater, en quelques heures, règlements, interdictions et tabous. Peut-être enfin sur l'opinion publique locale, si elle est informée.

Tout a commencé, en début de soirée, le jeudi 1<sup>er</sup> janvier, à l'université de Pékin, « Beida », où plus d'un million d'étudiants se sont réunis devant les bâtiments administratifs pour exiger la libération de leurs camarades : pour Beida, vingt-quatre, peut-être plus ; pour les autres universités, un nombre indéterminé, mais réduit.

Ces jeunes gens avaient été interpellés au cours de la manifestation interdite qui s'était tenue, le matin même, sur la place Tiananmen

(Le Monde du 2 janvier). Les étudiants ont posé au régime un ultimatum de deux heures, menaçant de faire la grève des cours. Au bout d'une heure, les portes du campus, gardées par la police, et sont parties, à deux ou trois mille, en direction d'autres universités et instituts. La police les attendait au coin de la rue.

Après un face-à-face tendu, les manifestants ont franchi le barrage sans violence. Aucune brutalité n'est intervenue au cours de cette longue nuit. Au contraire, on assistait, malgré des cas d'envolement compréhensibles, à un quasi-dialogue entre responsables des deux bords. Les étudiants ont même eu une occasion crie « la police avec nous ».

### « Vive les quatre modernisations »

Le long de la route, de nouveaux manifestants se sont joints au cortège qui a peut-être compté, un moment, une dizaine de milliers de gens. Ils chantaient à tue-tête l'Internationale et l'hymne national, criaient « libérez nos camarades », « vive les réformes », « vive le développement du pays », « vive les quatre modernisations », « les conservateurs à la porte ». Bien sages, des couples se tenant par la main, des jeunes filles en groupe, des étudiants tirant leur vélo pour le long voyage de retour, bravaient un froid glacial.

A chaque barrage de police se répétait la même scène. Les étudiants s'arrêtaient, resseraient leurs rangs, se pressaient par le bras et s'élevaient en chantant l'Internationale, effaçant devant eux le fin cordon de policiers désarmés.

Des haut-parleurs de police hurlaient en permanence « camarade, nous vous prions de rentrer dans vos universités », tandis que de nombreuses voitures banalisées aux vitres teintées caracolent autour. Quand elles traversaient le cortège, les manifestants leur criaient tranquillement « au revoir ». Des policiers en civil ou des « journalistes » photographiaient le cortège ou le filmaient avec des caméras vidéo à infrarouges. Les archives de la police sont ainsi bien remplies.

Au bout d'une heure, les haut-parleurs de la police ont annoncé la libération sans conditions des étudiants, les autorités, citées par l'agence Chine nouvelle, traitaient de « fauteurs de troubles dans l'enquête déterminant les responsabilités ». Le pouvoir avait cédé sur toute la ligne, lui qui avait voulu interdire aux étudiants l'accès de la place Tiananmen le matin même. Mais le placard des étudiants ne voulait rien entendre, et il fallut encore une heure avant qu'ils mettent fin à leur manifestation.

Ils réclamèrent alors des autobus pour regagner leur campus.

Ceux-ci prenant beaucoup de temps pour arriver, un groupe d'un millier de jeunes gens reparut en direction de Tiananmen, qu'il atteignit à 3 h 30 du matin, après une marche de 17 kilomètres dans la neige et dans la boue. Gros et choin, et rejoignant en particulier par plusieurs des étudiants qui venaient d'être libérés, il comprenait alors environ mille cinq cents personnes, frigorifiées, la voix éraillée, mais toujours enthousiastes.

### Les armes du régime retournées

Les manifestants ont battu la semelle pendant deux heures sur la place, organisant même une séance de jogging collectif pour se réchauffer.

Ils attendaient l'annonce, qui ne vint pas, de la libération des derniers étudiants de l'université du peuple interpellés. Après une longue et patiente discussion, les responsables des forces de l'ordre ont obtenu qu'ils montent dans des autobus pour aller attendre cette libération dans une université. Ils étaient dans la rue depuis plus de sept heures, et il était 5 h 30 du matin.

La police voulait éviter que Pékin, en s'éveillant, ne voit Tiananmen occupée par des contestataires. Au moment de leur départ apparemment déjà les premiers vieux qui viennent à faire leur gymnastique traditionnelle au petit matin.

En marchant dans la ville déserte, ils étaient passés par trois des quatre lieux spécifiquement interdits aux manifestations par les autorités : la résidence des hôtes officiels de Diaoyutai, le siège du parti et du gouvernement à Zhongnanhai et le Palais de peuple, siège de l'Assemblée. Ils sont également passés devant l'ancien Mur de la démocratie, sans ralentir, sans tourner la tête devant ce symbole de la contestation de la génération précédente. Devant Zhongnanhai, protégée par la police, ils ont crié des slogans en faveur des réformes et contre les conservateurs, et ont chanté une fois de plus l'Internationale. Etonnant symbole que ce geste contestant le régime avec ses propres armes.

### « Une poignée d'agitateurs »

Car les étudiants qui réclament de vraies libertés ne pensent plus à la « démocratie socialiste ». Ils veulent la liberté de se réunir, de s'exprimer sans voir leurs propos déformés. La présentation caricaturale de la manifestation du matin en a corrégué plus d'un. Un étudiant de l'université du peuple, réputée pourtant pour son conservatisme, nous a dit qu'il avait été étonné en écoutant la radio, et que lui et ses camarades avaient alors décidé de rejoindre le mouvement. Il voulait obtenir que l'opinion soit objectivement informée des revendications étudiantes. Un autre nous a dit : « Les

étudiants français ont pu faire plier Chirac, pourquoi pas nous... »

Cette jeunesse n'est certainement pas toute la Chine, elle ne présente même pas tous les étudiants. Mais il est vrai qu'en interdisant une manifestation d'étudiants sur Tiananmen, puis en arrêtant plusieurs d'entre eux, on les provoquait par des comptes rendus de presse ridicules, les autorités ont retourné bien des indices, soudain scandalisés par l'image que l'on voulait donner d'eux — « une poignée d'agitateurs » et d'étudiants « manipulés ». La police venait, en outre, de leur offrir des « martyrs ». Désormais ils s'organisent. « Nous sommes en contact en ce moment même avec des camarades dans d'autres villes », nous ont-ils dit.

La raison l'a pour le moment emporté. Le Parti communiste a cédé ponctuellement pour éviter un affrontement dans lequel il avait tout à perdre. Mais peut-il aller au-devant des revendications démocratiques des étudiants ? C'est ce débat qui va s'intensifier entre les réformistes, que les manifestants poussent de leurs cris à aller plus vite et plus loin, et les conservateurs, dont ils exigent le départ, ou plutôt la mise à la retraite. Les étudiants viennent de faire preuve de leur maturité et ont donné un coup de pied dans la fourmière institutionnelle. Mais celle-ci est solide, particulièrement en Chine.

PATRICE DE BEER.

BIRMANIE : vingt-cinq ans de pénurie

## Les circuits parallèles d'un régime socialiste musclé

Depuis vingt-cinq ans, la Birmanie vit dans la contradiction entre les ambitions totalitaires du régime imposé par le général Ne Win et la prolifération de pratiques illégitimes et de rébellions multiples, qui prospèrent dans la moindre faille de l'Etat. Un régime imprévisible, qui refuse de parler aux journalistes.

RANGOON  
correspondance

Il y a un an encore, Rangoon possédait un des plus rares échantillons de véhicules anciens dignes d'une collection pour amateur averti. Ces énormes carcasses, aux formes replètes, datant des années 50, ont aujourd'hui abandonné la chaussée boueuse de la capitale birmane. Non que le progrès technique les ait condamnées. Le gouvernement les a interdites de circulation seulement parce que leurs propriétaires s'en servaient pour soustraire aux pompistes les rations quotidiennes d'essence auxquelles il avait droit, à seule fin de revendre le carburant au marché noir.

« Comme toujours ici, dit un résident de Rangoon, les effets de cette

tie d'entre eux finissent, du reste, dans le secteur du transport clandestin.

Curieux pays qui, depuis vingt-cinq ans, vit dans cette contradiction : un régime socialiste musclé, dont la vocation avouée est de garantir toute la société et qui, n'ayant pas les moyens de sa politique, se heurte quotidiennement à des pratiques illégitimes et des rébellions ouvertes qui le forcent à composer, voire céder du terrain, ne serait-ce que provisoirement. Un système de gouvernement qui s'apparente au pilotage à vue, où le secteur « parallèle » se glisse, pour prospérer, dans la moindre faille de l'Etat, profite de ses carences et

Tous les mois, une caravane de marchands chinois de Rangoon, escortée par l'armée birmane, parvient à la frontière et passe plusieurs jours en ville pour faire affaires avec les négociants thaïlandais. Le marché noir n'est visiblement pas perdu pour tout le monde.

### Une mentalité d'assiégés

Le contraste entre les deux secteurs de l'économie coupe le souffle. Au magasin pour diplomates de Rangoon — le « mieux » approvisionné de tout le secteur d'Etat — quelques vendeuses désemparées ne lèvent même pas le nez à l'approche

urbain, comme semblaient l'indiquer quelques attentats au cours des dernières années. Les trains sont aussi protégés que les avions dans un pays occidental. Les hôtels pour touristes sont « off-limits » pour les taxis, rickshaws ou charrettes à cheval.

Les Birmans n'ont jamais eu le droit d'héberger un étranger, même un ami. Un résident raconte avoir dû « faire la conversation et boire toute la nuit » avec un visiteur occidental pour contourner l'interdiction, les hôtels de la capitale étant pleins. « Mais aujourd'hui, ceux qui n'ont pas une excuse valable pour rencontrer un étranger chez eux s'attirent plus souvent la curiosité du comité de quartier », l'instance chargée de la surveillance par flotage comme dans tous les pays socialistes. Ce qui n'empêche pas des jeunes gens d'aborder ouvertement, dans la journée, le visiteur en plein centre de Rangoon pour exprimer leurs doléances, se plaindre du manque de libertés, de l'enseignement « déplorable », de « manque de débouchés » ou plus prosaïquement des conditions de vie.

### Pas de perspectives

« Je viens, dit l'un, de l'Etat shan », en bordure de la Thaïlande dans le Nord-Est. « J'ai échappé aux études d'anglais à Rangoon, et je suis parti pour la Thaïlande. Je suis plus à la recherche d'un commerce », ajoute-t-il. « Robert » — un surnom qu'il s'est donné — raconte avoir gagné la Thaïlande il y a trois ans, à travers les zones insurgées, dans l'espoir de gagner l'Occident. « Mais je me suis fait rouler par un escroc thaïlandais qui m'a vendu un faux passeport, et j'ai dû rebrousser chemin avant d'être arrêté ». Il est des dizaines à raconter la même aventure dans le nord de la Birmanie.

Penchent-ils pour autant pour les maquis ethniques ? « Sûrement pas », reconnaît Robert. « La vie est trop dure dans les montagnes ». Une réponse fréquente chez les jeunes originaires d'ethnies non birmanes à Rangoon. Pourtant, à l'occasion, certains fournissent une aide à la guérilla, tel cet ancien cuisinier de l'hôtel Inya, le plus grand hôtel de la capitale, qui mène ses petits plats au quartier général des Karens, en pleine jungle. Karen lui-même, il avait servi de boite à lettres aux insurgés pour un coup de main qui échoua contre le siège de la télévision en 1962, et a préféré prendre la large. « C'est égal, dit-il, la police à la main dans sa bicoque inondée, ici, en territoire karen, je suis chez moi, même si les conditions sont rudes ».

Avec douze ethnies insurgées, sans compter le maquis communiste, le régime de Rangoon a encore du pain sur la planche pour offrir à ces jeunes des perspectives susceptibles de souder le pays.

FRANCIS DERON.

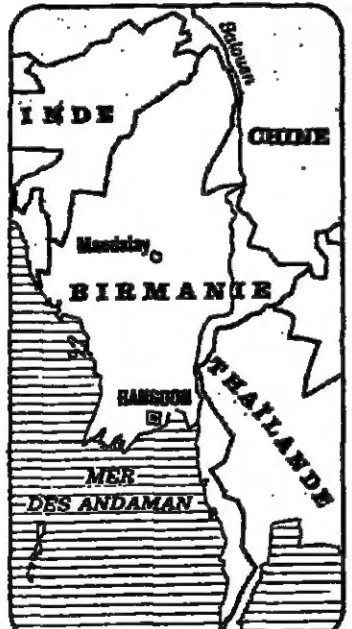
Derrière l'extraordinaire beauté du pays et des gens se cache une autre Birmanie, qui échappe au touriste : la paranoïa d'un régime qui n'a apparemment pas les moyens de sa politique.

bénéficie autant aux fonctionnaires, mal payés, qu'aux entrepreneurs privés.

Inutile d'attendre des autorités explications, justifications ou même démentis : les journalistes sont purement et simplement interdits de séjour ici. Les touristes ont droit à un visa d'une semaine. La Birmanie est un pays sans relations publiques : il est plus facile d'approcher l'un ou l'autre des douze maquis ethniques qui combattent l'armée gouvernementale dans les régions frontalières, depuis près de quarante ans, que de rencontrer un fonctionnaire de Rangoon.

Ponctuellement, le régime s'efforce de raffermir son autorité. A la fin de l'année dernière, il a décrété sans préavis le retrait du billet de banque de 100 kyats (100 F au taux officiel, cinq fois moins au cours parallèle), afin d'éponger la masse considérable d'argent circulant sur le marché noir en raison d'une contrebande fabuleuse avec la Thaïlande voisine. Du jour au lendemain, des centaines de touristes se retrouvèrent dépossédés de tout l'argent qu'ils avaient changé auprès des bureaux officiels et dans l'impossibilité d'attendre le début des opérations de remboursement prévus deux à trois semaines plus tard. On raconte que certains jetèrent carrément leurs billets au visage de douaniers et de policiers qui, l'air goguenard, souriaient en empochant cette manne. Dans la ville frontalière thaïlandaise de Mae-Sot, des contrebandiers birmanes et thaïlandais furent du jour au lendemain ruinés. C'était la dernière mesure prise par Rangoon pour cesser les raids des insurgés d'ethnie Karen, intermédiaires obligés des trafiquants de part et d'autre de la frontière.

Mais aujourd'hui, à Mae-Sot, raconte un résident, « ce sont les autorités birmanes elles-mêmes qui assurent le trafic de contrebande ».



mesure se sont estompées après quatre ou cinq semaines. Après une hausse brutale du prix de l'essence au marché noir, les choses sont revenues dans l'ordre, et le carburant circule au vu et au su de tous à son tarif habituel : cinq à six fois le prix à la pompe gouvernementale.

Pendant que les autorités tentent ainsi, sans succès, de remettre de l'ordre sur le marché des carburants, plusieurs dizaines de véhicules flambant neufs entraînent en Birmanie pour y être vendus jusqu'à trois ou quatre fois leur valeur d'achat, sans que l'Etat n'empêche un sou sur ces transactions. Une par-

## Proche-Orient

LIBAN

### La Syrie estime avoir déjoué un « complot » à Tripoli

Beyrouth. — La Syrie a réussi à déjouer un « complot » visant à lui faire perdre le contrôle du chef-lieu du nord du Liban, Tripoli, où des combats meurtriers ont opposé ses troupes aux fondamentalistes sunnites le 19 décembre, estime le responsable des renseignements militaires syriens en Liban. Dans un entretien avec le quotidien libanais *Al-Nahar* publié le jeudi 1<sup>er</sup> janvier, le général Ghazi Kanaan indique que « ce complot a été déjoué dans l'ars », au cours des récents affrontements dans les quartiers intégri-tes de Tripoli, qui ont fait entre cent et quatre cents morts, selon les sources.

Le responsable syrien a ajouté que, selon les révélations d'un dirigeant fondamentaliste arrêté, le Cheik Hachem Minkara, « les comploteurs », dont il n'a pas précisé l'identité, « avaient choisi la nuit de la Saint-Sylvestre pour exécuter leur complot (...). Ils devaient attaquer simultanément toutes les positions syriennes dans la ville et ses environs, et il leur aurait alors été facile de prendre le contrôle de toute la ville », a-t-il dit. L'opération

« était coordonnée avec les partisans d'Arafat à Saïda » (chef-lieu du sud du Liban, a affirmé le général Kanaan.

Le général Kanaan a indiqué qu'un des chefs fondamentalistes, M. Kanaan Najj, s'était réfugié à Saïda, place forte des partisans de M. Yasser Arafat. Il a estimé que « des complots éclateront au Liban tant que Saïda restera un abri de fixation du cancer arafatiste », et il a annoncé que la Syrie et les parties nationales libanaises (gauche syrienne) allaient tenter de « remédier à la situation qui prévaut à Saïda ».

D'autre part, un bilan dressé par des sources médicales et politiques libanaises établit que plus de deux mille six cents personnes ont été tuées au Liban en 1986 du fait de la poursuite des différents conflits que connaît le pays. C'est un chiffre qui marque une nette diminution des victimes de la violence par rapport à l'année 1985, où, selon les mêmes sources, près de trois mille sept cents personnes avaient été tuées. — (AFP, Reuters.)

AU SOMMAIRE DE JANVIER

**Le Monde** DES

**PHILATELISTES**

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Jeux d'enfants
- Bilan philatélique de l'année 1986
- Les 100 ans du Carré Marigny
- Trois non-émiss de la Réunion.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux



## Afrique

**ZAMBIE : inégalités, déficit extérieur record, flambée des prix**

### Le retour à la terre, seule solution pour sortir du marasme

Les émeutes de la faim, au début du mois de décembre, étaient aussi dirigées contre les privilèges dont bénéficie la classe dirigeante dans une économie au bord de l'effondrement.

LUSAKA  
de notre envoyé spécial

« On a gagné, on les a bien eus », ricane beaucoup de Zambiens, surpris et ravis d'avoir réussi, pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1964, à faire capituler le pouvoir. Les récentes émeutes de la faim dans le « ceinture de cuivre » n'ont-elles pas contraint celui-ci à annuler le doublement du prix de la farine de maïs, la nourriture de base de la population (le Monde du 16 décembre) ?

« *Pluôt que de philosopher, nous aurions dû garder le contact avec le peuple* », a reconnu M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat.

Pour ne pas perdre la face, les gens du pouvoir ont, néanmoins, cherché des boucs émissaires : en première ligne, les « hooligans » et, derrière eux, les « forces néo-colonialistes ». Une nouvelle guerre de libération est engagée, n'a pas hésité à écrire le Times of Zambia. Pour sa part, la police locale a annoncé l'arrestation de trois « agents anti-africains », soupçonnés d'être mêlés à l'explosion de deux bombes à Livingston, dans le sud du pays, au moment même où, dans le Nord, avaient lieu les émeutes de la faim.

En septembre dernier, une organisation clandestine, l'United Freedom Movement, qui semble bénéficier de certains appuis du côté de Pretoria, avait distribué des tracts appelant la population à se remuer : « Pourquoi manquerions-nous de tout alors que nos dirigeants ne se privent de rien ? »

Qu'importe, aux yeux de beaucoup d'autochtones, qu'ils aient été, peu ou prou, manipulés, l'essentiel est qu'ils se soient battus pour la bonne cause, qu'ils s'en soient pris aux « abasile-ils », expression du dialecte bamba pour désigner « ceux qui mangent à leur faim » il n'y a pas, en effet, dans cette région, excepté le cas de l'Afrique du Sud, société plus inégalitaire que la société zambienne : les 20 % les plus riches se partagent 57 % du revenu national, tandis que les 20 % les plus pauvres ne disposent que de 4 % de ce même revenu. Cette situation est d'autant plus insupportable et explosive que près de la moitié de la population — phénomène unique sur ce continent — vit en milieu urbain et que privilèges et laissés-pour-compte se côtoient.

« Au bord  
de l'effondrement »

Ceux qui ont bâti leur fortune à l'époque du cuivre triomphant, qui était aussi celle des premières années de l'indépendance, refusent de voir les choses en face, tentent, coûte que coûte, de défendre leurs privilèges et de maintenir leur train de vie : « Crise économique, connais pas. » Pour eux, l'histoire de la Zambie s'est arrêtée il y a dix ans au moment où l'« or rouge » entamait un déclin inexorable.

Le « code de bonne conduite » que doivent respecter les dirigeants est tombé dans les oubliettes, tandis que la « commission anti-corruption » tourne à vide. La Zambie abrite ainsi toutes sortes de trafics : armes, voitures, drogue, etc. L'Etat ? La rigueur ? Ceux qui profitent du système, même au sein de l'UNIP, le parti unique, ne veulent évidemment

pas en entendre parler. La philosophie humaniste à laquelle se réfère constamment M. Kaunda est loin d'y trouver son compte. « Il paraît que notre régime est socialiste, commente un habitant de Lusaka. En réalité, c'est du pur capitalisme. »

« Mon pays est au bord de l'effondrement », clamait déjà, en 1978, M. Kaunda, et, depuis lors, les choses ne se sont pas arrangées. Entre 1974 et 1985, le produit intérieur brut (PIB) a fléchi de 30 %. La dette extérieure atteint près de 5 milliards de dollars, et, cette année, le budget a enregistré un déficit record de 255 millions de dollars. Quant au système de mise aux enchères hebdomadaire des devises, imposé par le Fonds monétaire international (FMI), il a, pour le moment, des effets désastreux. Près de la moitié des fonds ainsi obtenus ont servi à l'achat de biens non nécessaires, notamment importés d'Afrique du Sud. En outre, entre octobre 1985 et décembre 1986, le kwacha s'est effondré de 137 % face au dollar, ce qui a abouti à une flambée des prix.

Des décisions  
prises dans la précipitation

Dans un récent rapport, la Banque africaine de développement (BAD) parle d'un taux « ahurissant » de chômage et de sous-emploi de 80 % de la population active en 1984, alors qu'il y a eu, au cours des deux dernières années, des fermetures d'entreprises non rentables. « Et dire, se lamentent certains, que le gouvernement envisage de prendre des sanctions suicidaires contre l'Afrique du Sud. »

Un rapport parlementaire sur les comptes publics vient de dénoncer les détournements de fonds et autres irrégularités financières qui, d'après ses auteurs, ont ruiné la crédibilité du gouvernement auprès des milieux d'affaires. Les entreprises d'Etat sont en pleine déconfiture : le déficit des chemins de fer zambiens devrait ainsi quintupler au cours du prochain exercice fiscal. Sur les dix-huit fermes d'Etat, qui ont, chacune, une superficie de 20 000 hectares, trois seulement, selon une enquête officielle, ont un « semblant de production ».

Dans certaines régions, à cause d'une pénurie de moyens de transports et de stockage et d'une commercialisation défectueuse, un quart des récoltes sont perdus. Petit détail révélateur des pénuries en tout genre : pour des interventions mineures, les patients sont, désormais, obligés de fournir les gants du chirurgien.

Certes, les autorités locales ne cessent d'appeler la population à ne plus vivre au-dessus de ses moyens, à se serrer la ceinture. Avec quelque légèreté, l'éditorialiste du Times of Zambia invitait, récemment, ses concitoyens à changer d'habitudes alimentaires, à consommer du manioc et du millet, de moindre valeur nutritive, plutôt que de la farine de maïs, hors de portée de leur bourse. Il n'empêche que l'Etat ne montre pas toujours l'exemple de la rigueur : Zambian Airways a acquis, en leasing, un gros-porteur DC 10-30, l'UNIP se construit un quartier général et la compagnie minière ZCCM vient d'emménager, à Lusaka, dans un immeuble luxueux, entièrement revêtu de marbre.

Hormis dans les discours officiels, il n'y a pas de politique à long terme, pas même dans la secteur-clé de l'agriculture. Alors que le mot d'ordre est au « désengagement » de l'Etat dans le domaine économique,

M. Kaunda a surpris en nationalisant, sur un coup de tête, les moulins, au lendemain des émeutes de la faim. Beaucoup de décisions sont ainsi prises dans la précipitation. « Autrefois, on s'attendait à des augmentations en janvier, au moment de la présentation du budget, raconte un habitant de Lusaka. Depuis deux ans, les prix des produits de base sont relevés à tout bout de champ. »

La Zambie tire encore du cuivre 90 % de ses recettes en devises, mais 80 % de celles-ci sont automatiquement affectées au remboursement de la dette extérieure. Viendra un jour où le pays ne pourra plus attendre beaucoup de ce maudit « or rouge ». Déjà, le ZCCM débouche à raison de plusieurs milliers de personnes par an. Le retour à la terre est la seule solution viable pour combler ce manque à gagner.

Grâce à des prix à la production en hausse, il a été possible de dégager, en 1986, pour la première fois depuis huit ans, un excédent d'environ 150 000 tonnes de maïs. A quand l'autosuffisance alimentaire et quid du développement des cultures d'exportation alors que la campagne se vide à vive allure : moins de dix habitants au kilomètre carré en zone rurale ?

Les petits paysans ne disposent d'aucunes facilités et sont, en outre, prisonniers d'un système étatique, tatillon et inefficace. « Ce n'est pas l'argent qui manque pour faire une bonne politique agricole mais le moral et la discipline », note un expert international. Dans le nord-ouest et le sud-est du pays, « les autochtones sont aussi misérables que les réfugiés venus d'Angola et du Mozambique voisins », constate un travailleur social. Aussi est-il impossible de retenir les gens sur place et encore moins de convaincre les « traîne-savates » en ville de regagner leurs villages.

La violence  
seul recours

A qui s'en remettre pour obtenir justice ? Jedis, très combattifs, les syndicats ont été quelque peu « récupérés » par le pouvoir. Ils n'ont plus se montrer trop « gourmands » face à un gouvernement, dont ils sentent qu'il n'a pas toutes les cartes en main pour modifier le cours des choses. Leur silence a surpris pendant les émeutes de la faim, qui, à les en croire, ne les concernaient pas directement, d'autant moins que ces violences avaient, à leurs yeux, pris un tour politique... Quant à la « bande des vingt-cinq » (du comité central de l'UNIP), beaucoup de Zambiens n'en attendent plus rien de bon.

Dans ces conditions, la violence devient le seul recours. Déjà, en octobre 1985, le doublement du prix de l'essence avait provoqué des émeutes à Lusaka, qui s'étaient soldées par la mort de trois manifestants sans que le mesure ait été rapportée. Le bilan des « trois glorieuses » — les violences ont duré du lundi 8 au jeudi 11 décembre — est beaucoup plus lourd : une trentaine de victimes. « *Fauche-à* encore des centaines de morts pour obtenir d'autres victoires, se demandent certains, car, sur le fond, le coût de la vie n'est pas moins insupportable ? »

Fils de pasteur presbytérien, M. Kaunda, assure que, en période de danger, la Zambie a toujours été sauvée par l'« amour de Dieu ». Il semble pourtant que, ces derniers temps, la vigilance divine se soit quelque peu relâchée... JACQUES DE BARRIN.

## Europe

**POLOGNE : un livre sur les vétérans du parti**

### « ONI », ou comment « fonctionnent » des stalinien

Comment « fonctionnaient » les dirigeants communistes choisis par Staline au lendemain de la guerre pour placer la Pologne, avec l'aide d'une myriade de conseillers soviétiques, sur les rails du socialisme « scientifique » ? Comment, trente-cinq, quarante années plus tard, expliquent-ils leur comportement aveugle, leurs actes serviles, leurs silences systématiques, leurs échecs flagrants, leurs crimes ?

L'immense intérêt de l'ouvrage réalisé par Teresa Toranska, modeste — mais excellente — journaliste polonaise, est de fournir pour la première fois des éléments de réponse de première main à ce genre de questions. Bien sûr, il ne faut pas généraliser à outrance : il n'empêche : l'auteur des entretiens interrogatoires qui nous sont livrés a procédé à la première autopsie psychanalytique à laquelle des dirigeants communistes, fussent-ils à la retraite, aient jamais accepté de se livrer. Les réponses, parfois conjoncturelles, concernant la Pologne, mais les mécanismes intellectuels qu'elles révèlent transcendent les frontières.

La série d'entretiens qu'a eus Teresa Oranska avec la plupart des « héros » de la construction du socialisme polonais, a demandé du temps. L'aventure, explique l'auteur, a duré quatre ans, de 1980 à 1984. Le résultat est à la fois effrayant et fascinant tant les explications avancées sont pauvres mais tant aussi elles paraissent sincères et dépourvues de toute contrainte.

L'absence de regret est presque caricaturale. Ni Julia Mine, ex-rédactrice en chef de l'Agence polonaise de presse, ni Edward Ochab, premier secrétaire du parti de 1956 à 1957, ni Roman Werfel, l'un des principaux idéologues du parti, ni Stanislas Stankiewicz, l'un des chefs du parti pour Varsovie, ni Jakub Berman, l'ancien chef de la police politique, ne remettent un seul instant en cause leurs choix. Tous expliquent avec une effrayante bonne conscience pourquoi ils ont contribué à confier le pouvoir en Pologne, au profit et aux ordres de l'Union soviétique.

Aucun d'entre eux ne songe un seul instant à regretter que les élections fausses aient été truquées. Deux exemples : c'est Werfel qui s'exclame : « *Fichez-moi la paix avec ça (des élections libres) ! A Yalta, on a décidé une chose : c'est que l'Elbe continuât la frontière entre les grandes puissances. C'est ce qu'on a décidé : la rente, c'était des armements. Et on a décidé qu'il devait y avoir en Pologne un gouvernement amical à l'égard de l'Union soviétique.* » C'est Berman qui avoue : « *Nous n'avions pas le droit de laisser échapper la chance de décider pour le pays parce que cela*

*aurait compromis toutes nos conceptions de l'avenir (...).* Pouvez-vous éviter de rectifier les élections s'il s'avérait qu'elles nous conduisaient à capituler ? »

Oh ! certes, tous les interrogés reconnaissent erreurs, bavures et excès. Mais pour l'essentiel, non, ils ne regrettent rien. Représentant sans s'en douter les arguments du pétaisme, ils expliquent à longueur de page que c'est pour assurer la pérennité de la Pologne — fût-ce une Pologne amputée même de son âme — qu'ils ont cautionné l'un l'extermination de son frère, la plupart celle d'amis, tous l'asservissement de leur peuple. La géopolitique, décidément, a bon dos.

Dans l'émotion  
de Solidarité

Jakub Berman est mort depuis la parution du livre — qui avait été commandé dans l'euphorie de Solidarité par une maison d'édition officielle mais qui ne put être finalement édité qu'en samizdat. Teresa Toranska, qui a fini par nourrir une sorte d'affection-nécessité pour les sujets de son étude, est allée aux obsèques de Berman, où elle fut la seule à s'agenouiller devant le cercueil... Bon nombre de ses interlocuteurs étaient là mais, explique-t-elle, c'était exceptionnel : les complices d'autant n'ont pas l'habitude de se fréquenter. « *Ils ont toujours la conviction, ajoute-t-elle, que les Polonais ne sont pas dignes du communisme. Ils parlent parfois de Staline comme d'un chien errant mais ils lui gardent une sorte d'affection. C'est la même chose de l'URSS avec laquelle ils ont un étrange rapport fait d'amour et de haine. Mais dans leur majorité, ces gens étaient désintéressés. Ils avaient l'impression de se sacrifier pour une cause et pour la Pologne. Ils n'étaient pas du tout corrompus comme ceux qui sont arrivés au pouvoir dans le sillage d'un Gierki. Ils ont élevé leurs enfants dans l'honnêteté. Presque tous leurs enfants sont d'ailleurs ou dans l'opposition ou à l'Ouest.* »

Et un général Jaruzelski, est-il de la même veine ? Teresa Toranska réfléchit un instant avant de répondre : « *Il est moins intelligent qu'un Berman ; sa foi est moins intense, et il hésite davantage à frapper. Lui, il a peur de l'histoire.* »

JACQUES AMALRIC.

\* ONI : des stalinien polonais s'expliquent, par Teresa Toranska, préface de Jan Krauze, Flammarion, 350 pages, 125 francs. (Le Monde a rendu compte le 18 août 1985 de cet ouvrage lorsqu'il a été publié en samizdat en Pologne). Le titre ONI signifie « eux » en polonais.

**PAYS-BAS**

### Le premier ministre champion de la chasse aux voleurs

Rotterdam (AFP). — Le premier ministre des Pays-Bas, M. Ruud Lubbers, a capturé, le mercredi 31 décembre au soir, après une course-poursuite à travers les rues de Rotterdam, un malfaiteur qui venait de dérober le radio de la voiture de son épouse.

Avverti qu'un homme — accompagné d'une femme — allait de forcer le véhicule de M. Lubbers et d'un arracher le radio, le premier ministre s'est lancé, avec l'aide de son fils, à

leurs trousseaux. Père et fils sont parvenus à bloquer l'homme dans un tramway jusqu'à l'arrivée de la police. La femme a pris la fuite.

C'est la seconde fois que le chef du gouvernement neutralise ainsi un voleur d'auto-radio : il y a quelques mois, M. Lubbers était déjà intervenu dans des conditions tout aussi éthérées pour immobiliser un voleur qui, comme mercredi, avait été ramené à la police.

● RFA : les vœux du chancelier. — La grille de la chaîne de télévision ARD, qui a diffusé mercredi les vœux du chancelier Kohl pour l'année 1987 (le Monde du 2 janvier), a provoqué un grand éclat de rire en RFA, mais aussi le colère dans les partis de la majorité, à moins d'un mois des élections générales. Le porte-parole du gouvernement, M. Friedhelm Ost, a suggéré que cette affaire était le fruit de la malveillance politique et endé que les responsables rendent des comptes.

Le directeur des programmes de l'ARD, M. Rolf Seelmann-Eggbert, a indiqué qu'une cassette vidéo éditée « discours du Nouvel An » avait été pré-installée pour la diffusion

automatique après le journal de 20 heures. Une fois l'erreur découverte, « la bonne cassette est restée introuvable », selon le directeur, qui a exprimé son « profond regret » pour ce qu'il a qualifié de « cauchemar ». — (AFP.)

● URSS : diffusion des vœux du président Reagan. — Les vœux que le président Reagan avait adressés au peuple soviétique sur les ondes de « La voix de l'Amérique » ont été diffusés, le jeudi 1<sup>er</sup> janvier, par la radio centrale d'URSS. Un porte-parole officiel a précisé que le message était diffusé (en russe) était fondé sur le texte transmis par l'ambassade des Etats-Unis. — (AP, UPI.)

## BIBLIOGRAPHIE

### Les racines de l'apartheid

Après trois années passées en Afrique du Sud en tant que conseiller culturel à l'ambassade de France, Alain Bockel a des choses à dire. Son propos n'est pas de juger mais de saisir une réalité mouvante pour donner les bases nécessaires à la perception d'un conflit dont Breyten Breytenbach écrit, dans la préface, qu'il s'agit du « dernier grand événement révolutionnaire de notre siècle ».

Le sujet qu'Alain Bockel appelle « la défi démocratique » est vaste, complexe, réclame trop souvent à la simple dimension d'une lutte entre Noirs et Blancs.

L'auteur a entrepris dans un premier temps de rechercher les racines d'un système et d'une domination raciale pour ensuite en expliquer l'évolution au travers de crises successives qui, aujourd'hui, prennent les allures d'une confrontation perpétuelle.

En juriste scrupuleux qu'il est, Alain Bockel démonte un mécanisme qui s'appuie sur un arsenal législatif particulièrement dense. Il explore les ressorts d'une machine qui se grippe, d'un univers bloqué et analyse les forces politiques en présence avec leurs atouts et leurs faiblesses. « On est frappé, dit-il, par le commun désir de négocier un règlement pacifique, exprimé par tous les mouvements anti-apartheid.

Tous, cependant, attendent du gouvernement qu'il crée, par son attitude et ses décisions, un climat nouveau indiquant son égal souci d'aboutir à un règlement pacifique et démocratique. »

Alain Bockel, qui a retrouvé ses fonctions de professeur à l'Université, ne cache pas son pessimisme. Pour lui, deux voies sont possibles : celle d'un « gouvernement mixte (Blancs et Noirs associés) qui dissimulerait mal une nécessaire dictature militaire-politique ». Et celle de la négociation, qui « demanderait du temps et se fera au prix d'une dégradation sensible du tissu social et économique ».

Alain Bockel craint que la violence s'amplifie et que diminuent avec elle les chances d'un règlement pacifique. Son ouvrage démonte les rouages de cet enchevêtrement qui paraît insaisissable.

Il est le prolongement d'un travail énorme effectué sur place. Une tâche entreprise, comme le souligne Breyten Breytenbach, afin de « dissiper le malentendu dramatique entre la France et l'Afrique du Sud » et d'élargir « les frontières de nos préoccupations ».

M. B.-R.

\* De l'apartheid à la conquête du pouvoir, d'Alain Bockel. Editions Publi-sud, 234 pages, 106 F.

## ETHIOPIE

### Vingt-quatre personnes prises en otage par des maquisards près du lac Tana

ROME  
de notre correspondant

Trente militaires et dix ouvriers éthiopiens ont été tués le 27 décembre dernier en Ethiopie sur les bords du lac Tana à 500 kilomètres au nord-ouest d'Addis-Abeba, lors de l'attaque par des éléments rebelles au régime du colonel Mengistu d'un chantier dirigé par des Italiens de la firme Salini Costruzioni di Roma. Vingt-quatre personnes — deux techniciens italiens et vingt-deux ouvriers éthiopiens — ont été pris en otage. Les assaillants se sont ensuite retirés vers la frontière soudanaise. C'est un technicien rentrant à Rome le jeudi 1<sup>er</sup> janvier qui a fait le premier récit détaillé des faits, annonçant un bilan plus lourd qu'on ne l'avait tout d'abord cru.

« L'attaque a débuté peu avant 17 heures. Ils étaient environ une centaine, armés de mitrailleuses, de grenades et même de bazookas. Tout de suite, ils ont éliminé trente militaires affectés à la garde du chantier de construction d'une route, puis ils nous ont encerclés et ont pris vingt-quatre otages », raconte le géomètre Roberto Storà. Les agresseurs ont tué dix personnes qui cherchaient à fuir à bord d'un camion. Au volant se trouvait un jeune homme de vingt ans, Stefano Ghelzaghiabbi, fils du correspondant de l'agence de presse italienne Ansa, à Addis-Abeba. Une vingtaine

d'Ethiopiens, ouvriers et militaires ont également été blessés dans l'attaque dont un grièvement. Puis ils sont repartis vers l'ouest à bord d'une jeep et d'un pick-up Toyota, emmenant avec eux, pour couvrir leur fuite, les vingt-quatre otages des deux techniciens italiens : M. Giorgio Marchini, trente-deux ans, conducteur de travaux publics et Dino Marteddu, trente-sept ans, ouvrier spécialisé.

Aggression  
non revendiquée

Il s'agit de la première attaque de la guérilla contre un chantier du lac Tana, où les autorités d'Addis-Abeba ont déjà réinstallé quelque quatre-vingt mille personnes en provenance du Tigré et de l'Erythrée, et envisagent d'en déplacer plusieurs centaines de milliers d'autres dans un proche avenir.

L'agression n'a pas encore été directement revendiquée, mais, selon des sources diplomatiques italiennes, elle pourrait avoir été commise par des maquisards Tigriens. Interrogé par téléphone depuis Addis-Abeba par la télévision italienne, l'ambassadeur Sergio Angelini indiquait jeudi soir qu'il se tenait en contact étroit avec le gouvernement éthiopien qui, de son côté, aurait envoyé des avions et des hélicoptères à la poursuite du commando. — (Interim.)



# Amériques

PÉROU : subversion et répression

## Le grand défi du Sentier lumineux

LIMA  
de notre envoyé spécial

Un seul apogée (1) de février à la mi-décembre. Encore n'est-il pas certain qu'il soit dû à un sabotage terroriste. Mais il a touché une large partie du territoire — de Lima jusqu'à Trujillo, dans le Nord, — et les forces armées ont immédiatement occupé les secteurs stratégiques dans la capitale. Un réflexe. De crainte et d'incertitude.

Policiers assassinés dans les bourgades des Andes, dirigeants de l'APRA, le parti au pouvoir, tués à Ayacucho, soldats blessés à Cuzco, attentats à la dynamite à Lima le 19 décembre : le rythme des actions terroristes est de nouveau en hausse au Pérou. Mais c'est une activité très modeste, comparée à celle des années précédentes.

Après le massacre, le 19 juin, de ses militants et de plusieurs de ses dirigeants dans trois prisons de la capitale, le Sentier lumineux s'était engagé à tuer « dix membres de l'APRA pour chaque guérillero communiste abattu ». Environ trois cents morts d'un côté, quelques victimes de la violence scabreuse de l'autre : on est encore loin du compte.

Les dirigeants de Lima — et le président Alan García le premier — continuent sans doute qu'ils s'attendent à un « coup dur » avant la fin de l'année. Pour l'instant, il faut constater un très net ralentissement des actions violentes du Sentier, dans la capitale comme dans les Andes. Le gouvernement l'explique par les « coups très sévères portés à l'organisation subversive depuis quelques mois ». Et aussi par le massacre du 19 juin, qui aurait, selon lui, « décapité l'état-major de la subversion scabreuse ». Une estimation peut-être optimiste.

On apprend en tout cas aujourd'hui d'étranges choses sur les prisons péruviennes. Par exemple, que des militants du Sentier détenus à Lurigancho ou même au Fronton (2) « sortaient » pour quelques heures ou quelques jours des établissements pénitentiaires. Le temps d'effectuer une « mission », avant de réintégrer le quartier des politiques. Un ami, « visiteur », prenait leur place pendant ce temps.

Aucun obstacle apparemment de la part des gardiens terroristes, impuissants ou corrompus ! D'ailleurs, même la toute nouvelle et très moderne prison modèle de Cantagrande, à Lima, s'est révélée une véritable passoire.

Des dizaines de détenus ont réussi récemment à prendre le large sans trop de difficultés. C'est à Cantagrande que sont incarcérés certains militaires responsables du massacre du 19 juin. Pour la plupart des gardes républicains (GR), surveillés par leurs collègues de la même arme ! Un point qui chiffonne manifestement le président García, qui n'en peut mais, semble-t-il.

### Moins d'actions spectaculaires

En fait, le Sentier reste tapi dans l'ombre, à Lima, dans les *barriadas*, ces immenses bidonvilles où « vivent » au moins trois millions de personnes, à l'université San Marcos de la capitale aussi, où il a ses réseaux qui pratiquent sans gêne la propagande murale en sa faveur. Les chefs de l'armée affirment même que « des commandos armés du Sentier parcourent la nuit à San Marcos ». Et de réclamer en conséquence une « offensive » en règle contre ce Nanterre liménien, (qui bénéficie toujours du droit d'autonomie et d'extraterritorialité). Mais le chef de l'Etat, conscient des risques incalculables d'une opération militaire à San Marcos, s'y oppose fermement. Pour le moment du moins... Il avoue avoir mis « un mois à se remettre » du choc psychologique provoqué par le massacre de Lurigancho (« que j'ai appris, dit-il, à 6 heures du matin », et d'ajouter « j'étais atterré »).

Les actions armées de ces derniers semaines dans la capitale, sont surtout le fait des commandos du mouvement Tupac Amaru (MRTA) formés d'étudiants révolutionnaires de l'ultra-gauche, mais sans liens réels et opérationnels avec le Sentier, qui se méfie de « ces petits-bourgeois idéalistes, imprudents et infiltrés par la police ».

Dans la Sierra centrale et du sud — fief du Sentier — on note également beaucoup moins d'actions spectaculaires qu'au cours des années 1982, 1983, 1984 et 1985. La répression brutale, souvent aveugle, cruelle et parfois indiscriminée, menée par les forces de l'ordre dans les régions sous contrôle militaire n'est sans doute pas pour rien dans ce recul évident du Sentier. Lui-même avoue — dans un document

récent et encore largement confidentiel — que « le génocide pratiqué par l'armée a réussi à favoriser le contrôle par l'Etat d'une partie de la population » des régions andines. Moins de « bavures » policières sans doute que les années précédentes, mais trop encore, dénoncées avec précision par le document du Sentier et par un rapport bien fait de l'organisation American Watch (3).

Mais l'argument n'est pas suffisant. Il faut ajouter au passif du Sentier :

1. — L'hostilité déclenchée par son action chez les paysans des très hautes terres, à 4 000 mètres d'altitude, subsistant dans une steppe désolée et glaciale. Paysans misérables, coupés des marchés installés dans les vallées interandinnes, entre 2 500 et 3 200 mètres d'altitude, et

**Il y a eu moins de violences ces derniers temps. Mais les autorités s'attendent à un « coup dur »...**

que le Sentier prétend — on prétendait — couper de leurs sources d'approvisionnement « pour affamer les villes ».

2. — L'aggravation des rivalités entre communautés paysannes pro ou anti-Sentier (pour des raisons n'ayant aucun rapport avec la politique ou l'idéologie) évidemment attisées, ou favorisées, par les forces de l'ordre qui ont (comme au Guatemala) créé des milices civiles d'autodéfense dans les villages isolés.

3. — L'action, encore modeste, mais non sans effet, du gouvernement, qui a favorisé depuis un an des projets de développement économique et social dans les régions andines marginalisées depuis toujours, et « terrain de chasse » idéal pour le Sentier (certes sans aucun intérêt, distribution de titres de propriété de la terre, mini-projets agricoles et industriels à la mesure des besoins locaux, etc.).

### Un temps de réflexion

Certes, le Sentier, qui se réclame à la fois du Mao de la Longue Marche et de Mariategui (inspirateur de toutes les tendances actuelles du communisme péruvien), estime qu'il a le temps pour lui. Il « travaille » presque dans l'attente ! Son projet de « longue marche » péruvienne peut durer encore cinquante ou soixante ans. Peu lui importe. Son but, ainsi que le rappelle son dernier document, « est le développement de la guerre populaire pour servir la révolution mondiale ».

En réalité, tout se passe comme si les dirigeants actuels du Sentier opéraient un repli, tactique et politique, pour « réfléchir ». Dans la sierra du Sud, dans le département-test de Puno (oublié parmi les oubliés de Dieu et des hommes), le Sentier a étendu depuis le début de 1986 ses « bases d'appui » et ses « comités populaires ». Mais il s'est gardé de pratiquer la même politique de terreur systématique qui était la règle dans les Andes centrales (Ayacucho) de 1980 à 1985.

Dans cette région stratégique, les affrontements les plus violents et les plus sanglants opposent paradoxalement les militants locaux de l'APRA à ceux du PUM (parti d'unionification marxiste), l'aile dure de la coalition marxiste de la gauche unie. Le Sentier observe, progresse, se renforce et n'attaque qu'à bon escient : incendies de coopératives agricoles d'Etat, expulsion des autorités des villages isolés, assassinats de notables « récalcitrants » ou apripes.

Le Sentier est bien loin pourtant d'être actif « du nord au sud du Pérou » comme c'était le cas en 1983-84. Il admet dans son dernier rapport que « 5 % seulement de ses actions ont lieu dans la capitale » et que « 75 % de ses actions » ont pour cadre son fief traditionnel : les départements d'Ayacucho, de Huancavelica et d'Apurimac.

Qui, en décembre 1986, est le numéro un du Sentier lumineux ? On est le « camarade » Gonzalo, fondateur du mouvement ? A Lima ? A Cuzco, très malade, comme le déclare un dirigeant du Sentier ? En Santé, comme le pensent certains diplomates, et où Armando Villanueva, secrétaire général de l'APRA, a tenté récemment, en vain, de prendre contact avec des responsables du Sentier, pour amorcer un « dialogue » ?

Qui sait ? Le sort du « camarade » Gonzalo évoque celui de Rafael, le dirigeant scabreux du

film *Bajo fuego*. Rafael, tué au combat, « devait » être vivant pour que la révolution l'emporte. Gonzalo, mort ou vivant ? La question reste posée.

Mais lui — ou ses lieutenants — ont en tout cas maintenant la tête politique. Leur dernier document en est la preuve évidente. Presque plus de langue de bois. En revanche, une analyse serrée, documentée, bourrée de citations, de statistiques d'un an de gouvernement apripes.

### Un texte sérieux

Un texte sérieux, discutable certes, mais qui mérite réflexion. Les objectifs lointains, la stratégie, n'ont pas changé. Le Sentier — c'est sa faiblesse majeure — continue de raisonner comme si le Pérou de 1986 était le même que celui des années 30 ; comme s'il était possible de mener, seul, avec superbe, une révolution totale qui prétend en outre être l'avant-garde de la révolution communiste mondiale.

La seule, la vraie, en déconçoit les erreurs ou les reniements de Moscou, de Pékin, et même de Téhéran ! Une manœuvre importante, pourtant : le Sentier, qui dénonçait en 1985 « l'erreur de Mao », le front commun avec la petite bourgeoisie, préconise en 1986 « l'entrée dans les comités populaires de représentants de la petite-bourgeoisie et des éléments progressistes ». Quel virage ! Ou quel aveu !

MARCEL NIEDERGAU.

- (1) Apogée : peine de courrait provoquée en général par le sabotage de pylônes de haute tension.
- (2) Fronton : pénitencier situé sur une île, au large de Callao, démantelé et désaffecté depuis le 19 juin 1986.
- (3) Droits de l'homme au Pérou. Un an de gouvernement García.

ÉTATS-UNIS

Les suites de l'« Irangate »

Le Congrès recherche la trace de 2 millions de dollars versés par Téhéran

Washington (AFP). — Les commissions du Congrès américain chargées d'enquêter sur les ventes d'armes secrètes à l'Iran et le détournement de fonds au profit des rebelles nicaraguayens ne parviennent pas à retrouver la trace d'une partie des fonds versés par l'Iran pour la livraison de cinq cents missiles TOW, a rapporté, le jeudi 1<sup>er</sup> décembre, le *Washington Post*.

Selon le quotidien, qui cite des sources bien informées, 4 millions de dollars avaient été versés à la fin octobre par un émissaire du gouvernement iranien sur un compte en banque en Suisse avant la libération, le 1<sup>er</sup> novembre, de M. David Jacobson, l'un des otages américains au Liban.

Une partie seulement de cette somme, environ 2 millions de dollars, a été déposée sur un compte appartenant à la CIA, mais le reste n'a pas été retrouvé. Il pourrait avoir été versé sur un autre compte ayant servi à payer les dépenses militaires des rebelles nicaraguayens.

Le *New York Times*, citant le secrétaire adjoint à la justice, M. William Bradford Reynolds, rapporte, de son côté, qu'un document officiel en bonne et due forme avait été établi un lien direct entre les ventes d'armes à l'Iran et l'aide aux anti-sandinistes.

Ce document, selon le *New York Times*, recommandait à la Maison Blanche de consacrer 12 millions de dollars provenant des profits réalisés sur les ventes d'armes à Téhéran à un soutien financier aux « contras ».

PORTO-RICO

Au moins quatre-vingts morts dans l'incendie du plus grand hôtel de San-Juan

San-Juan (AFP, Reuter). — Plusieurs dizaines de personnes ont trouvé la mort dans l'incendie qui a ravagé, le mercredi 31 décembre, le luxueux hôtel Dupont-Plaza, à San-Juan-de-Porto-Rico. Le feu a pris en début d'après-midi dans les étages inférieurs du bâtiment, qui en compte vingt.

La propagation a été d'autant plus rapide que l'hôtel de quatre cent cinquante chambres ne disposait pas de système automatique d'extinction. Une série d'explosions s'est ensuite produite à proximité du casino, provoquant la panique parmi les nombreux clients de l'hôtel, bondé en cette saison touristique.

La liste complète des victimes sera très difficile à établir, les registres de l'hôtel ayant été brûlés dans l'incendie, ont rapporté les autorités. La majorité des victimes semblaient toutefois être des Américains.

### Ouverture d'une enquête

Une noria d'hélicoptères des gardes-côtes américains et de l'US Navy ont survolé l'hôtel pour tenter d'évacuer les personnes qui s'étaient réfugiées sur les balcons et les terrasses.

L'incendie a pu être maîtrisé en quelques heures, mais les décombres continuent à fouiller les débris du Dupont-Plaza, alors que tous les hôpitaux de San-Juan ont été placés en état d'alerte. Le dernier bilan officiel fait état de quatre-vingts morts et cent quinze blessés.

Selon le bureau du gouverneur de l'île, le sinistre pourrait être lié à un conflit entre la direction et le personnel de l'hôtel. M. José Cadiz, secrétaire général du syndicat des employés de l'hôtel, a indiqué que des discussions avaient échoué peu avant que l'incendie n'éclate, mais a précisé que son organisation n'avait rien à voir avec la catastrophe.

Une enquête a été ouverte et des experts en explosifs examinent les

## EXPOSITION CHINE JAPON

Pierres précieuses d'ornement, ivoires sculptés, jade, porcelaines, turquoise, malachite...

Du vendredi 19 décembre au lundi 5 janvier de 10 h à 21 h

Des experts seront sur place pour éclairer et expliquer gratuitement vos pièces sur rendez-vous.

Une des plus belles collections d'Europe

HÔTEL CONCORDE LAFAYETTE

3, place du Général Koenig 75017 Paris  
Tél. : 47-58-12-84 - Poste 42-85

VOICI COMMENT CHANGER D'HOMME SANS CHANGER DE LIT...



**NOLA DARLING**  
N'EN FAIT QU'A SA TÊTE

UN FILM DE SPIKE LEE  
(SHE'S GOTTA HAVE IT)

PAYS-BAS

Ministre de la Justice

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux

Chaque aux



## Diplomatie

## Un entretien avec M. Thierry de Beaucé

(Suite de la première page.)

— Plutôt que de ne vouloir renouer à aucun maillon, même des plus faibles, la France ne devrait-elle pas renforcer au contraire ses maillons culturels extérieurs les plus solides ?

— Certes, chaque contrée du monde requiert une approche particulière. Comment mettre sur le même plan le Maghreb, le pourtour méditerranéen, l'Afrique, les exigences culturelles de la construction européenne et l'Asie, si « étrangères » mais où se joue pourtant une partie de l'avenir ? Nous ne pouvons négliger des régions entières avec lesquelles nous développons des relations commerciales, nous prétextant que notre empreinte historique y est moins profonde. 1989 sera l'année du bicentenaire de la Révolution française. Vous ne pouvez imaginer le nombre de manifestations qui se préparent dans le monde entier. C'est bien là l'occasion d'une reprise de conscience de ce que la France signifie pour l'univers.

En 1988-1989 nous aurons aussi une Année de la France en Inde. Quant à la Chine, il est de notre devoir d'y retrouver une forme de présence. Nous accueillons déjà plus de mille cinq cents étudiants chinois ; à Wuhan, nous allons inaugurer une formation en littérature française, à Chengdou, où la France doit équiper un grand hôpital anticancéreux, nous mettons en place la coopération

médicale ; et demain, à Pékin ou à Shanghai, nous espérons créer un institut de gestion.

En Amérique du Sud, les liens de la latinité appellent notre culture en contrepoint à la présence obédiente des États-Unis. Nous y consacrons 12 % de notre budget, essentiellement à la gestion d'une trentaine de lycées français ou assimilés. En liaison avec les élus des Français de l'étranger, nous devons veiller à adapter ce dispositif. Car les chiffres sont incroyables : seuls une dizaine de nos anciens lycéens sud-américains poursuivent en France leurs études supérieures, alors que 20 % d'entre eux se tournent vers des filières nord-américaines ! Ainsi nous servons de soutiens à des types de formation qui nous sont peu utiles. La même déperdition vaut pour des milliers de bacheliers des écoles franco-arabes d'Égypte ou des lycées franco-turcs.

— Comment comptez-vous procéder pour re-stabiliser ce dispositif scolaire ?

— Nous ne pouvons plus administrer notre langue comme un sacrement, avec une gratuité toute messianique. Il faut agir avec des relais à l'efficacité immédiate : un bon exemple à suivre est celui des Alliances françaises (un millier dans le monde). Nous ne pouvons nous contenter de gérer, de rapécier un dispositif ancien en termes de préférences

géographiques. Il est grand temps de créer des structures universitaires. Nous en avons les moyens. Ainsi, dans un pays d'avenir comme le Brésil, nous sommes en train à São Paulo non seulement de développer une filière de sciences économiques mais encore d'envisager la restauration de la chaire française de philosophie qui vit passer naguère Claude Lévi-Strauss ou Michel Serres. C'est d'ailleurs une des gloires du Quai d'Orsay d'avoir envoyé à l'étranger quelques-uns de nos plus grands esprits et d'avoir ainsi contribué au mélange des curiosités : Dumézil en Pologne, Barthes au Maroc, Foucault en Suède, Etienne de Butor en Égypte, Braudel au Brésil.

En Égypte, la tradition de l'ancienne école juridique française du Caire sera ranimée par la création d'un Institut du droit des affaires, où l'étude de la loi musulmane ne sera pas absente. En Turquie, nous envisageons la création d'une filière d'enseignement supérieur en géologie et peut-être en gestion.

## Le poids du monde arabe

— Non loin de l'Égypte, il y a un autre État arabe, le Liban, où existent trois universités utilisant majoritairement le français qui se plaignent de désengagement français.

— Quel désengagement ? En 1987, nous maintiendrons notre concours à l'Université nationale libanaise et à l'université jésuite Saint-Joseph. Nous soutiendrons sensiblement le soutien à l'université Saint-Esprit de Kaslik, pour lui permettre de survivre dans une terrible conjoncture (1).

Pour le Liban, il n'est pas question de léser ! Allègement humain ne signifie pas retrait puisqu'il y a sur place des Libanais tout à fait capables d'être les canaux de notre aide culturelle.

— Dès lors peut-on dire que les Arabes sont les principaux bénéficiaires des concours de votre département ?

— C'est en tout cas une priorité. Le Maghreb à lui seul absorbe 20 % de notre budget culturel. Quant au Proche-Orient, il consomme près de 10 % de nos moyens.

Mais il y a aussi le Pacifique où nous devons affirmer une présence francophone. Il y a également l'Europe occidentale. Savez-vous que le nombre des étu-

dians qui y apprennent notre langue est grosso modo le même que celui de la totalité des étudiants français, soit plus d'un million deux cent mille jeunes. Nous sommes naturellement de toutes les entreprises culturelles communautaires, de l'Institut européen de Florence au projet de Fondation européenne, qui aura son siège à Paris. En 1987, nous donnerons la priorité aux projets artistiques : sept cent cinquantième anniversaire de Berlin, année France-Danemark, Festival d'Amsterdam, capitale européenne de la culture, relance des échanges culturels avec l'Espagne, mise en œuvre des décisions du sommet culturel franco-allemand. « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture », disait Jean Monnet. Nous refusons ! Et je ne parle pas de l'Europe de l'Est, où chacun de nos instituts est un espace irremplaçable de liberté.

Autre évidence : la francophonie. Dans ce secteur, le moment est venu de traduire en mesures concrètes les solidarités d'une langue partagée. Dès 1986, dans le cadre du premier sommet francophone, 44 millions de francs ont été décaissés pour assurer, entre autres, l'extension vers l'Amérique du Nord et le Maghreb de TV 5, chaîne francophone diffusée par satellite qui peut déjà émettre en Europe pour plus de quatre millions de foyers câblés, et le développement d'une agence d'images d'actualité AITV.

Nous devons enfin veiller à associer nos mots aux innovations techniques, sinon nous n'aurions plus à exprimer que des valeurs nostalgiques. Ainsi nous étudions, en liaison avec les Québécois, un

grand projet terminologique, le centre Jacques-Amyot, qui intéresse une quarantaine de nations.

— N'avez-vous pas parfois l'impression de participer à une véritable guerre culturelle ?

— Guerre si vous voulez parce qu'il s'agit — selon la formule de Clausewitz — d'une politique menée avec d'autres moyens. L'affirmation culturelle est une constante de notre diplomatie. Nous veillons à ce que l'intendance suive. Pour la première fois depuis une dizaine d'années, le budget de ma direction connaît, en 1987, une augmentation de près de 12 % essentiellement axée sur les dépenses d'interventions. Au total, atteint 3 milliards 700 millions de francs, c'est-à-dire plus de 36 % du budget total du ministère (2). Dans le domaine essentiel des bourses accordées aux étrangers, cela nous permet, par exemple, en 1987 d'augmenter notre contribution de 20 %.

C'est vrai, la guerre existe dans le domaine scientifique, dans les communications. En Europe, d'ici à 1990, seize nouveaux satellites seront mis en orbite. Puissance à « vocation » universelle, la France doit pouvoir se faire entendre et proposer ses images en tout point du globe. Sous une forme ou sous une autre — enseignement télévisuel du français, fourniture gratuite de programmes, etc. — la direction générale touche déjà plus de cent soixante télévisions dans le monde.

— Ne craignez-vous pas que cette culture audiovisuelle ne dérive vers un message standardisé ?

— Le danger existe. L'esprit cosmopolite d'autrefois multipliait les curiosités. Aujourd'hui, le cosmopolitisme impose à rebours le plus petit commun

dénominateur de l'uniformité. Mais la France a une image culturelle forte. Ne gommions pas notre profil ! Accentuons-le au contraire. C'est ce que réclament nos partenaires étrangers. En ces temps d'intégrismes et de replis, notre langue leur permet aussi d'acquiescer une distance par rapport à leur propre culture. Elle ne prétend pas au messianisme, elle ne véhicule pas, comme l'anglo-américain, un mode de vie standardisé. Pour le monde, c'est l'enjeu même de la diversité.

Propos recueillis par BERNARD BRIGOULEUX et J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Le budget culturel de la France au Liban devrait atteindre 90 millions de francs en 1987. (NDLR.)  
(2) Pendant longtemps, la part des relations culturelles a représenté la moitié du budget total du Quai d'Orsay. (NDLR.)

## L'autre coopération

Outre les quinze mille personnes et les 3 milliards 700 millions de francs qui sont les principaux supports des relations culturelles, scientifiques et techniques gérées par le ministère des affaires étrangères, le ministère de la coopération mène dans trente-deux pays administrativement rattachés à part une action comparable à celle du Quai d'Orsay. Elle s'appuie, en 1987, sur 7 600 coopérants (dont 5 200 enseignants) et sur un budget de 1 milliard 940 millions de francs.

A ces hommes et à ce chiffre, il convient d'ajouter les 850 agents des écoles destinées essentiellement aux enfants d'expatriés dans les États relevant du ministère de la coopération, les 1 500 cadres français payés directement par ces pays, ainsi qu'un nombre indéterminé d'experts privés particulièrement présents en Côte-d'Ivoire ou au Gabon. Le complément local du

coût des 7 600 coopérants proprement dits représente, en outre, à lui seul quelque 500 millions de francs pour les États récepteurs.

Ceux-ci se répartissent géographiquement ainsi :

— Afrique et océan Indien : Bénin, Burkina, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Gambie, les trois Guinées (Bissau, Conakry, Equatoriale), Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sao-Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Tchad, Togo, Zaïre.

— Caraïbes : La Dominique, La Grenade, Haïti, Saint-Vincent-et-Grenadines, Sainte-Lucie.

Tous les autres pays du monde relèvent de la direction générale des relations culturelles du ministère des affaires étrangères.

## YOUGOSLAVIE : vingt ans après la rupture

## Belgrade n'entend pas renouer avec Israël mais des liens subsistent entre les deux pays

BELGRADE de notre correspondant

A l'inverse de certains autres pays socialistes qui, ces derniers mois, ont eu des contacts plus ou moins avoués avec Israël, rien n'indique que la Yougoslavie ait l'intention d'en faire autant. Selon les sources officielles, en effet, les raisons qui avaient conduit à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays existent encore, à savoir que « Israël occupe toujours les territoires

arabes et ne manifeste pas l'intention de les quitter ».

Mais si les légations israélienne, à Belgrade, et Yougoslave, à Tel-Aviv, demeurent fermées depuis vingt ans, tous les liens entre les deux pays n'ont pas été pour autant coupés. Des échanges économiques, il est vrai limités, ont été maintenus, de même que les contacts entre les juifs yougoslaves et leur parents et amis en Israël et inversement. Les pèlerinages des orthodoxes en terre sainte (les catholiques vont le plus souvent à Rome) sont fréquents, et leurs participants, à leur retour, racontent l'accueil chaleureux que leur ont réservé les autorités israéliennes et ne dissimulent pas leur admiration pour les réalisations économiques, sociales et culturelles de ce pays. Enfin, on constate un intérêt croissant des touristes israéliens pour la Yougoslavie (le problème de visa ne prête pas à complication, les intérêts israéliens en Yougoslavie étant représentés par la Belgique et de la Yougoslavie en Israël par l'Autriche). Tout cela cependant n'a pas infléchi la rigide attitude officielle à l'égard d'Israël, à qui on reproche d'être le principal, voire l'unique responsable, des événements sanglants au Proche-Orient, à l'inverse des pays arabes et des Palestiniens, dont le comportement n'est jamais critiqué ni les bonnes intentions mises en doute.

La Yougoslavie fut parmi les tout premiers pays à reconnaître l'État d'Israël et à autoriser immédiatement ses ressortissants juifs à partir dans leur patrie ancestrale. Mais lorsqu'an début des années 60, Tito inaugura sa politique pro-arabe et nous des liens étroits et personnels avec Nasser, les rapports avec Israël, qui semblaient prometteurs, se sont rapidement détériorés, et en juin 1967, devant « la poursuite de l'agression israélienne contre les Arabes », Belgrade rompit avec Tel-Aviv. La rupture n'allait pas sans une friction entre l'ancien chef de l'État et son ministre des affaires étrangères de l'époque, M. Nikšić, qui, lui, était opposé, estimant que la Yougoslavie ne devait, en aucun cas, être la première à rompre les relations diplomatiques avec qui que ce soit.

## Sept mille juifs

A la veille de son invasion par les puissances de l'Axe en 1941, la Yougoslavie comptait environ 80 000 juifs. La guerre terminée, ils n'étaient plus que 16 000, y compris 5 000 qui s'étaient dissimulés sous l'occupation ou avaient pris part aux mouvements de résistance, et 1 500 à 2 000 soldats et officiers rentrés

des camps de prisonniers d'Allemagne. Tous les autres furent exterminés. Parmi les survivants, 9 000 juifs yougoslaves se sont installés après 1945 en Israël ; leur nombre actuel en Yougoslavie est de 7 000 environ. Ils sont organisés en communautés locales dans quelques grandes cités avec un siège central à Belgrade, qui appartient au congrès juif mondial. Les comités locaux ont reconstruit les lieux de culte détruits ou endommagés pendant la guerre, ont donné une impulsion nouvelle à la vie religieuse, ouvert des institutions culturelles et sociales pour aider leurs membres dans le besoin. Comme le régime fait une nette distinction entre la confession israélienne et Israël, les juifs jouissent des mêmes droits que toutes les autres confessions, et ils ont établi sans entraves des liens multiples et continus avec leurs coreligionnaires des autres pays, y compris ceux d'Israël, qui financent en partie leurs activités.

Les juifs ne furent jamais persécutés en Yougoslavie, depuis sa création en 1918. Les premiers mouvements antisémites y sont postérieurs à l'arrivée au pouvoir d'Hitler et leur influence sur la population fut des plus limitées. Modestes commerçants, employés ou artisans, les juifs de ce pays ne comptaient guère parmi en de brasseurs internationaux d'affaires, de gros banquiers ou de propriétaires. En revanche, nombre de juifs, surtout dans l'ancien royaume de Serbie, furent de grands commis de l'État, des officiers de l'armée, d'éminents professeurs, savants, médecins, hommes de lettres dont les œuvres, aujourd'hui encore, sont populaires.

Depuis quelques semaines des intellectuels belgradois se consacrent en vue de la création d'un comité qui aura pour tâche de former une association d'amitié serbo-israélienne et de demander le rétablissement des relations diplomatiques avec Israël. L'un des initiateurs de cette action, l'écrivain Vuk Drasković, est déjà connu comme l'auteur d'une « lettre » à « nos frères les déportés israéliens », débordant d'affection pour le peuple juif et dans laquelle il affirme que les Serbes dans les Balkans et les juifs au Proche-Orient ont eu, au long des siècles, le même destin tragique. Les uns et les autres ont eu à supporter des envahisseurs qui tendaient de les chasser de leur patrie et de les exterminer. Ils ont résisté avec abnégation et ont porté avec courage et patience leur « couronne d'épines » sans jamais renoncer à la foi de leurs ancêtres, convaincus que, pour leur martyre, « ils seront récompensés dans l'empire céleste ».

PAUL YANKOVITCH.

PRINTEMPS

Sur les grandes marques, et dans tous les rayons.

de -30%

-50%

les soldes de printemps Jusqu'au 10 janvier

صكزامن الأول



Après une année mouvementée

## Activisme gouvernemental et mauvaises habitudes parlementaires figurent au premier menu du Conseil constitutionnel

L'année qui vient de s'achever apporte d'abord au Conseil constitutionnel... le prévisible. L'alternance parlementaire, la boulimie législative propre à toutes les majorités en début de parcours, ne pouvaient qu'alimenter, par ricochet, son activité.

Il n'y avait, en effet, pas de raisons pour que la découverte d'après 1981 ne demeurât pas valide : le mécanisme institutionnel français est doté - avec le Conseil constitutionnel - d'un dispositif propre à empêcher l'aller et retour trop brutal du balancier politique lorsqu'une nouvelle majorité chasse l'autre.

Tout aussi facile à prophétiser était l'éternel retour d'un tic observé : ceux à qui le juge constitutionnel donne tort protestent ou se déclarent incompétents, selon les cas.

### Un concert essentiellement RPR

Le nouveau, ce fut, en revanche, le passage, dans une partie de la majorité actuelle, de cette règle coutumière à une campagne insistante de sévères critiques, préventives pour une fois, du Conseil constitutionnel.

La nomination, en février dernier, à la tête de cette institution - pour neuf ans - de M. Robert Badinter n'était pas tout à fait étrangère à l'ampleur de cette campagne,

nonobstant la supériorité numérique (cinq contre quatre si l'on prend comme critère l'autorité qui a nommé les membres du Conseil) de l'actuelle majorité sur l'opposition.

Dans ce concert essentiellement RPR, il revint au garde des sceaux, M. Albain Chalon, de faire entendre, en des termes qui se voulaient plus techniques, la voix gouvernementale. Dans le même temps, M. Jacques Toubon, secrétaire général du mouvement chrétien et président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, laissait plus clairement entrevoir, derrière le dégoût répété des « abus de pouvoir » du Conseil constitutionnel (ou de la « politisation » du Conseil d'Etat), une volonté de normalisation sinon d'intimidation par le pouvoir.

Il faudra garder en mémoire ces péripéties jusqu'en 1988 au moins. Car seules une éventuelle accession de M. Jacques Chirac à la fonction de chef de l'Etat ou une phase de domination hégémonique par le RPR de la vie parlementaire permettraient de vérifier la signification ultime de ces philippiques de 1986 : fébrilité momentanée plus forte qu'à l'accoutumée liée à l'imminence de décisions importantes (audiovisuel) ou difficultés plus significatives de s'accommoder de l'existence de pouvoirs qui « arrêtent le pouvoir ».

Au Conseil, le travail d'élaboration patiente, et généralement cohérente, de sa jurisprudence, édifiée au fil des décisions, s'est enrichi en 1986 d'une approfondie réflexion sur ces particularités posées par les lois

dites « d'habilitation ». Paradoxalement, si le gouvernement avait cru pouvoir escamoter, par le vote de ces textes qui l'autorisent à prendre pendant une durée déterminée, par ordonnance, un certain nombre de mesures, échapper à tout contrôle réel du Conseil constitutionnel, c'est le contraire qui s'est produit.

### Une lecture ultra classique

Mais en matière économique, avec la privatisation (soumise à l'est, vrai, au Parlement, après le refus présidentiel de signature de l'ordonnance), on a entrevu, au moment de la cession par l'Etat de plus de onze millions d'actions d'Elf-aquitaine, les limites de l'excubation des décisions du Conseil constitutionnel qui, pourtant, « s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles » (article 62 de la Constitution). En particulier, quand le marché et l'opportunité proposent leurs propres défauts du théorique « juste prix » des entreprises à privatiser.

1986 se serait toutefois achevée dans une relative quiétude pour le Conseil constitutionnel si la boulimie législative d'avant la « pause » n'avait donné à l'opposition socialiste matière à divers recours dont plusieurs ont levé, avec une insistance inédite, le voile qui masque le plus souvent certains aspects essentiels ou secondaires de la vie parlementaire : prépondérance, pour ainsi dire illimitée, de l'exécutif sur le législatif et coutumes laxistes, à

force d'être commodes, qui altèrent la tenue du travail des Assemblées.

Le dernier acte du Conseil constitutionnel en 1986 a été, avec sa décision sur le budget 1987, une lecture ultra classique de la Constitution pour ce qui concerne la procédure et le respect du droit d'amendement (le Monde du 31 décembre). Du coup, les juges constitutionnels ont entériné cette pratique d'interventionnisme presque illimité du gouvernement dans la procédure législative à tous ses stades décisifs.

« Presque » : c'est dans cette réserve que réside l'une des interrogations de l'année naissante. Pas d'adjonctions ou de modifications d'un texte après la réunion fructueuse d'une commission mixte paritaire, a dit le Conseil constitutionnel, qui seraient dépourvues de lien ou dépasseraient « par leur objet et leur portée les limites inhérentes à l'exercice du droit d'amendement ».

### Une curiosité peut en cacher une autre

Peu enclin à authentifier et à sanctionner de tels excès, le Conseil constitutionnel adoptera-t-il une autre attitude avec l'amendement Séguié ? Dans sa décision qui sera connue avant le 24 janvier sur les diverses mesures d'ordre social auxquelles ont donc été ajoutées les dispositions de l'ordonnance repoussées par M. Mitterrand à propos du temps de travail, le Conseil constitutionnel aura la faculté de dire si l'introduction au dernier moment, en force, dans un texte en discus-

sion, d'un projet de loi tout entier déguisé pour la circonstance en amendement est, oui ou non, un abus.

Négative, sa réponse intriguera pour ne pas dire plus. Positive, elle légitimerait, une fois de plus, de l'habitude des juges constitutionnels d'usur, lentement mais inexorablement, des armes qu'ils se forgent tranquillement depuis plus d'un quart de siècle.

Mais une curiosité peut en cacher une autre ou s'y substituer. Cette loi portant diverses mesures d'ordre social a été votée dans des conditions irrégulières... comme tant d'autres auparavant, pour pallier l'absentéisme endémique à l'Assemblée nationale. Les socialistes, cette fois, s'en offensent et requièrent l'annulation de toute la loi.

La encore le Conseil constitutionnel peut adopter l'une de ses trois attitudes habituelles : fermer les yeux ; signifier, au détour d'un considérant, un avertissement sans frais mais qui inciterait les Assemblées à prendre garde à l'avenir ; et, enfin, frapper fort, en annulant la loi, contraignant du même coup les Assemblées à un réexamen substantiel et probablement salutaire de certaines de leurs méthodes de travail.

1986 ne fut pas une année de tout repos pour le Conseil constitutionnel. Si toute conjecture est incertaine pour l'année nouvelle, une chose au moins est sûre : cette décision attendue pour les semaines qui viennent fera quelque bruit, quelle qu'elle soit.

MICHEL KAJMAN.

### M. Antoine Pinay refuse la Légion d'honneur

Nommé chevalier de la Légion d'honneur, grâce à l'amicale pression de M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Antoine Pinay, qui est âgé de quatre-vingt-cinq ans, ne veut pas de ce tardif entêtement.

« Je n'ai aucune espèce de raison d'avoir la Légion d'honneur, nous a déclaré l'ancien président du conseil. D'ailleurs, les textes prévoient qu'il faut avoir rendu pour l'obtenir des services exceptionnels au pays. Je n'ai rendu aucun service exceptionnel. » Et M. Pinay d'ajouter : « On attend pas que les gens aient atteint quatre-vingt-cinq ans pour leur donner la légion d'honneur... »

Heureusement, le sage de Saint-Chemond n'a pas connu que l'ingratitude en matière de décorations. A la médaille militaire, à la croix de guerre 1914-1918, il peut ajouter une série impressionnante d'insignes et médailles : commandeur du Mérite agricole, grand-croix d'Isabelle la Catholique, de l'Ordre royal de Dannebrog, de l'Ordre royal de l'Éléphant, de l'Ordre royal de Sahamé, du Mérite de l'Ordre souverain de Malte, etc.

Les vœux de M. Barra. Dans ses vœux de Nouvel An publiés dans la presse lyonnaise, M. Raymond Barra estime que « 1987 s'annonce comme une année difficile pour la France ». « Je souhaite, déclare notamment l'ancien premier ministre, que les Français unissent leurs efforts pour surmonter les obstacles et redonner à notre pays confiance et un avenir de liberté, de progrès et de justice. »

### BIBLIOGRAPHIE

#### De l'An III à demain...

L'ACTIVITÉ du Conseil constitutionnel en 1986 a été en entraine déformée une autre - bibliographique - dont l'importance va croissant. La fin de l'année 1986 a été sur ce plan marquée par une nouvelle édition, la quatrième, des *Grandes décisions du Conseil constitutionnel* (1) et par la publication d'un ouvrage nouveau, *Contentieux constitutionnel* (2).

Le premier de ces livres est décennaire d'une sorte de classique où à deux spécialistes du commentaire et de l'analyse des décisions du Conseil constitutionnel, MM. Louis Favoreu et Lolo Philip. Quarante-sept décisions (sur plus d'un millier rendues depuis le 4 décembre 1958 par la Commission constitutionnelle provisoire puis par le Conseil constitutionnel) sont reproduites, replacées dans leur contexte, avant d'être « décodées » et évaluées dans leurs implications.

Ni l'importance croissante du droit constitutionnel pour les autres branches du système juridique français, ni les limites du droit comparé international ne sont négligées par les auteurs des *Grandes décisions* qui donnent ainsi depuis plus de dix ans un rayonnement notable à leur activité d'enseignants spécialisés - et pionniers en la matière - à l'université de droit, d'économie et des sciences d'Als-Marseille.

#### Mythe et mystification

M. Dominique Turpin (professeur à l'université de Clermont-Ferrand) a choisi une autre démarche pour son *Contentieux constitutionnel* : celle d'une très large synthèse qui examine successivement le principe même du contentieux constitutionnel, l'étendue et la hiérarchisation des normes de référence contrôlées par le Conseil constitutionnel ainsi que les rôles et les positions respectives des différents « acteurs » du contentieux constitutionnel.

Attentif au contact historique qui explique la lenteur du surgissement, en France, du contrôle de la constitutionnalité des lois, M. Turpin en rap- porte ultérieurement au regard de certains débats actuels - les lignes de force.

« La loi, expression de la volonté générale » : l'auteur décrit la fortune de ce « mythe rousseauiste » devenu « mystification » lorsque la classe politique s'en empara à son profit. « La conséquence de cette tradition républicaine à la vie dure, écrit

M. Turpin, a été l'absence de tout contrôle des normes élaborées par le Parlement ».

Débats actuels ? Débat permanent, en tout cas, que celui qui tourne autour du « légicentrisme » français et d'un possible contrôle de la loi par d'autres que les élus du peuple qui l'élaborent, ou en tout cas la votent....

M. Turpin en donne d'éloquents exemples. Ce n'est pas un parlementaire d'aujourd'hui hostile au Conseil constitutionnel qui évoque « la conscience » et « la responsabilité, au moins morale, à l'égard de la nation » comme « sanction dernière » de ceux qui font la loi. C'est Esmein, un juriste actif à la chambre du dix-neuvième siècle et du vingtième siècle.

Et ce n'est pas M. Chalon qui vilipende « ce pouvoir monstrueux » qui « serait tout dans l'Etat » et affirme qu'en « voulant donner un gardien aux pouvoirs publics on leur donnerait un maître qui les enchaînerait » mais bien un conventionnel de l'An III, le comte Thibaudou... Dans l'exposé d'une matière aussi « chaude », M. Turpin ne se contente pas de la position confortable de l'observateur « froid ». Retenant ainsi l'attention, au fil de pages de son livre, une suggestion et une critique, il appelle de ses vœux une révision constitutionnelle qui permettrait au Conseil constitutionnel de contrôler la conformité de toutes les lois, même déjà promulguées, à la Constitution, « par voie d'exception », soit soulevée directement devant lui, soit sur renvoi préjudiciel des juridictions ordinaires.

Au contraire, M. Turpin se déclare « réservé » sur l'utilisation « de plus en plus fréquente » par le Conseil constitutionnel, « de la technique, empruntée au juge administratif, de l'erreur manifeste » d'appréciation, dont nous persistons à ne pas bien voir comment elle peut être commise par plusieurs centaines de personnes à la fois ». Une controverse, une de plus, à propos du Conseil constitutionnel, qui n'est pas près d'être close.

M. K.

- (1) *Les grandes décisions du Conseil constitutionnel*, par Louis Favoreu et Lolo Philip, 4<sup>e</sup> édition, revue et modifiée, Éditions Sirey, 1986, 778 pages, 140 F.
- (2) *Contentieux constitutionnel*, par Dominique Turpin, Presses universitaires de France, 1986, 346 pages, 125 F.

Le CENTRE D'INITIATIVES DES PERSONNES HANDICAPÉES poursuit son action pilote de formation à la micro-informatique et bureautique spécialisée pour les jeunes mal-voyants de 18 à 25 ans.

Un stage va commencer fin janvier 1987. C'est une formation gratuite d'une durée de deux ans à temps plein. Les stagiaires pourront éventuellement être rémunérés par l'Etat.

Les candidats doivent être de niveau fin d'études secondaires ou équivalent. (Aucune connaissance préalable de l'informatique n'est nécessaire.)

Pour tous renseignements, s'adresser au C.I.P.H., 9-11, rue Clisson, 75015 PARIS - Tél. 45-82-95-73

### JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

## 1986

C'était pour rire : 1987, attention ! Sur le terrain politique, 1986 fut l'année des faux d'armes ; 1987 sera celle des vraies bagarres. Le renversement de majorité, au début de l'année défunte, n'a pas changé la face du monde, pas même celle de la France (à quelques CRS près, ainsi que d'autres bricoles dont il sera peut-être question plus loin). L'année qui s'ouvre ne va pas faire dans la dentelle, mais plutôt dans la charpie, avec laquelle jadis on pansait les blessures. 1987 va être l'année du feu à tirer dans les coins, celle des grands nettoyeurs, le premier servant aux seconds. A droite comme à gauche, ce sera pax de banane et croc-en-jambe, changements de décors à vue, coups de théâtre et coups fourrés, grands airs et apartés, le Châtelet, quoi !

Cette année-là va durer quinze mois, jusqu'au premier tour de l'élection présidentielle. Considérant que les pouvoirs de l'actuel président de la République expireront le 20 mai à minuit, que le successeur doit être désigné « vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus » avant cette date ; considérant que quinze jours séparent les deux tours de l'élection présidentielle, que le dernier dimanche possible (vingt jours avant ?) pourrait être le 1<sup>er</sup> mai... mais que l'on ne vote pas un jour comme celui-là, cela renvoie à un deuxième tour le 24 avril, soit vingt-six (vingt-sept ?) jours avant la fin du (premier) mandat de M. Mitterrand, et à un premier tour le 10 avril.

Certes, il serait aussi constitutionnellement possible de prévoir un deuxième tour le 17 avril, soit trente-trois (trente-quatre ?) jours avant le terme du mandat en cours. Mais, dans ce cas, le premier tour tomberait le dimanche de Pâques (3 avril). Cela paraît peu vraisemblable.

Donc, si ce calcul, tout personnel, n'est pas faux, archi-faux, Français, Français, lecteurs du Monde, lectrices du Monde, réservez votre dimanche 10 et votre dimanche 24 avril pour être de bons citoyens. Vous en serez récompensés. Au soir du 24 avril, on dansera, sous les lampoires si la gauche l'emporte, sous les lustres dans le cas contraire.

Mais, d'ici là, ça ne devrait pas être triste. D'autant que, faussement hostile à la politique, ne cessant de dire qu'il la déteste pour en parler toujours, l'hexagone ne feint plus l'indifférence quand les échéances approchent.

A plus forte raison pour une élection présidentielle qui ressemble si fort à une compétition sportive. N'y faut-il pas parallèlement de la santé, des nerfs, de la ruse et un bon entraînement ? N'y a-t-il pas qu'un seul vainqueur... comme à Longchamp ou pour le Tour de France ? N'y voit-on pas, comme à Longchamp, des chevaux qui l'on retient et d'autres qui sont dopés, comme au Tour de France, des accords secrets et des renvois d'ascenseur ? Du moment que le meilleur gagne...

BON, alors ? 1986 ? 1986, c'est d'abord l'année Mitterrand. Par un retournement qui est de comédie, il en est le vainqueur, sorti renforcé de la défaite de son camp. Ce n'est qu'apparemment paradoxal.

Ses amis exclus du pouvoir, il n'est plus question de les lui reprocher.

Il se peut aussi que M. Mitterrand en ait ressenti une forme de soulagement. L'énorme majorité socialiste sortie des urnes en juin 1981 était aussi source d'embarras. Dès ce moment-là, il s'inquiétait de cette nouvelle « chambre introuvable ».

De fait, avant que la droite ne s'y emploie, la gauche lui a parfois imposé, durant cinq années, des décisions ou des querelles qu'il n'approuvait pas. Mais il lui était plus difficile d'en prendre le pays à témoin... Avec la droite, c'est du gîteau, dans lequel M. Mitterrand mord à belles dents. Pour rassasier quel appétit ?

Tailler des croupières à M. Chirac ? C'est amusant un temps, mais même de cela on se lasse. Profiter certains « accueils » et éviter que l'on ne penche trop à droite ? Cela n'a pu être - prisons, nationalités, etc. - qu'avec le secours indirect mais décisif de la rue.

Mais M. Mitterrand n'a pu empêcher, entre autres, le recul social, historiquement formidable, à propos du travail des femmes. Car c'est une égalité violente que celle qui aligne les femmes sur les hommes en un tel domaine. Le progrès social est consisté à donner, à terme, aux hommes les mêmes exemptions que celles des femmes.

## 1987

M. MITTERRAND n'a pas davantage pu contrecarrer l'assaut lancé, avec quel feu ! en direction de l'audiovisuel. Les nominations intervenues sous l'égide de la très indépendante CNCL n'en sont pas la seule preuve. On n'aurait garde de ne pas transcrire ce qu'a déclaré, vendredi 19 décembre sur France-Inter, M. Michel Meyer, nouveau directeur de l'information de cette chaîne. Il faut, a-t-il dit, « mettre au vœu les sensibilités et les convictions », encadrer le commentaire au profit de l'analyse. Autrement dit, un journalisme de l'indifférence, où tout veut tout, rien égale rien. Pour que soit respectée la vieille et utile recette qui distingue l'information et le commentaire, on supprime le second. Ça, mon compère, c'est encore plus fort que l'œuf de Christophe Colomb.

A défaut de réussir là où il ne le pouvait, M. Mitterrand pourrait être plus heureux sur le terrain des institutions dont il est le « gardien ». Notamment dans son désir de rééquilibrer les rapports de l'exécutif et du Parlement, et non pas seulement entre le chef de l'Etat et son premier ministre.

Sur ce plan, le travail a été commencé (à tort ?), comme dirait, hélas ! le chef de l'Etat par le rappel régulier, public depuis mars dernier, de ce que sont les droits du Parlement ; en faisant aussi observer que le recours constant à la procédure bloquée de l'arti-

cle 49-3 était, sinon anticonstitutionnel, du moins déloyal : une vision maligne du jeu des institutions.

Mais, M. Mitterrand parti, l'entreprise tendait à vider la Constitution de son venin cicatrifiant. On ne l'envoie pas dire à droite. Il n'est pas sûr non plus que, venu de gauche, le successeur de M. Mitterrand aurait à cœur d'amoindrir le colossal pouvoir dont il viendrait d'être investi.

Il faut l'avoir écrit pour penser qu'il doit être réduit et se rappeler que, comme Assolins,

De soins tumultueux, un prince environné, Vers de nouveaux objets est sans cesse entraîné ; autrement dit, plus trivialement, « qui trop embrasse mal étreint ».

Or, si la France s'est tournée vers la décentralisation depuis 1982, l'Etat central, lui, n'est décentralisé que par un hasard électoral. Auparavant, tout « remontait » au président de la République, y compris le plus cocasse. Une version contemporaine de ce « pouvoir d'évocation » qui appartenait aux rois de France.

Après avoir dit que, « mauvaises avant lui, les institutions le seraient après lui », M. Mitterrand ne peut s'en tenir à un propos aussi défaitiste. S'il veut changer, non la Constitution (la droite, à son tour, ferait parler la rue), mais sa pratique, non pas substituer le quinquennat au septennat, mais empêcher que le mandat présidentiel soit un blanc-seing à la romaine, il doit demeurer en place.

Sous réserve, certes, que les Français laissent entendre, avant l'heure, qu'ils sont favorables à la prolongation du mandat en cours. Si le gouvernement de M. Chirac n'est, durant l'année 1987, ni plus habile ni plus chanceux que les derniers temps ; s'il persiste à conforter les chemins français et les mineurs britanniques ; si Mitterrand prend modèle sur Downing Street ; s'il ne voit, chez les étudiants et les cheminots, que désordre et chaos ; si s'écroule une nouvelle expression politique, bien qu'elle ne veuille pas la disparition des partis ou des syndicats ; si le gouvernement en place ne se rappelle pas qu'il doit prendre en compte le poids des hommes, mais aussi leur intelligence, il n'est pas d'espoir qui ne soit permis à M. Mitterrand.

Il est clair que celui-ci meurt d'envie de continuer. Allant jusqu'à se plaindre que des photographes lui aient « cassé trois rosiers » à l'Elysée comme s'il s'agissait de ceux de Linche. Mais on ne se fait pas rosier avec le seul amour des rosiers. M. Mitterrand le sait mieux que personne et n'a nulle envie de quitter ses rosiers et son jardin en situation d'exilé du suffrage universel.

Or, davantage qu'en 1981, le scrutin de 1988 apparaît, à l'heure présente, comme une entreprise d'élimination plutôt que comme un processus d'élection. Il y a, dans chacun des camps, à droite et à gauche, des rivalités telles, si aiguës, si écorchées, qu'on peut se demander si, à droite et à gauche, on ne préférera pas voir d'un adversaire plutôt que le rival. C'est peut-être la chance de M. Mitterrand, moins que d'autres soumis, pour d'évidentes raisons, au poids de la France bipolaire.



## SÉCURITÉ

Le corps des pompiers de Paris

## Ces messieurs du prompt secours

Effondré dans les gravats d'un chantier, quelques parts en hauteur parisiennes, le blessé râle et se débat.

Un coureur portugais vient de tomber du toit où il travaillait sans casque et sans harnais de sécurité. Quatre pompiers débarqués en volige d'un fourgon de « premiers secours » sont déjà là avec valises de soins et bouteilles d'oxygène. Ils sont tous secouristes réamateurs et leur sergent a dix ans d'expérience.

Examen rapide : l'homme doit avoir une fracture du crâne. Appel radio immédiat au PC central de la caserne Champigny. Là-bas quelques-uns des quarante médecins réamateurs de la brigade sont à l'écoute vingt-quatre heures sur vingt-quatre. « Immobilisez le blessé, nous vous envoyons une ambulance ». Quelques minutes et voici la nouvelle équipe qui arrive sur les chapeaux de roue : un toboggan et deux infirmiers bardés de matériel. Diagnostic confirmé. Sous peine de mort, l'homme doit être transporté d'urgence.

L'ambulance est équipée pour le maintien en vie pendant son transport à l'hôpital, mais les minutes comptent. « Appelez l'hélico, cherchez une zone d'atterrissage et prévenez la Pitié », commande le médecin. Puis il prépare le blessé : piqûre de tranquillisants, intubation, perfusion de sérum, tout cela est fait en un tournemain, là, dans la boue. On glisse sous lui un matelas en plastique qui durcit en prenant la forme du corps. Le voilà dans l'ambulance-roulotte et bientôt dans l'Alouette-III venue de l'héliport d'Issy-les-Moulineaux. Dans cinq minutes l'hélicoptère sera entre les mains des chirurgiens, hors de danger.

L'hélico, les deux fourgons, l'ambulance, la voiture de commandement et leurs vingt-deux hommes d'équipage qui ont été mobilisés pour ce sauvetage-déclat regagnent leur base, radio branchée sur Champigny, prêts à répondre à un nouvel appel. Cinq fois sur dix l'appel concerne une personne en danger, quatre fois il s'agit d'une fuite d'eau, d'un escalier branlant, d'un chat de gouttière ou d'une fausse alerte, une fois seulement d'un incendie. Les sapeurs-pompiers des grandes métropoles sont d'abord aujourd'hui des secouristes. En second lieu des dépanneurs universels. De temps en temps et de moins en moins des soldats du feu.

## PARIS

Dans le quatorzième arrondissement

## Le projet d'agrandissement d'un atelier de la RATP inquiète les habitants

« Je dis résolument non à l'installation, par la RATP, d'un atelier de peinture de wagons dans mon quartier. Tout au moins, tant qu'on n'aura pas démontré son innocuité. » Telle est la position prise par M. Lionel Assouad, maire RPR du quatorzième arrondissement, dans l'affaire des ateliers de Montsouris (le Monde du 27 décembre).

Ces installations de réparation du matériel roulant, qui s'étendent sur plus de trois hectares, doivent être en effet modernisées d'ici à 1990. Elles se sont établies le long du parc Montsouris, au siècle dernier, et, jusqu'à présent, elles n'avaient eu rien de dérangeant ou de nuisible, pas plus que les seize autres ateliers du métro, situés en plein Paris.

Avec l'extension du RER, la RATP doit augmenter leur capacité. Objectif : remettre complètement à neuf chaque année, soixante-quinze wagons au lieu de trente actuellement. Pour cela, il faut déplacer et reconstruire complètement l'atelier de peinture, et moderniser le reste des installations. L'ensemble continuera à employer cent cinquante ouvriers et techniciens, dont une partie habite d'ailleurs à proximité. La Régie en profite pour libérer juste en face du parc Montsouris, une bande de terrain sur laquelle seront construits soixante-seize logements dotés de parkings. L'opération correspond à la volonté industrielle de maintenir des activités industrielles dans la capitale, tout en augmentant le parc de logements. Néanmoins, elle inquiète les habitants du quartier.

En effet, si le remodelage des ateliers entraîne la disparition d'importantes cuves de fuel (130 000 litres), il nécessite le stockage de 2 500 litres de solvant, de 2 000 kilos de peinture et de 10 tonnes de matériaux divers dont on redoute les émanations toxiques en cas d'incendie. Or les ateliers sont environnés non seulement par des habitations, mais aussi par des établissements particulièrement sensibles. On relève aux alentours immédiats : une

Les pompiers dits de Paris n'ont pas seulement à « défendre » les arrondissements de la capitale. Ils couvrent aussi (cela représente 60 % de leur travail) trois départements périphériques — la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne — soit au total 6 millions de personnes. Et ils sont de plus en plus sollicités. En vingt ans, le nombre de leurs sorties a septuplé. Il a dépassé l'an dernier le chiffre record de deux cent cinquante mille interventions, soit une toutes les deux minutes.

## Pas une minute à perdre

Dans ce flot d'appels ininterrompus, les débuts d'incendie ont certes triplé depuis 1985, mais alors qu'à l'époque ils représentaient 18 % des sorties, cette proportion n'est plus que de 7 % aujourd'hui. Sur les cent quarante mille personnes que les pompiers ont secourues l'an passé, il n'y en avait guère que 2,5 % menacées par des flammes.

Il suffit de passer vingt-quatre heures dans une caserne pour comprendre à quel point ce métier a changé. Par exemple, au centre de secours de Port-Royal, dans le quatorzième arrondissement, une caserne type avec ses bâtiments centraux, deux annexes (l'une dans le quartier Plaisance, l'autre en banlieue, à Montreuil), cent soixante-quinze hommes et une vingtaine de véhicules. Secteur à tenir : le sud de la capitale et quatre communes du Val-de-Marne, soit quatre cent mille âmes.

8 h 15, sonnerie d'alerte. Champigny annonce : « Incendie à Gentilly, c'est pour vous ». Dans le camion de premier secours, secourus comme des noix, les hommes enfilent leurs vestes de cuir et se harnachent de bouteilles d'air comprimé. Derrière, la grande échelle et le fourgon d'appel « pimpement » à perdre haleine. Sur place, pas la moindre fumée. Un garsnet qui voulait s'amuser, sans doute. « On part quand même », dit le capitaine Jean-Luc Maresq qui commande la compagnie. Il s'agit d'une fuite d'eau. L'un d'eux, il y a eu quatorze mille faux appels comme cela pour toute la brigade.

Mais déjà la sonnerie grélotte : « Fuite d'eau au Mobilier national ».

Deux hommes avec une pompe et une 2 CV Citroën suffisent à deux poids lourds se sont accrochés sur l'autoroute. L'un des chauffeurs est coincé dans sa cabine. Un fourgon spécial part de la caserne de Montreuil avec un matériel à découper la tôle.

9 h 26 : alerte au gaz. Trois véhicules — le « départ normal », comme on dit ici — jaillissent du garage et en moins de cinq minutes sont sur les lieux.

10 heures : à peine rentrée au garage, la 2 CV, « la douch », repart en se dédoublant. Un chat suspect (aurait-il la rage ?) refuse de quitter le rocin où il s'est blotti. Gâtés et masqués, les pompiers le captivent et le remettent à la fourrière. Météo, Champigny annonce : « Un enfant vient d'être renversé devant la sortie de l'école ». Le premier secours fonce. Rien de grave, mais le sergent fait demander l'ambulance pour emmener le gamin à l'hôpital.

Dans l'après-midi, c'est une jeune fille qui a été prise de malaise dans les toilettes de son administration. Puis un quinquagénaire que l'on trouve inanimé sur son lit à demi nu, de la mousseline au coin des lèvres. Son fils, un garsnet de vingt-cinq ans, ne demande qu'une chose : qu'on le débarrasse du « vieux » le plus vite possible.

19 heures : au moment de passer à table, sonnerie dans le mess. « Un infarctus rue de Tolbiac ». Les hommes dégringolent les escaliers et sautent dans le fourgon qui démarre. Ils mangeront plus tard... ou demain. En effet, toute la soirée, les sapeurs et leurs engins devront courir d'un coin à l'autre du secteur.

A Montparnasse, dans un hôtel de passe, une fille est tombée en syncope. Au Quartier Latin, un drogoué qui a renflé trois flacons d'éther est en perdition. Porte d'Italie, un gentleman est coincé dans un ascenseur.

Ainsi va la vie quotidienne des pompiers de Paris (1). Ils peuvent ainsi passer plusieurs mois sans avoir à « monter au feu ». Grâce aux normes de construction, à la surveil-

lance permanente des établissements à risque, aux équipes de sécurité des entreprises, à la promptitude des interventions, les incendies, encore nombreux, prennent rarement de l'extension. Les sapeurs viennent à bout de 93 % d'entre eux avec la simple « pissette », la petite lance branchée sur le réservoir à eau du camion. Restent trois cents gros sinistres par an pour l'ensemble des quatre-vingts centres de secours qu'équipent les quatre départements parisiens. Cela représente 0,1 % des interventions de la brigade. Mais ce jour-là, il faut parfois six casernes pour abattre les flammes.

Un corps de combattants faisant le plus souvent une besogne d'ambulancier, ce paradoxe, pour ne pas dire cet archaïsme, n'a pas échappé à l'équipe. Il a fait mettre au point un nouvel engin de premier secours, une sorte de van à tout faire. Léger (2,5 tonnes), économique (moteur diesel), il emporte un nécessaire anti-feu, mais aussi un outillage complet et tout ce qu'il faut pour relever, soigner et transporter un blessé.

Une douzaine de ces véhicules polyvalents commencent à circuler. Dans cinq ans, ils auront totalement remplacé les engins actuels de premier secours. Les sapeurs joueront encore davantage mais cette fois avec le matériel qu'il faut le rôle de dépanneur, de plombier, de pompier, de brancardier et parfois d'assistant social que les Parisiens exigent d'eux. Mais le corps des pompiers, dont le rapport d'efficacité est sans doute l'un des meilleurs du monde, continuera à faire son métier de « bonne à tout faire » en tenue de combat.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Sur la psychologie, l'histoire, l'organisation des hommes du feu : *Pompiers de Paris, des origines à nos jours*, de lieutenant-colonel Aristide Arnaud, France-Sélection, 1985, 1078 pages, 241 planches couleurs, nombreuses photos, gravures et cartes, 380 francs.

## MÉDECINE

## Expérimentation irrégulière d'un vaccin antirabique en Argentine

L'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* publie dans son dernier numéro (daté 18-25 décembre) une lettre dans laquelle cent trente-quatre scientifiques argentins élèvent une vigoureuse protestation contre une expérimentation irrégulière de vaccination antirabique menée (sur des vaches en liberté) dans leur pays par le prestigieux Institut Wistar de Philadelphie, en liaison avec l'Organisation panaméricaine de la santé.

Il s'agit d'un nouvel épisode d'une importante polémique scientifique et médicale déclenchée par l'utilisation irrégulière d'un nouveau vaccin contre la rage, obtenu en France par manipulation génétique. Peut-on faire des vaccinations expérimentales dans un pays étranger, sans en référer aux autorités sanitaires du pays concerné ?

An-déjà des risques encourus par la population environnante, faut-il y voir une forme non pas de coopération, mais de « colonialisme » scientifique ?

## L'exportation des risques

Personne n'aurait jamais pensé qu'il pourrait y avoir un jour, une telle affaire : le dossier du nouveau vaccin antirabique, obtenu par manipulation génétique, semblait l'un des plus clairs qui soit, l'un des plus prometteurs aussi. Au terme d'une collaboration avec l'Institut Wistar de Philadelphie, la société française Transgene, spécialisée dans les manipulations génétiques, avait réussi il y a quelques années à mettre au point un nouveau vaccin animal contre la rage.

Il s'agit, schématiquement, du virus de la vaccine (jadis utilisé pour la vaccination antivariolique humaine), dans le patrimoine génétique duquel on a incorporé un gène du virus de la rage. C'est un virus vivant, mutant, qui, injecté à des animaux, doit les protéger de cette maladie.

Plusieurs travaux expérimentaux ont été menés en France à la suite de ce résultat. Sur des animaux de laboratoire, d'abord. En particulier des souris et des lapins. Les résultats de ces essais ont convaincu notre partenaire industriel, nous a expliqué le docteur Jean-Pierre Lecocq, directeur scientifique de Transgene, et nous avons rendu en exclusivité ce vaccin au groupe Mérieux.

Les travaux furent alors poursuivis. En France, sur des renards en captivité, par M. Jean Lapou, directeur du Centre national d'études contre la rage (Nancy), sur des rats blancs (dans l'Ontario), et sur des moutettes (dans l'Ontario). Des résultats, toujours positifs, de ces études furent récemment publiés dans l'hebdomadaire *Nature*.

L'enthousiasme des milieux scientifiques tenait au fait que l'on disposait d'une méthode permettant de vacciner les animaux sauvages (principal réservoir du virus de la rage) par voie orale, et ainsi d'envisager l'éradication de la maladie.

Fallait-il dès lors immédiatement passer aux animaux d'élevage ? C'est ce qu'ont pensé les responsables de l'Institut Wistar.

Le 1<sup>er</sup> juin dernier, une vaccination sur les bovins débutait dans la ferme expérimentale d'Azul (station de l'Organisation panaméricaine de la santé), à quelques centaines de kilomètres au sud de Buenos-Aires.

Une vingtaine de vaches furent ainsi vaccinées et l'abattoir au contact de vaches non vaccinées, déclaré ne tarda pas à s'écrouler.

## Aucun risque pour l'homme

Le ministère argentin de la santé nomma alors une commission d'enquête, qui conclut à la nécessité d'interrompre l'expérience. Celle-ci fut arrêtée peu après. Selon l'un des membres de la commission, le lait provenant des vaches vaccinées a été consommé par le personnel (et par des animaux) de la station d'Azul. Une partie de ce lait a, en outre, été envoyée à la laiterie voisine, où il fut transformé en lait en poudre puis commercialisé.

Les spécialistes français impliqués dans les recherches sur ce vaccin sont en substance, déclarés qu'il n'y avait, compte tenu des données acquises, pratiquement aucun risque de transformation de virus mutant à l'homme via le lait.

D'autres soulignent au contraire la légitimité d'une telle conduite. « Il s'agit d'une affaire grave, confie un spécialiste français des vaccinations humaines et vétérinaires, travaillant à l'échelle internationale, une affaire à bien des égards totalement inexplicable. Comment un institut de recherches aussi prestigieux que le Wistar a-t-il pu être mêlé à tout cela ? Comment l'Organisation panaméricaine de la santé a-t-elle pu mettre en œuvre une expérience en Argentine, sans en référer au

## RELIGIONS

## Le pape annonce la proclamation d'une « année mariale » et d'une encyclique sur la Vierge

ROME de notre correspondant

Jean-Paul II a annoncé, lors de la messe célébrée en la basilique Saint-Pierre le jour de l'An, la proclamation prochaine d'une lettre encyclique sur la Vierge qui devrait précéder une « année mariale », la deuxième dans l'histoire de la religion catholique. Cette année sera célébrée dans toutes les églises et tous les sanctuaires de la Madone, du 7 juin prochain, jour de la Pentecôte, au 15 août 1988, fête de l'Assomption, par des prières et des actes liturgiques. La première Année mariale de l'histoire de l'Eglise avait été décrétée par Pie XII du 8 décembre 1953 au 8 décembre 1954, pour célébrer le centenaire de la proclamation du dogme de l'immaculée Conception sous le règne de Pie IX.

Déjà le 25 mars 1984, Jean-Paul II avait clos l'Année sainte en appelant solennellement sur le monde la protection de la Madone de Fatima, dont la statue avait été apportée spécialement du Portugal à Rome. Jean-Paul II avait passé toute une nuit en prières, rappelant l'apparition de cette Vierge en 1917 à trois jeunes bergers de l'Estrémadure.

## FAITS DIVERS

## Menace de marée noire dans le Cotentin

Le plan Polmar-Terre a été déclenché, le jeudi 1<sup>er</sup> janvier, après l'échouage du navire porte-conteneurs allemand *Kint-Kersten* sur la plage du Rozel, près de Flamanville (Manche). Le navire, qui mesure 100 mètres de long, et transporte 300 tonnes de fuel dans ses soutes, se sont déjà échappées une quarantaine de tonnes de carburant.

Quelque cent cinquante pompiers et les agriculteurs riverains se sont efforcés dans la journée de ramasser le varech souillé et d'épandage des dispersants sur la nappe entourant le

navire. Six des neuf hommes d'équipage ont été évacués par hélicoptère. La société Abeille International a été chargée de déséchouer le navire. Mais les contenants, qui, selon le commandant de bord, ne transportent aucun produit déclaré dangereux, devront être déchargés d'abord.

## Dans les Yvelines

« Stigmatiser l'avortement... Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, a très vivement condamné, dans son homélie du 1<sup>er</sup> janvier, la législation de l'avortement et justifié l'opposition « claire et nette » des évêques de France. Le législateur ne s'est pas contenté de « légaliser l'acte », a-t-il souligné, « il a décidé que l'IVG devrait être remboursée par la Sécurité sociale, ce qui conduit l'opinion à considérer la grossesse comme une maladie » et « le fœtus comme une tumeur ».

Un incendie d'origine criminelle a détruit un entrepôt de la SNCF loué à une entreprise privée, le jeudi 1<sup>er</sup> janvier, dans la gare de marchandises de Meulan-Hardincourt (Yvelines). La serrure d'une porte avait été fracturée et plusieurs foyers allumés dans cet entrepôt rempli de cartons vides, quand les pompiers sont arrivés sur place, vers 16 h 30. « Nous avons l'intention de porter plainte », a affirmé un responsable du local de la SNCF qui s'interrogeait sur l'éventualité d'un lien avec le conflit actuel.

## A Cannes

## Attentat contre le siège de l'Union locale CGT

Une violente explosion s'est produite, le vendredi 2 janvier, vers 1 heure, devant le siège de l'Union locale CGT, rue du Docteur Budin à Cannes (Alpes-Maritimes) : les dégâts provoqués par la déflagration sont importants, la porte du siège ayant été complètement arrachée et l'intérieur des locaux presque entièrement détruits. De plus, des véhicules en stationnement devant l'immeuble ont été endommagés et les vitres de bâtiments voisins brisées.

## Châlier « Bonne Sainte Rita » : abandon des recherches.

Les recherches pour retrouver le châlier depuis « Bonne Sainte Rita » avec sept hommes à bord, dont on était sans nouvelles depuis le mardi 30 décembre, ont été abandonnées dans la soirée du jeudi 1<sup>er</sup> janvier, a annoncé le préfet de la première région maritime de Cherbourg (Manche).

L'athlète John Carlos poursuivi pour détention de cocaïne. — L'ancien athlète américain John Carlos, quarante et un ans, médaille de bronze du 200 mètres aux Jeux olympiques de Mexico en 1968, a été arrêté le mercredi 31 décembre, à Los Angeles, pour détention de cocaïne, puis remis en liberté sous caution après cinq heures d'interrogatoire. Carlos s'était rendu célèbre dans le monde entier avec son compatriote Tommie Smith, champion olympique du 200 mètres, pour avoir manifesté contre l'hygiène américaine pendant la cérémonie protocolaire de remise des médailles. Tête baissée, les deux sportifs, alors militants du Black Power, avaient levé un poing ganté de noir pendant la durée de l'hymne.

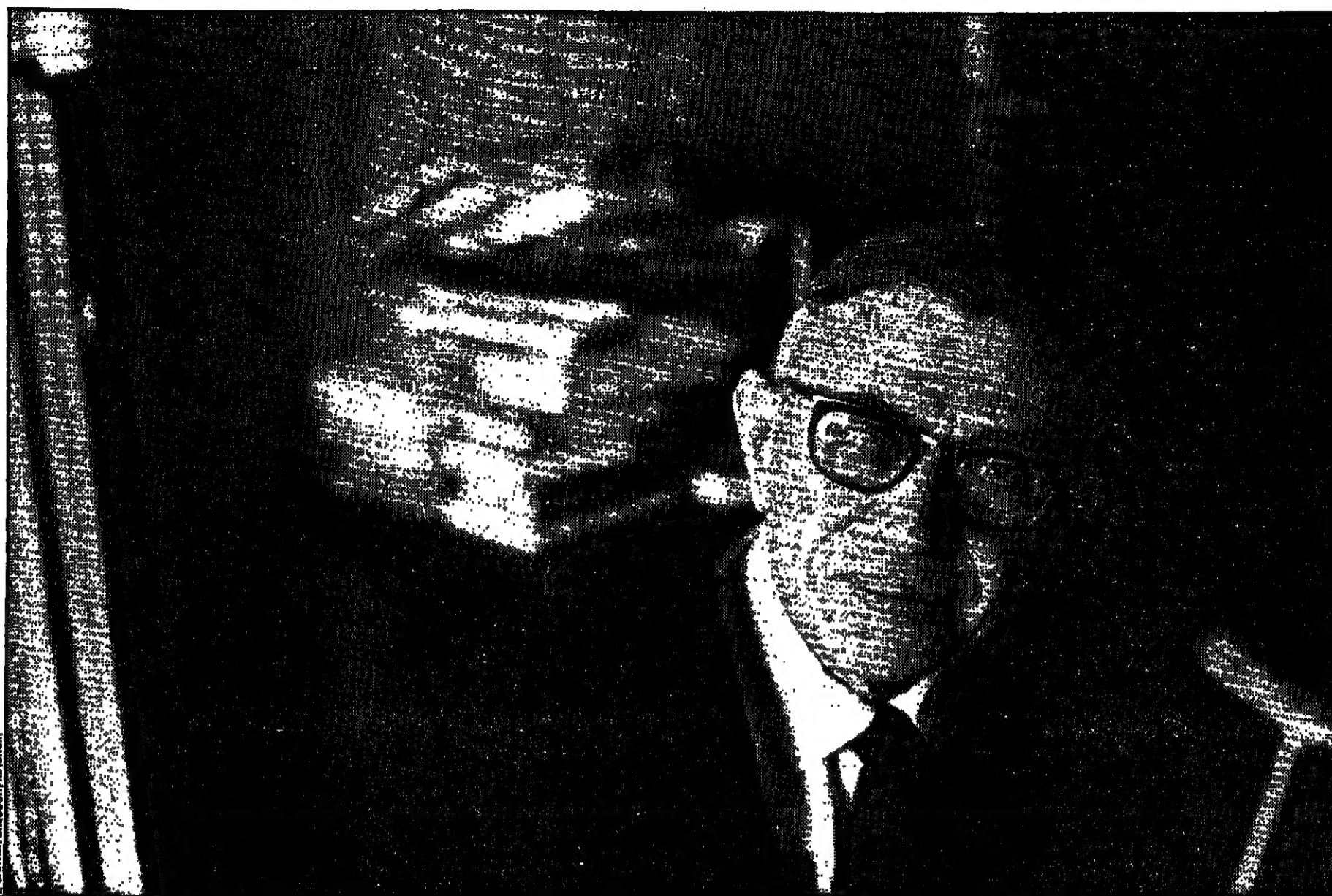
John Carlos, père de trois enfants, est actuellement chômeur après avoir fait partie du comité d'organisation des Jeux olympiques de Los Angeles.

JEAN-YVES NAIL.



# Le Monde

sans visa



Pour Alain Buisine, brillant jeune essayiste, Sartre est un philosophe louche, un écrivain répulsif, un critique d'art fasciné par la laideur, et c'est pour cela qu'il l'aime, avec passion — et clairvoyance.

Par Michel Contat

## SARTRE

### ÊTRE PERCÉ A JOUR POUR SE RENDRE INVISIBLE

**R**ENÉ BARJAVEL détestait Sartre pour sa laideur physique, dont il pensait qu'elle avait nécessairement déteint sur l'œuvre. Ce n'était pas idiot, quoique court. Il me semble connaître tous les critiques de Sartre, ceux qui l'ont vraiment lu. Aucun n'est beau. Ou bien, ce sont des femmes, des étrangers, des gens aux confins, toujours un peu exotiques, un peu infirmes, en manque de quelque chose — d'identité, par exemple. Un beau plein d'être comme Barjavel ne pouvait goûter Sartre, qui se pensait franchement laid et n'a jamais su qui il était.

C'est d'ailleurs pourquoi il n'écrivait comme personne, en imitant tout le monde : il pouvait écrire dans tous les styles, et pourtant il suffit de lire une ligne de lui pour savoir que c'est du Sartre. Voilà peut-être la seule objection sérieuse qu'il convient de faire à Alain Buisine : il remarque l'absence d'identité des styles sartrien, sans voir, ou sans entendre, en tout cas sans souligner la forte singularité qui relie entre elles les écritures caméléonesques de Sartre, si disparates, si pastiches, si théâtralement naturelles. La preuve, on peut pasticher Sartre aussi facilement que Saint-John Perse ou Claudel. Sans doute Buisine ne conçoit-il pas que toute écriture, y compris la sienne — très universitaire moderne — est un rôle, une comédie jouée. Sartre

a tenu tous les emplois, ou presque, mais quand on le lit, c'est comme un grand comédien : on voit l'acteur, non le rôle.

*Laideurs de Sartre* est un essai stimulant, qui procède visiblement par projection sauvage de l'auteur sur son sujet, fourmillant d'idées, parfois poussées à la limite pour le plaisir de l'idée, sans trop de souci d'une cohérence d'ensemble s'il s'agit d'envisager tous les aspects de l'œuvre. Il prend la suite du livre de Denis Hollier *Politique de la prose : Sartre et l'an 40* (Gallimard, 1982), avec le même brio intellectuel, moins de désinvolture joueuse, plus d'insistance dans la paraphrase de fréquentes et longues citations, qu'Hollier ne se permettait pas. Difficile d'écrire après Sartre, autrement, ce qu'il vient de dire, surtout si c'est pour pointer la défaillance de son identité !

Alain Buisine part de cette constatation : aucun écrivain ne s'est plus exposé que Sartre, davantage exhibé, rendu visible et nu. Le pacte de transparence avec Simone de Beauvoir s'est traduit, pour le lecteur, par un « pacte historiographique ». Dans *les Séquestrés d'Altona*, le héros, Frantz, imagine une vitre sidérale qui, comme une énorme plaque photographique, enregistrerait tout ce qui se passe sur terre, et notamment tout de sa propre vie, pour la postérité ou pour les habi-

tants d'un autre monde. Simone de Beauvoir est entrée dans ce « fantôme biographique » (« tout sera connu un jour ») : elle a été pour Sartre ce miroir identitaire : elle a donné de lui une image consistante. Mais pourquoi ce besoin vital d'une image ? Pourquoi, dans tant d'interviews, l'écrivain devenu célèbre est-il encore poussé à « prêter ainsi sa biographie et son intimité, à s'exposer aussi dangereusement et dérisoirement sur la place

publique », se demande Buisine. Il répond par une question paradoxale : « Et si être totalement vu dans une complète transparence, être constamment et exhaustivement élucidé et percé à jour par les autres, c'était finalement la seule façon de ne pas être vu, de se rendre invisible ? »

« Est-ce que les autres hommes ont autant de peine à juger de leur visage ? Il me semble que je vois le mien comme je sens mon corps, par une sensation lourde et organique. »

Sartre, avance-t-il, ne se serait exposé que pour mieux s'indétirmer dans le grand espace fusionnel de la communauté humaine, espérant trouver dans

l'accueil collectif le seul substitut tolérable au regard infiniment bienveillant de la mère. Devenir public, ce serait redevenir anonyme, être tellement regardé qu'il n'arrêterait plus le regard et deviendrait enfin « comme les autres ».

L'expérience crucifiante de sa différence, Sartre l'a vécue dans l'adolescence, après le remariage de sa mère, lorsqu'il a pris conscience de sa laideur sous le regard des filles de La Rochelle, promptes à se moquer de « son œil

tre, l'expérience spéculaire est une noyade, car ce qui se reflète dans le miroir, ce qui lui « fait de l'œil » du fond de l'autre matriciel, est un immense mollusque marin qui lui présente l'obscénité de sa propre féminité.

Ainsi Sartre serait celui qui n'a jamais pu se donner forme par l'expérience du miroir, et qui, par conséquent, n'a pu accéder au dispositif symbolique qui produit une image. D'où, montre-t-il ensuite en étudiant les textes de critique d'art de Sartre, son refus de l'image dans la peinture, son rejet de la représentation, son acharnement à ne chercher dans le visible que la présence, ce qui explique, par exemple, sa prédilection pour les mobiles de Calder, qui ne sont l'image de rien, qui sont, physiquement. En définitive, c'est dans la musique seule, dont il a si peu parlé, que Sartre se sent lavé du péché d'exister, car la musique déjoue toute projection identitaire et permet d'échapper aux catégories esthétiques du beau et du laid.

Alain Buisine appartient à cette troisième génération de critiques sartrien qui ne se sent plus tenue de défendre son grand homme, ni de le contester intellectuellement, mais se réjouit de ses aberrations : il voit en Sartre, avec passion, un beau monstre.

► *Laideurs de Sartre*, d'Alain Buisine. Presses universitaires de Lille, coll. « Objet », 164 p., 70 F

#### PUBLICATIONS RÉCENTES

► Ingrid Gelster : *Le Théâtre de Jean-Paul Sartre devant ses premiers critiques*. Jean-Michel Place, Paris/Günter Narr Verlag, Tübingen, 384 p., 190 F. — La première étude minutieusement documentée sur la réception des *Mouches* et de *Huis clos* sous l'occupation allemande. Cette thèse, écrite par une universitaire allemande, conforte dans l'ensemble l'affirmation de Simone de Beauvoir selon laquelle les *Mouches* furent comprises par la jeunesse intellectuelle comme un appel voilé à la résistance.

► *Lectures de Sartre*, textes réunis et présentés par Claude Burgelin. Presses universitaires de Lyon, 340 p., 120 F. — Actes du colloque tenu à Lyon en 1985, avec notamment des contributions d'A. Buisine (« Les mots et les morts »), Ph. Lajeune (« Lectures d'enfances »), S. Doubrovsky (« Une autobiographie visqueuse »), M. Contat (« Pourquoi Sartre n'a pas écrit sur Stendhal »), J. Brunet (« Sartre biographe de Flaubert »), J. Lacarme (« Sartre lecteur de Maupassant »), F. Marmade (« Sartre et Bataille »), G. Idt (« Portraits de Sartre lisant »), J. Colomel (« Sartre et Foucault »).

► *Études sartriennes II-III (Cahiers de sémiotique textuelle 5-6)*, université Paris-X, Publidy, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre, 324 p., 90 F. — La décade de Caray 1979, avec les contributions de M. Rybicka, A. Costes, J. Pecely, G. Bauer, G. Prince, A. Robbe-Grillet, M. Sicard, A. Helbo, M. Issacharoff, J. Pouillon, F. George, P. Aubert, B. Lévy, H. Silvermann, C. Howells, E. Morot-Sir, A. Goldschläger, P. Verstraeten, M. Frank, S. Brice, P. Caws, G. Bollème, J. Leenhardt, F. Gaillard, O. Pucciani, G. Pestureau, T. König, G. Idt.

► *Les Temps modernes* annoncent un prochain numéro spécial consacré à Sartre.



## LE PHILOSOPHE VU D'ANGLETERRE

Tout indique que Sartre, qui a nourri durant sa vie entière un « fantasme biographique », sera avec Simone de Beauvoir un sujet d'élection pour les biographes. Plusieurs livres sont en cours de rédaction, notamment celui de John Gerassi, qui eut pendant les huit dernières années de la vie de l'écrivain des entretiens en vue d'une « biographie autorisée », et celui de Deirdre Bair, qui achève un travail sur Simone de Beauvoir commencé avec elle. En Angleterre paraît à présent la deuxième biographie de Sartre réalisée après sa mort. La première, celle d'Annie Cohen-Solal, parue chez Gallimard, est en cours de traduction dans de nombreux pays. C'est un biographe anglais professionnel, Ronald Hayman, déjà auteur d'un *Nietzsche*, d'un *Kafka*, d'un *Brecht*, d'un *Fassbinder* et d'un *Günter Grass*, qui a écrit en quatre ans pour l'éditeur londonien Weidenfeld and Nicolson ce *Writing against* (Ecrire contre) : *A Biography of Sartre* (487 p.), dont nous traduisons ici un extrait du chapitre final, « Not a Conclusion: Sartre's Continuing Life » (Le destin posthume de Sartre).

**S**i toute sa carrière d'après guerre fut en effet rendue confuse par la difficulté d'être actif, littéraire et politique, non seulement il échoua à résoudre le problème, mais il laissa les deux moitiés de sa vie se séparer de plus en plus. Cependant, son importance réside plus dans cet échec, je crois, que dans aucun de ses succès. Il n'aurait pu se tenir plus fermement aux deux

extrêmes du dilemme : sa principale réussite est dans la trajectoire de sa vie. Indéniablement, il finit dans une position fautive, directeur non maotiste de journaux maotistes, écrivain aveugle collaborant oralement pendant cinq ans avec un talimudiste ex-maotiste à un livre qui ne sera jamais achevé : mais il y a quelque chose d'héroïque dans cette persistance indomptable, dans cette volonté sans bornes de se tromper.

C'est surtout évident dans sa biographie de Flaubert, où il admet bien volontiers la possibilité que ses hypothèses soient fausses : les faits ont peut-être été très différents de ce qu'il raconte. Mais là n'est pas son erreur fondamentale. Il élève un énorme monument à la culture du dix-neuvième siècle, qu'il méprise, alors que son travail repose sur des prémisses qui appartiennent plus à cette culture qu'à la nôtre — à savoir que les mots, la logique et le récit peuvent contenir la vérité entière. Bien qu'à d'autres moments il ait dit du langage ce qu'il avait dit de la nausée — le langage n'est pas en nous, c'est nous qui sommes en lui, — il ne perdait jamais foi en sa capacité à rendre le signifiant transparent et le signifié parfaitement visible.

Durant le dix-neuvième siècle, la biographie tendit à épouser le schéma du roman d'apprentissage : le héros progressait des excès romantiques de la jeunesse à la sagesse et à la maturité. Il tirait la leçon de chaque aventure, de chaque erreur, finissant par conclure une paix honorable avec la société qui l'appréciait et le récompensait. La vie de Sartre fut moins un pèlerinage vers la vérité qu'une série d'aventures intellectuelles et politiques dans lesquelles il s'est énergiquement empêtré en se disputant et d'où il s'est colérousement dépatré. Mais s'il a survécu à lui-même, c'est parce que, tout en vivant sur le mode autobiographique, il est presque parvenu à donner à ses expériences la qualité d'un mythe.

Dans sa conférence sur Kierkegaard, à l'UNESCO, Sartre citait cette remarque du philosophe danois : « *Ma propre non-vérité, je ne peux la découvrir que seul, car elle n'est découverte en effet que quand c'est moi qui la découvre ; avant, elle ne l'est point, le monde entier l'était-il sue.* » Ici, le terme non-vérité indique tout ce qui est prévisible et embrouillé dans la situation dont il part, piégé dans un processus historique. Il ne peut se libérer que par l'expérience de sa vérité subjective.

Avec Nietzsche, Kierkegaard inaugure une phase de la philosophie où vérité et expérience sont entremêlées. Sartre cite Alphonse de Waelhens : « *Cessant d'être une explication à distance, la philosophie (chez Kierkegaard, Nietzsche et Bergson) prétend être désormais une avec l'expérience.* » Il fallait « renoncer à l'idéal de la philosophie science rigoureuse ». Au lieu de vouloir éclairer la vie humaine, la philosophie « aspirait à devenir la vie elle-même dans la pleine conscience d'elle-même ». Sartre fut un philosophe de cette sorte.

Jugée selon les critères de la science rigoureuse et même de la philosophie académique, sa pensée ne résiste pas à l'examen ; mais, comme Kierkegaard et Nietzsche, il a réussi à « se désigner comme un absolu transhistorique » — c'est l'expression qu'il emploie pour Kierkegaard. Sa découverte de sa propre non-vérité fut si complète qu'elle résonne encore dans le monde.

De même que Nietzsche et Kierkegaard, il ne peut être réduit à ce qu'il a écrit (...). Non moins ambitieux que Nietzsche dans les tâches qu'il se fixe — écrire une éthique phénoménologique, prouver que l'histoire a un sens, fonder une morale dialectique, réconcilier la psychanalyse et le marxisme, — il se heurte à l'impossibilité de les accomplir. Mais il n'aurait pu faire ce qu'il a fait s'il avait été réaliste au sujet de ce qu'il pouvait faire.



1970 à Paris : Jean-Paul Sartre sera arrêté pour avoir diffusé après son interdiction, la Cause du peuple, journal de la Gauche prolétarienne.

Professeur de mathématiques, puis ingénieur, Marcel Canetti a décidé à cinquante-deux ans de se consacrer à la réalisation d'un grand projet : réunir des jeunes du monde entier pendant un an, mettre à contribution la jeune génération pour le redressement de la situation du monde. La création de l'association du Chemin des enfants est à la base du projet. Il évoque ici l'importance de la jeunesse, les raisons et la volonté de son espoir d'une autre société.



## UN SEUL

— Assez ! dites-vous : on n'écoute pas la jeunesse ! Les enfants ne sont-ils pas rois ?

— Oui ; les enfants sont rois. Certains ont tout ; sauf l'essentiel : l'avenir devant eux. J'ai l'impression qu'on leur donne tout parce qu'ils n'ont pas grand-chose à attendre de la vie. Ils seront rois véritablement quand ils pourront s'interroger ; interroger leur avenir. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

— Quel sort est fait à la jeunesse ?

— Les enfants sont victimes d'une imposture. L'impression de sécurité qu'a un enfant à qui l'on donne la main est trompeuse. Si l'on est incapable d'assurer la sécurité des enfants que l'on met au monde, au moins doit-on les en informer pour qu'ils ne s'abandonnent pas dans la confiance et l'insouciance. Aux petits d'aujourd'hui les parents ne font rien croire. Quant aux jeunes, ils doivent s'intégrer dans un monde glacial qu'ils n'ont pas choisi et sur lequel ils ont l'impression de ne rien pouvoir. Il s'ensuit le désespoir qui conduit à la drogue, à la violence et au vandalisme, et l'on réprime plutôt que de chercher à redonner l'espoir.

— C'est l'état de crise du monde actuel qui vous a amené à réfléchir au rôle de la jeunesse ?

— Oui, l'état du monde se dégrade chaque jour. Le monde d'aujourd'hui est sur l'exact pro-

longement de celui d'il y a vingt ans. Et dans vingt ans, si une rupture du contrat de tacite reconduction n'intervient pas, il sera sur la même voie, plus loin encore. Les courbes de la désertification, de la surpopulation, de la misère, de l'armement vont toutes dans le même sens. Rien n'indique un renversement de la tendance.

— Les conflits en cours sont pour la plupart sans solution. Des deux côtés sont des gens sincères. La situation fait penser à un tunnel sans issue. Les jeunes doivent être mis à contribution, car eux seuls n'y sont pas engagés. Par ailleurs, les jeunes sont plus proches des adultes que les adultes des adultes. La structure de la société est de type stratifié. C'est à une couche de la société plus qu'à un état qu'il appartient de redresser la situation.

— Quelles sont les raisons de l'isolement des jeunes ?

— Les jeunes se sentent isolés parce qu'ils entrent séparément dans le monde adulte dans lequel, au mieux, ils peuvent se fondre. Si les nouveaux arrivants veulent transformer l'atmosphère qui règne dans une classe ils doivent y arriver groupés, et dans un même état d'esprit. Fournir à un certain nombre de jeunes la possibilité de créer ensemble cet état d'esprit et rapprocher ainsi l'homme de sa vocation est l'objectif du « chemin des enfants ».







## échecs

N° 1209

### FEUX CROISÉS

(Tournoi de la Ligue  
ouest-allemande, 1986)  
Blancs : E. LORRION (Sollingen)  
Noirs : H. LALAS (Sindelfingen)  
Partie espagnole.

1. d4 d5 2. Cf3 Cf6 3. Fc4 Fc7 4. Fd3 Fd7 5. e4 e5 6. f4 f5 7. g4 g5 8. h4 h5 9. g3 g4 10. f3 f4 11. e3 e4 12. d3 d4 13. c3 c4 14. b3 b4 15. a3 a4 16. a2 a3 17. b2 b3 18. c2 c3 19. d2 d3 20. e2 e3 21. f2 f3 22. g2 g3 23. h2 h3 24. g1 g2 25. f1 f2 26. e1 e2 27. d1 d2 28. c1 c2 29. b1 b2 30. a1 a2 31. a2 a3 32. b2 b3 33. c3 c4 34. d4 d5 35. e5 e6 36. f6 f7 37. g7 g8 38. h8 h7 39. g8 g7 40. f7 f6 41. e6 e5 42. d5 d4 43. c4 c3 44. b3 b2 45. a2 a1 46. a1 a2 47. b2 b3 48. c3 c4 49. d4 d5 50. e5 e6 51. f6 f7 52. g7 g8 53. h8 h7 54. g8 g7 55. f7 f6 56. e6 e5 57. d5 d4 58. c4 c3 59. b3 b2 60. a2 a1 61. a1 a2 62. b2 b3 63. c3 c4 64. d4 d5 65. e5 e6 66. f6 f7 67. g7 g8 68. h8 h7 69. g8 g7 70. f7 f6 71. e6 e5 72. d5 d4 73. c4 c3 74. b3 b2 75. a2 a1 76. a1 a2 77. b2 b3 78. c3 c4 79. d4 d5 80. e5 e6 81. f6 f7 82. g7 g8 83. h8 h7 84. g8 g7 85. f7 f6 86. e6 e5 87. d5 d4 88. c4 c3 89. b3 b2 90. a2 a1 91. a1 a2 92. b2 b3 93. c3 c4 94. d4 d5 95. e5 e6 96. f6 f7 97. g7 g8 98. h8 h7 99. g8 g7 100. f7 f6 101. e6 e5 102. d5 d4 103. c4 c3 104. b3 b2 105. a2 a1 106. a1 a2 107. b2 b3 108. c3 c4 109. d4 d5 110. e5 e6 111. f6 f7 112. g7 g8 113. h8 h7 114. g8 g7 115. f7 f6 116. e6 e5 117. d5 d4 118. c4 c3 119. b3 b2 120. a2 a1 121. a1 a2 122. b2 b3 123. c3 c4 124. d4 d5 125. e5 e6 126. f6 f7 127. g7 g8 128. h8 h7 129. g8 g7 130. f7 f6 131. e6 e5 132. d5 d4 133. c4 c3 134. b3 b2 135. a2 a1 136. a1 a2 137. b2 b3 138. c3 c4 139. d4 d5 140. e5 e6 141. f6 f7 142. g7 g8 143. h8 h7 144. g8 g7 145. f7 f6 146. e6 e5 147. d5 d4 148. c4 c3 149. b3 b2 150. a2 a1 151. a1 a2 152. b2 b3 153. c3 c4 154. d4 d5 155. e5 e6 156. f6 f7 157. g7 g8 158. h8 h7 159. g8 g7 160. f7 f6 161. e6 e5 162. d5 d4 163. c4 c3 164. b3 b2 165. a2 a1 166. a1 a2 167. b2 b3 168. c3 c4 169. d4 d5 170. e5 e6 171. f6 f7 172. g7 g8 173. h8 h7 174. g8 g7 175. f7 f6 176. e6 e5 177. d5 d4 178. c4 c3 179. b3 b2 180. a2 a1 181. a1 a2 182. b2 b3 183. c3 c4 184. d4 d5 185. e5 e6 186. f6 f7 187. g7 g8 188. h8 h7 189. g8 g7 190. f7 f6 191. e6 e5 192. d5 d4 193. c4 c3 194. b3 b2 195. a2 a1 196. a1 a2 197. b2 b3 198. c3 c4 199. d4 d5 200. e5 e6 201. f6 f7 202. g7 g8 203. h8 h7 204. g8 g7 205. f7 f6 206. e6 e5 207. d5 d4 208. c4 c3 209. b3 b2 210. a2 a1 211. a1 a2 212. b2 b3 213. c3 c4 214. d4 d5 215. e5 e6 216. f6 f7 217. g7 g8 218. h8 h7 219. g8 g7 220. f7 f6 221. e6 e5 222. d5 d4 223. c4 c3 224. b3 b2 225. a2 a1 226. a1 a2 227. b2 b3 228. c3 c4 229. d4 d5 230. e5 e6 231. f6 f7 232. g7 g8 233. h8 h7 234. g8 g7 235. f7 f6 236. e6 e5 237. d5 d4 238. c4 c3 239. b3 b2 240. a2 a1 241. a1 a2 242. b2 b3 243. c3 c4 244. d4 d5 245. e5 e6 246. f6 f7 247. g7 g8 248. h8 h7 249. g8 g7 250. f7 f6 251. e6 e5 252. d5 d4 253. c4 c3 254. b3 b2 255. a2 a1 256. a1 a2 257. b2 b3 258. c3 c4 259. d4 d5 260. e5 e6 261. f6 f7 262. g7 g8 263. h8 h7 264. g8 g7 265. f7 f6 266. e6 e5 267. d5 d4 268. c4 c3 269. b3 b2 270. a2 a1 271. a1 a2 272. b2 b3 273. c3 c4 274. d4 d5 275. e5 e6 276. f6 f7 277. g7 g8 278. h8 h7 279. g8 g7 280. f7 f6 281. e6 e5 282. d5 d4 283. c4 c3 284. b3 b2 285. a2 a1 286. a1 a2 287. b2 b3 288. c3 c4 289. d4 d5 290. e5 e6 291. f6 f7 292. g7 g8 293. h8 h7 294. g8 g7 295. f7 f6 296. e6 e5 297. d5 d4 298. c4 c3 299. b3 b2 300. a2 a1 301. a1 a2 302. b2 b3 303. c3 c4 304. d4 d5 305. e5 e6 306. f6 f7 307. g7 g8 308. h8 h7 309. g8 g7 310. f7 f6 311. e6 e5 312. d5 d4 313. c4 c3 314. b3 b2 315. a2 a1 316. a1 a2 317. b2 b3 318. c3 c4 319. d4 d5 320. e5 e6 321. f6 f7 322. g7 g8 323. h8 h7 324. g8 g7 325. f7 f6 326. e6 e5 327. d5 d4 328. c4 c3 329. b3 b2 330. a2 a1 331. a1 a2 332. b2 b3 333. c3 c4 334. d4 d5 335. e5 e6 336. f6 f7 337. g7 g8 338. h8 h7 339. g8 g7 340. f7 f6 341. e6 e5 342. d5 d4 343. c4 c3 344. b3 b2 345. a2 a1 346. a1 a2 347. b2 b3 348. c3 c4 349. d4 d5 350. e5 e6 351. f6 f7 352. g7 g8 353. h8 h7 354. g8 g7 355. f7 f6 356. e6 e5 357. d5 d4 358. c4 c3 359. b3 b2 360. a2 a1 361. a1 a2 362. b2 b3 363. c3 c4 364. d4 d5 365. e5 e6 366. f6 f7 367. g7 g8 368. h8 h7 369. g8 g7 370. f7 f6 371. e6 e5 372. d5 d4 373. c4 c3 374. b3 b2 375. a2 a1 376. a1 a2 377. b2 b3 378. c3 c4 379. d4 d5 380. e5 e6 381. f6 f7 382. g7 g8 383. h8 h7 384. g8 g7 385. f7 f6 386. e6 e5 387. d5 d4 388. c4 c3 389. b3 b2 390. a2 a1 391. a1 a2 392. b2 b3 393. c3 c4 394. d4 d5 395. e5 e6 396. f6 f7 397. g7 g8 398. h8 h7 399. g8 g7 400. f7 f6 401. e6 e5 402. d5 d4 403. c4 c3 404. b3 b2 405. a2 a1 406. a1 a2 407. b2 b3 408. c3 c4 409. d4 d5 410. e5 e6 411. f6 f7 412. g7 g8 413. h8 h7 414. g8 g7 415. f7 f6 416. e6 e5 417. d5 d4 418. c4 c3 419. b3 b2 420. a2 a1 421. a1 a2 422. b2 b3 423. c3 c4 424. d4 d5 425. e5 e6 426. f6 f7 427. g7 g8 428. h8 h7 429. g8 g7 430. f7 f6 431. e6 e5 432. d5 d4 433. c4 c3 434. b3 b2 435. a2 a1 436. a1 a2 437. b2 b3 438. c3 c4 439. d4 d5 440. e5 e6 441. f6 f7 442. g7 g8 443. h8 h7 444. g8 g7 445. f7 f6 446. e6 e5 447. d5 d4 448. c4 c3 449. b3 b2 450. a2 a1 451. a1 a2 452. b2 b3 453. c3 c4 454. d4 d5 455. e5 e6 456. f6 f7 457. g7 g8 458. h8 h7 459. g8 g7 460. f7 f6 461. e6 e5 462. d5 d4 463. c4 c3 464. b3 b2 465. a2 a1 466. a1 a2 467. b2 b3 468. c3 c4 469. d4 d5 470. e5 e6 471. f6 f7 472. g7 g8 473. h8 h7 474. g8 g7 475. f7 f6 476. e6 e5 477. d5 d4 478. c4 c3 479. b3 b2 480. a2 a1 481. a1 a2 482. b2 b3 483. c3 c4 484. d4 d5 485. e5 e6 486. f6 f7 487. g7 g8 488. h8 h7 489. g8 g7 490. f7 f6 491. e6 e5 492. d5 d4 493. c4 c3 494. b3 b2 495. a2 a1 496. a1 a2 497. b2 b3 498. c3 c4 499. d4 d5 500. e5 e6 501. f6 f7 502. g7 g8 503. h8 h7 504. g8 g7 505. f7 f6 506. e6 e5 507. d5 d4 508. c4 c3 509. b3 b2 510. a2 a1 511. a1 a2 512. b2 b3 513. c3 c4 514. d4 d5 515. e5 e6 516. f6 f7 517. g7 g8 518. h8 h7 519. g8 g7 520. f7 f6 521. e6 e5 522. d5 d4 523. c4 c3 524. b3 b2 525. a2 a1 526. a1 a2 527. b2 b3 528. c3 c4 529. d4 d5 530. e5 e6 531. f6 f7 532. g7 g8 533. h8 h7 534. g8 g7 535. f7 f6 536. e6 e5 537. d5 d4 538. c4 c3 539. b3 b2 540. a2 a1 541. a1 a2 542. b2 b3 543. c3 c4 544. d4 d5 545. e5 e6 546. f6 f7 547. g7 g8 548. h8 h7 549. g8 g7 550. f7 f6 551. e6 e5 552. d5 d4 553. c4 c3 554. b3 b2 555. a2 a1 556. a1 a2 557. b2 b3 558. c3 c4 559. d4 d5 560. e5 e6 561. f6 f7 562. g7 g8 563. h8 h7 564. g8 g7 565. f7 f6 566. e6 e5 567. d5 d4 568. c4 c3 569. b3 b2 570. a2 a1 571. a1 a2 572. b2 b3 573. c3 c4 574. d4 d5 575. e5 e6 576. f6 f7 577. g7 g8 578. h8 h7 579. g8 g7 580. f7 f6 581. e6 e5 582. d5 d4 583. c4 c3 584. b3 b2 585. a2 a1 586. a1 a2 587. b2 b3 588. c3 c4 589. d4 d5 590. e5 e6 591. f6 f7 592. g7 g8 593. h8 h7 594. g8 g7 595. f7 f6 596. e6 e5 597. d5 d4 598. c4 c3 599. b3 b2 600. a2 a1 601. a1 a2 602. b2 b3 603. c3 c4 604. d4 d5 605. e5 e6 606. f6 f7 607. g7 g8 608. h8 h7 609. g8 g7 610. f7 f6 611. e6 e5 612. d5 d4 613. c4 c3 614. b3 b2 615. a2 a1 616. a1 a2 617. b2 b3 618. c3 c4 619. d4 d5 620. e5 e6 621. f6 f7 622. g7 g8 623. h8 h7 624. g8 g7 625. f7 f6 626. e6 e5 627. d5 d4 628. c4 c3 629. b3 b2 630. a2 a1 631. a1 a2 632. b2 b3 633. c3 c4 634. d4 d5 635. e5 e6 636. f6 f7 637. g7 g8 638. h8 h7 639. g8 g7 640. f7 f6 641. e6 e5 642. d5 d4 643. c4 c3 644. b3 b2 645. a2 a1 646. a1 a2 647. b2 b3 648. c3 c4 649. d4 d5 650. e5 e6 651. f6 f7 652. g7 g8 653. h8 h7 654. g8 g7 655. f7 f6 656. e6 e5 657. d5 d4 658. c4 c3 659. b3 b2 660. a2 a1 661. a1 a2 662. b2 b3 663. c3 c4 664. d4 d5 665. e5 e6 666. f6 f7 667. g7 g8 668. h8 h7 669. g8 g7 670. f7 f6 671. e6 e5 672. d5 d4 673. c4 c3 674. b3 b2 675. a2 a1 676. a1 a2 677. b2 b3 678. c3 c4 679. d4 d5 680. e5 e6 681. f6 f7 682. g7 g8 683. h8 h7 684. g8 g7 685. f7 f6 686. e6 e5 687. d5 d4 688. c4 c3 689. b3 b2 690. a2 a1 691. a1 a2 692. b2 b3 693. c3 c4 694. d4 d5 695. e5 e6 696. f6 f7 697. g7 g8 698. h8 h7 699. g8 g7 700. f7 f6 701. e6 e5 702. d5 d4 703. c4 c3 704. b3 b2 705. a2 a1 706. a1 a2 707. b2 b3 708. c3 c4 709. d4 d5 710. e5 e6 711. f6 f7 712. g7 g8 713. h8 h7 714. g8 g7 715. f7 f6 716. e6 e5 717. d5 d4 718. c4 c3 719. b3 b2 720. a2 a1 721. a1 a2 722. b2 b3 723. c3 c4 724. d4 d5 725. e5 e6 726. f6 f7 727. g7 g8 728. h8 h7 729. g8 g7 730. f7 f6 731. e6 e5 732. d5 d4 733. c4 c3 734. b3 b2 735. a2 a1 736. a1 a2 737. b2 b3 738. c3 c4 739. d4 d5 740. e5 e6 741. f6 f7 742. g7 g8 743. h8 h7 744. g8 g7 745. f7 f6 746. e6 e5 747. d5 d4 748. c4 c3 749. b3 b2 750. a2 a1 751. a1 a2 752. b2 b3 753. c3 c4 754. d4 d5 755. e5 e6 756. f6 f7 757. g7 g8 758. h8 h7 759. g8 g7 760. f7 f6 761. e6 e5 762. d5 d4 763. c4 c3 764. b3 b2 765. a2 a1 766. a1 a2 767. b2 b3 768. c3 c4 769. d4 d5 770. e5 e6 771. f6 f7 772. g7 g8 773. h8 h7 774. g8 g7 775. f7 f6 776. e6 e5 777. d5 d4 778. c4 c3 779. b3 b2 780. a2 a1 781. a1 a2 782. b2 b3 783. c3 c4 784. d4 d5 785. e5 e6 786. f6 f7 787. g7 g8 788. h8 h7 789. g8 g7 790. f7 f6 791. e6 e5 792. d5 d4 793. c4 c3 794. b3 b2 795. a2 a1 796. a1 a2 797. b2 b3 798. c3 c4 799. d4 d5 800. e5 e6 801. f6 f7 802. g7 g8 803. h8 h7 804. g8 g7 805. f7 f6 806. e6 e5 807. d5 d4 808. c4 c3 809. b3 b2 810. a2 a1 811. a1 a2 812. b2 b3 813. c3 c4 814. d4 d5 815. e5 e6 816. f6 f7 817. g7 g8 818. h8 h7 819. g8 g7 820. f7 f6 821. e6 e5 822. d5 d4 823. c4 c3 824. b3 b2 825. a2 a1 826. a1 a2 827. b2 b3 828. c3 c4 829. d4 d5 830. e5 e6 831. f6 f7 832. g7 g8 833. h8 h7 834. g8 g7 835. f7 f6 836. e6 e5 837. d5 d4 838. c4 c3 839. b3 b2 840. a2 a1 841. a1 a2 842. b2 b3 843. c3 c4 844. d4 d5 845. e5 e6 846. f6 f7 847. g7 g8 848. h8 h7 849. g8 g7 850. f7 f6 851. e6 e5 852. d5 d4 853. c4 c3 854. b3 b2 855. a2 a1 856. a1 a2 857. b2 b3 858. c3 c4 859. d4 d5 860. e5 e6 861. f6 f7 862. g7 g8 863. h8 h7 864. g8 g7 865. f7 f6 866. e6 e5 867. d5 d4 868. c4 c3 869. b3 b2 870. a2 a1 871. a1 a2 872. b2 b3 873. c3 c4 874. d4 d5 875. e5 e6 876. f6 f7 877. g7 g8 878. h8 h7 879. g8 g7 880. f7 f6 881. e6 e5 882. d5 d4 883. c4 c3 884. b3 b2 885. a2 a1 886. a1 a2 887. b2 b3 888. c3 c4 889. d4 d5 890. e5 e6 891. f6 f7 892. g7 g8 893. h8 h7 894. g8 g7 895. f7 f6 896. e6 e5 897. d5 d4 898. c4 c3 899. b3 b2 900. a2 a1 901. a1 a2 902. b2 b3 903. c3 c4 904. d4 d5 905. e5 e6 906. f6 f7 907. g7 g8 908. h8 h7 909. g8 g7 910. f7 f6 911. e6 e5 912. d5 d4 913. c4 c3 914. b3 b2 915. a2 a1 916. a1 a2 917. b2 b3 918. c3 c4 919. d4 d5 920. e5 e6 921. f6 f7 922. g7 g8 923. h8 h7 924. g8 g7 925. f7 f6 926. e6 e5 927. d5 d4 928. c4 c3 929. b3 b2 930. a2 a1 931. a1 a2 932. b2 b3 933. c3 c4 934. d4 d5 935. e5 e6 936. f6 f7 937. g7 g8 938. h8 h7 939. g8 g7 940. f7 f6 941. e6 e5 942. d5 d4 943. c4 c3 944. b3 b2 945. a2 a1 946. a1 a2 947. b2 b3 948. c3 c4 949. d4 d5 950. e5 e6 951. f6 f7 952. g7 g8 953. h8 h7 954. g8 g7 955. f7 f6 956. e6 e5 957. d5 d4 958. c4 c3 959. b3 b2 960. a2 a1 961. a1 a2 962. b2 b3 963. c3 c4 964. d4 d5 965. e5 e6 966. f6 f7 967. g7 g8 968. h8 h7 969. g8 g7 970. f7 f6 971. e6 e5 972. d5 d4 973. c4 c3 974. b3 b2 975. a2 a1 976. a1 a2 977. b2 b3 978. c3 c4 979. d4 d5 980. e5 e6 981. f6 f7 982. g7 g8 983. h8 h7 984. g8 g7 985. f7 f6 986. e6 e5 987. d5 d4 988. c4 c3 989. b3 b2 990. a2 a1 991. a1 a2 992. b2 b3 993. c3 c4 994. d4 d5 995. e5 e6 996. f6 f7 997. g7 g8 998. h8 h7 999. g8 g7 1000. f7 f6 1001. e6 e5 1002. d5 d4 1003. c4 c3 1004. b3 b2 1005. a2 a1 1006. a1 a2 1007. b2 b3 1008. c3 c4 1009. d4 d5 1010. e5 e6 1011. f6 f7 1012. g7 g8 1013. h8 h7 1014. g8 g7 1015. f7 f6 1016. e6 e5 1017. d5 d4 1018. c4 c3 1019. b3 b2 1020. a2 a1 1021. a1 a2 1022. b2 b3 1023. c3 c4 1024. d4 d5 1025. e5 e6 1026. f6 f7 1027. g7 g8 1028. h8 h7 1029. g8 g7 1030. f7 f6 1031. e6 e5 1032. d5 d4 1033. c4 c3 1034. b3 b2 1035. a2 a1 1036. a1 a2 1037. b2 b3 1038. c3 c4 1039. d4 d5 1040. e5 e6 1041. f6 f7 1042. g7 g8 1043. h8 h7 1044. g8 g7 1045. f7 f6 1046. e6 e5 1047. d5 d4 1048. c4 c3 1049. b3 b2 1050. a2 a1 1051. a1 a2 1052. b2 b3 1053. c3 c4 1054. d4 d5 1055. e5 e6 1056. f6 f7 1057. g7 g8 1058. h8 h7 1059. g8 g7 1060. f7 f6 1061. e6 e5 1062. d5 d4 1063. c4 c3 1064. b3 b2 1065. a2 a1 1066. a1 a2 1067. b2 b3 1068. c3 c4 1069. d4 d5 1070. e5 e6 1071. f6 f7 1072. g7 g8 1073. h8 h7 1074. g8 g7 1075. f7 f6 1076. e6 e5 1077. d5 d4 1078. c4 c3 1079. b3 b2 1080. a2 a1 1081. a1 a2 1082. b2 b3 1083. c3 c4 1084. d4 d5 1085. e5 e6 1086. f6 f7 1087. g7 g8 1088. h8 h7 1089. g8 g7 1090. f7 f6 1091. e6 e5 1092. d5 d4 1093. c4 c3 1094. b3 b2 1095. a2 a1 1096. a1 a2 1097. b2 b3 1098. c3 c4 1099. d4 d5 1100. e5 e6 1101. f6 f7 1102. g7 g8 1103. h8 h7 1104. g8 g7 1105. f7 f6 1106. e6 e5 1107. d5 d4 1108. c4 c3 1109. b3 b2 1110. a2 a1 1111. a1 a2 1112. b2 b3 1113. c3 c4 1114. d4 d5 1115. e5 e6 1116. f6 f7 1117. g7 g8 1118. h8 h7 1119. g8 g7 1120. f7 f6 1121. e6 e5 1122. d5 d4 1123. c4 c3 1124. b3 b2 1125. a2 a1 1126. a1 a2 1127. b2 b3 1128. c3 c4 1129. d4 d5 1130. e5 e6 1131. f6 f7 1132. g7 g8 1133. h8 h7 1134. g8 g7 1135. f7 f6 1136. e6 e5 1137. d5 d4 1138. c4 c3 1139. b3 b2 1140. a2 a1 1141. a1 a2 1142. b2 b3 1143. c3 c4 1144. d4 d5 1145. e5 e6 1146. f6 f7 1147. g7 g8 1148. h8 h7 1149. g8 g7 1150. f7 f6 1151. e6 e5 1152. d5 d4 1153. c4 c3 1154. b3 b2 1155. a2 a1 1156. a1 a2 1157. b2 b3 1158. c3 c4 1159. d4 d5 1160. e5 e6 1161. f6 f7 1162. g7 g8 1163. h8 h7 1164. g8 g7 1165. f7 f6 1166. e6 e5 1167. d5 d4 1168. c4 c3 1169. b3 b2 1170. a2 a1 1171. a1 a2 1172. b2 b3 1173. c3 c4 1174. d4 d5 1175. e5 e6 1176. f6 f7 1177. g7 g8 1178. h8 h7 1179. g8 g7 1180. f7 f6 1181. e6 e5 1182. d5 d4 1183. c4 c3 1184. b3 b2 1185. a2 a1 1186. a1 a2 1187. b2 b3 1188. c3 c4 1189. d4 d5 1190. e5 e6 1191. f6 f7 1192. g7 g8 1193. h8 h7 1194. g8 g7 1195. f7 f6 1196. e6 e5 1197. d5 d4 1198. c4 c3 1199. b3 b2 1200. a2 a1 1201. a1 a2 1202. b2 b3 1203. c3 c4 1204. d4 d5 1205. e5 e6 1206. f6 f7 1207. g7 g8 1208. h8 h7 1209. g8 g7 1210. f7 f6 1211. e6 e5 1212. d5 d4 1213. c4 c3 1214. b3 b2 1215. a2 a1 1216. a1 a2 1217. b2 b3 1218. c3 c4 1219. d4 d5 1220. e5 e6 1221. f6 f7 1222. g7 g8 1223. h8 h7 1224. g8 g7 1225. f7 f6 1226. e6 e5 1227. d5 d4 1228. c4 c3 1229. b3 b2 1230. a2 a1 1231. a1 a2 1232. b2 b3 1233. c3 c4 1234. d4 d5 1235. e5 e6 1236. f6 f7 1237. g7 g8 1238. h8 h7 1239. g8 g7 1240. f7 f6 1241. e6 e5 1242. d5 d4 1243. c4 c3 1244. b3 b2 1245. a2 a1 1246. a1 a2 1247. b2 b3 1248. c3 c4 1249. d4 d5 1250. e5 e6 1251. f6 f7 1252. g7 g8 1253. h8 h7 1254. g8 g7 1255. f7 f6 1256. e6 e5 1257. d5 d4 1258. c4 c3 1259. b3 b2 1260. a2 a1 1261. a1 a2 1262. b2 b3 1263. c3 c4 1264. d4 d5 1265. e5 e6 1266. f6 f7 1267. g7 g8 1268. h8 h7 1269. g8 g7 1270. f7 f6 1271. e6 e5 1272. d5 d4 1273. c4 c3 1274. b3 b2 1275. a2 a1 1276. a1 a2 1277. b2 b3 1278. c3 c4 1279. d4 d5 1280. e5 e6 1281. f6 f7 1282. g7 g8 1283. h8 h7 1284. g8 g7 1285. f7 f6 1286. e6 e5 1287. d5 d4 1288. c4 c3 1289. b3 b2 1290. a2 a1 1291. a1 a2 1292. b2 b3 1293. c3 c4 1294. d4 d5 1295. e5 e6 1296. f6 f7 1297. g7 g8 1298. h8 h7 1299. g8 g7 1300. f7 f6 1301. e6 e5 1302. d5 d4 1303. c4 c3 1304. b3 b2 1305. a2 a1 1306. a1 a2 1307. b2 b3 1308. c3 c4 1309. d4 d5 1310. e5 e6 1311. f6 f7 1312. g7 g8 1313. h8 h7 1314. g8 g7 1315. f7 f6 1316. e6 e5 1317. d5 d4 1318.



AUTOUR D'UN PLAT

LE GIGOT

QUAND le gigot parait au milieu de la table, Fleurant l'ail et couché sur un lit respectable De joyeux haricots, L'on se sent beaucoup mieux, un charme vous pénètre...

Mais, cher Raoul Ponchon, me récitant vos vers, je me demande : « Où sont les gigots d'antan ? » Car, vous disiez les restaurateurs, qui n'ont pas bonne conscience : « C'est un plat de famille, un plat pour la maison ! » Seulement, comme aujourd'hui, trop souvent, à la maison on n'a plus le temps de préparer un gigot, celui-ci est devenu une rareté, presque un mythe !

Dans son roman *Les Cœurs battants*, Denise Fabre écrit : « On ne l'avait pas renoncé au gigot traditionnel. Pour son patron qui aimait la cuisine bourgeoise, Jules avait préparé un déjeuner plus raffiné : la salade de la mer, la fondue de ris de veau au miel, n'étaient

que chichis pour estomacs maniérés, mais il s'agissait d'éblouir les invités. »

Les restaurateurs d'aujourd'hui sont comme le cuisinier d'oncle Charles : ils méprisent cet humble et merveilleux gigot des familles. Remarquons en passant que l'auteur, Denise Fabre, oubliée que, par mari interposé, elle est aussi restauratrice. Il ne figure pas de gigot à la carte du *Manoir de Paris* ni de la *Ferme de Saint-Simon* (de très bonnes maisons, au demeurant).

Il est deux sortes de gigots : d'agneau (animal ayant déjà broché, abattu vers trois ou quatre mois) et de mouton (animal plus vieux, de goût plus fort et mieux apprécié des amateurs, du moins dans certaines recettes). Moutons et agneaux doivent avoir les reins larges, la graisse blanche ou d'un jaune très clair, la chair brillante et de grain serré (plus claire pour l'agneau), les os légers et minces. Leurs gigots doivent être arrondis et

courts. On achètera des gigots raccourcis (c'est-à-dire séparés de la selle). L'erreur est souvent de piquer d'ail la souris (située près du manche), alors que mieux vaut la frotter longuement d'ail (après avoir demandé au boucher d'enlever la membrane qui recouvre le chair).

La coupe, à présent : procéder parallèlement à l'os, et le sang s'écoulera moins, les tranches seront en même temps cuites à point, rosées et rouges... On peut aussi découper en tranches perpendiculaires à l'os, en biais, faisant ainsi la viande plus tendre et de cuisson dégradée.

Permettez-moi deux suggestions : avant le rôtissage, piquez le gigot à l'aide d'une seringue hypodermique d'un peu d'eau-de-vie (calvados pour un animal venu de Normandie ; armagnac, pour un gigot de Pauillac ; marc pour une bête des Hautes-Alpes). Et aussi, lorsque vous voudrez varier, cuisez-le à la ficelle, rosé, et servez-le avec les légumes du pot et un fastueux aloi : une merveille !

Denise Fabre est gourmande : elle entraîne ses personnages dans de bonnes maisons parisiennes : *La Cantine des gourmets*, le *Petit Bedon*... Et chez Lipp. Cela me conduit à signaler le gigot (plat du jour du samedi) de Lipp, justement, qui est une institution. Car, répétons-le en le leur reprochant, les restaurateurs refusent de mettre le gigot à leur carte (ou alors il s'agit d'une tranche de gigot cuite détachée, ce qui n'est nullement comparable !). Avec l'exception que l'on sait : chez Georges (273, boulevard Perceval, tél. : 45-74-31-00), où le gigot fait quotidiennement partie des « quatre grands », tranché devant vous, abondamment, superbement, accompagné des flageolets indispensables. Quelle fête !

Ainsi mange-t-on par pure gourmandise. Et machinalement, comme une friandise, Sans mesure, sans fin !

LA REYMÈRE

VACANCES-VOYAGES

**HÔTELS**

**Côte d'Azur**

**06500 MENTON**  
HOTEL DU PARC \*\*\*  
Tél. : 93-57-66-66. Près mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réposée. Déjeuner sur demande.

**NICE**  
**LA MALMAISON et VICTORIA**  
2 hôtels de 3 \*\*\* - MAPOTEL  
Restaurant à LA MALMAISON  
Grand confort, chambre TV couleur.  
Tél. direct. Mini bar.  
Quartier résidentiel plein centre ville.  
48 ou 53, boulevard Victor-Hugo,  
06000 NICE.  
Tél. 93-87-82-86 ou 93-88-39-68.

**HOTEL GOUNOD \*\*\***  
Grand confort, service prévenant, central, tranquille, agréable, garage.  
Tél. 93-88-26-26.

**Montagne**

**AURON**  
A 90 km de NICE  
Hôtel du Pilon \*\*\*  
Affaire de famille. Confortable et agréable. Piscine et pétanque.  
Tél. 93-23-60-15.

**06490 SAINT-VÉRYAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste. Séd. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.  
**LE VILLARD**  
Chamb. et duplex + cuisine. dep. 450 F pers./sem. Tél. 92-45-82-88.

**BEAUREGARD**  
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-82-82.

**73450 VALLONNE**  
**MAISON FAMILIALE**  
« LES FENESTRELLES »  
Grand confort. Situé à 100 m des pistes, 1500 m d'altitude. Chambres avec a. de bains et w.c.  
Renseignements :  
**CENTRE LOISIRS PLEIN AIR**  
UFCV 28, rue d'Angleterie  
BP 19, 59085 LILLE CEDEX  
Tél. (03) 20-51-22-96

**Provence**

**ROUSSILLON - 84220 GORGES**  
Vos vacances d'hiver dans le petit hôtel de charme du Luberon. Haut confort. Cuisine gourmande. Promenades. Équitation. Séjours et week-ends.  
**MAS DE GARRIGON \*\*\***  
Tél. 90-45-63-22

**Italie**

**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE**  
ET DES ARTISTES  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.  
Tél. : 41-11-50 FENICE I.  
Directeur : Dante Apollonio.

**Suisse**

**LEYSEN (Alpes vaudoises)**  
1300-2200 m, à 4 h 30 de Paris par TGV. Station familiale et sportive. Climat vivifiant réparti. Massif isolé. Ski 18 km. Pêche. Gratin. Promenades. Qualité + accueil suisses à prix avant. malgré change : forfait ski 81, dès 420 FS (env. 1680 FF).  
Renseignements et offres :  
**OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSSEN.**  
Tél. : 19-41/25/34-22-44.

**HOTEL CENTRAL-RÉSIDENTE \*\*\***  
Situé, plein sud, vue incomparable sur les Alpes. 100 ch. dern. conf., bar, restaurant, carnotzet, disco, piscine couv., sauna, fitness. Sem. for. sport d'hiv. famille 1610 FS, 2 adultes/1 enfant en 1/2 pens. Tél. 19-41/25/34-13-11, CH-1854 LEYSSEN.

**HOTEL LE RELAIS \*\*\*\***  
Confort. Situation centrale. Excellente cuisine. Demi-pens. dès 280 FF par jour. Tél. 19-41/25/34-24-24, CH-1854 LEYSSEN.

**HOTEL MONT-RIANT \*\*\***  
Vacances stimulantes. 40 lits. Confort, ascenseur. Accueil chaleureux. Soins personnalisés. Cuis. haute qualité.  
Pens. compl. 60 à 80 FS, selon chambre et période (240 à 320 FF).  
Tél. 19-41/25/34-13-35, CH-1854 LEYSSEN.

**HOTEL PAIX - VIEUX PAYS \*\***  
A 1 min. gpe. Le charme d'un chalet suisse, conf., familial, tranquille et gourmand. Vue. Ski. Chang. air.  
7 jours 1/2 pens. 1500 FF (lavabo), 1960 FF (douche, w.c.).  
Tél. 19-41/25/34-13-75, CH-1854 LEYSSEN.

**TOURISME**

**STAGES DE SKI DE FOND, RANDO**  
**HOTEL LA MAISON DE GAUDISSART**  
05390 MOLINES-EN-QUEYRAS  
Tél. (04) 92-45-83-29 ou 92-45-83-88.

Célébration du Saint-Pourçain

C'EST sans doute le plus vieux vin de France puis- que les Phéniciens l'implantèrent ici voici plus de deux mille cinq cents ans. Sur les coteaux surplombant la Boule, petit affluent de la Sioule, ils venaient de fonder la colonie de Chantelle. Ensuite vinrent les Romains, qui continuèrent la culture de la vigne et au dix-huitième siècle le vignoble atteignit 8 000 hectares.

Aujourd'hui, le vignoble de Saint-Pourçain s'étend sur dix-neuf communes de l'Allier, produisant des vins blancs (cépages sacy - local - chardonnay, sauvignon et aligoté) et des rouges (cépages gamay et pinot noir) bénéficiant depuis 1951 du label VDQS. En tout, un peu plus de 20 000 hectares dont des rosés qui, à mon sens, ne valent ni les blancs fruités et secs, bien améliorés par l'augmentation des cépages chardonnay et sauvignon, ni les rouges. Vins à boire jeunes, à boire frais, méritant d'être découverts du consommateur, qu'ils viennent de la coopérative de Saint-Pourçain, ou des vigneron dont l'association est efficace. Ensemble ils ont fondé l'ordre des Fins Palais de Saint-Pourçain en Bourbonnais dont le grand maître honoraire est M. Jean Cluzel, sénateur de l'Allier.

L'ordre des Fins Palais vient de tenir son neuvième chapitre en l'Hôtel de Paris à Moulins.

Jean Cluzel, qui est, pour les gourmets du Bourbonnais, le sénateur du saint-pourçain, nous invite à la célébration de ce vin qui séduisit Henri IV et qui mériterait de figurer aux meilleures cartes parisiennes, d'autant que ses prix sont raisonnables.

Et il accompagne si bien les plats du terroir !

Le menu de ce chapitre extraordinaire, concocté par François Lanstrat (troisième génération à la tête de l'Hôtel de Paris : 21, rue de Paris, à Moulins. Tél. : 70-44-00-58) fut « en situation » : salade bourgeoise de filets de charolais - escalope de saumon de l'Allier au saint-pourçain rouge - panaché chaud de la Saint-Cochon - fromages - gar-

SEMAINE GOURMANDE

**L'AMBROISIE**

L'enseigne des Quais transférée sur la place Royale, entre *Cocornas* et *Girlande de Julie*, c'est un événement. Dans cet hôtel, qui fut celui de la famille de Luynes et où habita Rachet, Bernard et Danielle Pécoud, viennent de s'installer dans un décor à peine moins sévère que celui de leur Ambroisie des Quais.

Luxe, calme et harmonie ; carte courte de la même cuisine très élaborée mais savoureuse en diable, des raviolis de tortues aux choux verts farcis de langoustines, du sauté de lotte aux olives, pâtes fraîches au suprême de Bresse au curry. Fromages de la Ferme Saint-Hubert. Desserts élégants. Carte des vins intelligente que le maître d'hôtel-sommelier sait commenter (avec un chapitre « vins en maturations »). A la carte, compter 400/450 F. Mais avec une carte-menu à 220 F.

► L'AMBROISIE, 9, place des Vosges. - Tél. 46-78-51-45. Fermé dimanche et lundi midi. Parking : Saint-Antoine. CB. Salon (ravissant) pour 12 couverts.

**ÉPICURE**

Là encore, c'est un changement d'adresse. Mais l'Épicure 108 (rue Cardinet) demeure avec un menu-carte à 160 F café et service compris, sous la gracieuse houlette de M<sup>me</sup> Peignot, tantôt de son mari, avec le chef Bernard Bournigaux s'installant ici, dans un cadre gris et rose, sobre et de bon goût, à mi-chemin de Michel Rostang et de la Mère Michel, apporte un « plus » à ce triangle gourmand. A la carte que l'on sait (beau foie de canard frais, feuilleté d'acari-gots à l'ail doux, saumon aux huîtres d'Oléron, ris de veau au sauternes, etc.), avec les fromages de la Mère Richard (de Lyon) et des desserts superbes, compter : 280/300 F. Et un menu « suggestion » aux déjeuners (185 F) ou « élégant du soir » (235 F). Vin compris.

► EPICURE, 22, rue Fourcroy. - Tél. 47-83-34-00. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : 30, rue Rennequin. CB.

**ARMAND**

Dans cette rue de Beaujolais qui pleure encore le départ de

Raymond Oliver, void, en face de ce qui fut le Petit Véfour, avec vue sur les arcades, dans une vieille maison d'époque, une salle voûtée en contrebas. Un restaurant qui, le soir, fait son plein de tout-parisien. Mais c'est aux déjeuners qu'il faut venir apprécier la cuisine d'un chef nouveau, J.-P. Ferron, qui traite le foie de canard au naturel (120 F), les Saint-Jacques aux poivrons doux (110 F), le homard en feuilleté (138 F), le lièvre en civet (127 F). Prix nets, heureusement ! Mais le service est de qualité, le beurre, demi-sel, d'Echiré, le pâté chaud de foie gras superbement et le saumure-champignon de Léna Fillastre parfait. Menu à 170 F.

► ARMAND, 2 à 6, rue de Beaujolais. - Tél. 42-80-05-11. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Bourse. CB, DC, AE.

**LA COURONNE**

C'est le restaurant de l'Hôtel Warwick, un peu « enfoncé » (entre l'hôtel, on n'y pénètre que par le sinistre passage Berni-Washington) et jusqu'ici des chefs peu probants. Mais depuis déjà un bon bout de temps, son joli cadre et son service courtis se sont enrichis de la cuisine d'un très bon chef, Paul Van Gessel, assisté d'un bon pâtissier, Yves Besset. Régalez-nous donc du feuilleté de bigorneaux et de moules, des raviolis d'oursine crème de pétoncles ou des huîtres chaudes fondus d'épinards avec le ragout d'anguilles, le rouget en béchamel, le ragout de lapin, le pot-au-feu d'agneau à l'ail, le filet de bœuf à la moutarde et, surtout, en hommage à Barmat qui fut son initiateur, ces pieds de cochon farcis aux truffes qui nous ramènent aux belles soirées gourmandes de Tours. Cave honnête et, après un passage au bar le Swann's, déplacement certain : on se croirait loin des Champs, bruyants et effarés : ici, on peut prendre le temps de s'entendre manger ! Compter 300/400 F.

► LA COURONNE, 5, rue de Berni. Tél. 45-83-14-11. Fermé le dimanche. Parking sous l'hôtel. AE, DC, CB, Master Card, etc.

L. R.

Aux quatre coins de France

**Vins et alcools**

**CHAMPAGNE Claude DUBOIS**  
A la propriété LES ALMANACHES  
VENTEUX 61200 ÉPERNAY. T. 26-58-48-37  
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

**VIN DE CARMES - DOMAINE DU BEL**  
SEMENTADISSE, vigneron-richeur  
46000 FARGUES - Tarifs sur demande.

**MONTLOUIS**  
appellation contrôlée  
vin blanc sec. 1/2 sec.  
moelleux, méthode champenoise.  
Tarifs sur demande.

**A. CHAPEAU, vigneron,**  
18, rue des Aînés, Huesmes  
37270 MONTLOUIS-6/LOIRE.

**BEAUNE DU CHATEAU**  
Appellation d'origine contrôlée  
Bourgogne  
BOUCHARD PÈRE & FILS  
au Château, Route de Paris 70, 21202 BEAUNE CEDEX  
Tél. (03) 22-14-41 - Telex Bouchard 550300 F

GASTRONOMIE

**Rive gauche**

**Tarif de restaurants chinés**  
**PONT DU CIEL**  
en collaboration avec le restaurant  
55, AVENUE EMILE ZOLA (PARIS 13) 577 89 50

**Rive droite**

**AUX ROSES DE BLIDA**  
Sur commande spécialités plats-nord  
COCAS, MOUNAS  
SOUBRESSADE, COUSCOUS  
PAILLA, PASTILLA, TAGINE  
A emporter ou livré à domicile  
dans Paris à partir de 200 F.  
28, rue de Chazelles, 75017 PARIS  
622-43-86  
Ouvert le dimanche matin.

**La table dans le bon sens**  
Restaurant - Salon de thé  
Vente à emporter  
94, rue Philippe-de-Girard  
75018 PARIS - Tél. : 42-40.19.37

**POUR VOS INVITATIONS**  
**LE SOUFFLÉ**  
Sa bonne cuisine française et ses soufflés.  
38, rue du MONT-HADON  
(à côté de la place Vendôme)  
Inscription 42.58.27.18  
Faites le dimanche

**Natur'Landes**

Naturopathie, radiesthésie, magnétisme  
Soins, bilans de santé naturels - Cure de 7 à 14 jours  
Renseignements : Geneviève HURTEAU  
rue de Bayonne  
40990 SAINT-PAUL-LÈS-DAX  
Tél. : 58-91-96-10

**RÉSIDENCES**

**MONTAGNE**  
73550 MÉRIBEL (Savoie).  
Promoteur vend directement à prix cassé  
TE. BEAUX APPTS meublés, T2, T2 cabine et T3. Possibilité rapport locatif élevé. Offre limitée. 61-22-81-22.

**ALOUER**  
**LAREDO (Espagne)**  
App. 2 ch., s. de séj., cuis., s. de b., balc., vue mer, accès dir. à la plage. Dispon. : JUIN, JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE.  
Tél. : 39-85-25-32.



## Justice

L'affaire Grégory

« Il n'est pas exclu que la vérité sorte finalement du dossier »

déclare M. Lambert à « l'Express »

Dans une interview que publie l'Express du 2 janvier, le juge d'instruction, Jean-Michel Lambert s'explique sur la conduite de l'instruction de l'affaire Grégory. Il croit que son dossier « fera son chemin » et dénonce les « insultes et les attaques répétées » de Christine Villenla, la mère de Grégory, que la chambre d'accusation vient de renvoyer devant les assises.

« Personne dans la magistrature — pas plus moi qu'un autre — ne s'est acharné sur elle », dit M. Lambert. « J'ai fait mon travail. Je sais qu'il est lourd de conséquences. J'ai toujours des rapports, disons polis, avec Christine Villenla, mais elle s'est laissée aller, dans différents journaux, à proférer des insultes (...). Je trouve scandaleux qu'un inculpé ait le droit de se faire prendre publiquement, et en de pareils termes, à un magistrat. »

M. Lambert critique l'attitude de certains journalistes, et surtout les « fuites organisées (...) destinées, via les médias, à influencer l'opinion publique. Peut-être, au-delà, à peser indirectement sur moi ».

Pour M. Lambert, « il n'est pas exclu que la vérité sorte finalement du dossier (...) ». « Je crois, simplement, dit-il, que le dossier d'instruction, que l'on a cru pouvoir critiquer et soulever, sera son chemin. En dépit de certaines erreurs, je pense qu'il atteste que l'information judiciaire a été correctement menée, et que les éléments réunis sont susceptibles de permettre la manifestation de la vérité. »

Enfin, M. Lambert éprouve « un sentiment d'urgence ». Il a « besoin de récupérer des forces », car, affirme-t-il, cette affaire « m'a dévoré ».

## Légion d'honneur

Nous publions ci-dessous la suite et la fin des nominations et des promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur, parues au Journal officiel du 1<sup>er</sup> janvier (le Monde du 2 janvier).

## Industrie, PTT et tourisme

**Sont promus officiers :**  
MM. Jacques Calvet, PDG de Peugeot SA; Pierre Courreau, président de sociétés; Jacques Durand, ancien PDG de sociétés; Gilbert Fournier, PDG de sociétés; Chevalier de 25 septembre 1973; René Lasserre, PDG d'un grand restaurant; Roger Sabourin, directeur d'une société d'habillement; Gérard Thibaut, président d'une association pour la promotion industrielle.

**Sont nommés chevaliers :**  
MM. Jean-Diège Blanchet, directeur-général adjoint d'une compagnie aérienne; Georges Candellier, PDG de sociétés; Bernard Deschamps, PDG de sociétés; Jean-Marie Descarpentries, PDG de sociétés; Paul Dubrion, président d'une chaîne d'hôtellerie; Henri Ducrot, président de la délégation du tourisme à la chambre de commerce et d'industrie Rhône-Alpes; Noël Gaudard, PDG de sociétés; Gérard Laballe, inspecteur général de l'industrie et du commerce; Pierre Laitin, délégué général d'une association nationale de vacances familiales et de loisirs; Guy Laroche, couturier; Armand Lemaître, PDG de sociétés; Jean Lambert, PDG de sociétés; Gérard Pelletier, président d'une chaîne d'hôtellerie; Robert Pestre, directeur adjoint de l'école supérieure des mines de Paris; Henry Racanier, président du conseil d'administration d'une société de maroquinerie de luxe.

## PTT

**Est promu officier :**  
M. Jean Babin, inspecteur général.

**Sont nommés chevaliers :**  
MM. Robert Brignot, chef du service de l'information et de la communication; Alfred Iringer, ingénieur en chef chargé de la direction régionale des télécommunications de Strasbourg; Julien Lagrange, agent d'administration principal des P et T, spécialiste; Bernard Pruvost, délégué général d'une société de vente par correspondance; Roger Renard, administrateur; Georges Roux, ingénieur général; Michel Tancin, inspecteur général.

## Relations avec le Parlement

**Est promu officier :**  
M. Pierre Lagorce, ancien administrateur des services de l'Assemblée nationale.

**Sont nommés chevaliers :**  
MM. Jean-Claude Boutonnet, directeur du service de la trésorerie; René Saut, directeur du service des affaires administratives générales à l'Assemblée nationale; Jean Sauter, maître de Méville (Mauricie-et-Montcal).

## MER

**Est promu officier :**  
M. Maurice Fourné, courtier maritime.

**Sont nommés chevaliers :**  
MM. Raymond Charpiot, secrétaire général de la Fédération CGT des capitaines et officiers de la marine marchande; Max Le Grand, président d'une société de transports maritimes; Jacques Rogissart, président-directeur général d'une société d'affrètement.

## RAPATRIÉS

**Sont promus officiers :**  
MM. Pierre Laffont, président d'honneur de l'association Le Retour; André Neveu, président du conseil des Français d'Afrique du Nord et d'outre-mer.

**Sont nommés chevaliers :**  
MM. Vincent Amoros, délégué régional de la Fédération pour l'unité des rapatriés et réfugiés; Paul Berg, correspondant de l'association de coopération et de liaison France-Afrique (département des Alpes-Maritimes); Gilbert Mary, vice-président de l'association des enfants de Bône.

**Anciens combattants**  
**Sont promus commandants :**  
MM. Jacques Kuppermann, membre actif d'associations d'anciens combattants; Robert Polfuge, vice-président de l'Union nationale des anciens de guerre.

**Sont promus officiers :**  
MM. Robert Adiant, ancien résident; Jean Baudouin, ancien président de l'association de l'ancien combattant de Verdun; Jean Bonfanti, membre actif de l'association de la Libération française du 8 novembre 1942; Désiré Brunson, président fondateur de la section des anciens combattants de Saché (Indre-et-Loire); Antoine Froidefond, président de la section de la Gironde de la Fédération nationale des anciens combattants priés de guerre; René Laurent, administrateur du groupement parisien de la Fédération des combattants de moins de vingt ans; Pierre Treysac, médecin expert au centre de réforme à Paris; M<sup>me</sup> Marie Vey, née Stamboul, administratrice du fonds historique Général-Lecroix, Musée de la 2<sup>e</sup> DB à Saint-Germain-en-Laye.

**Sont nommés chevaliers :**  
Georges Beyer, président de l'union française des anciens combattants résidents en Espagne; Robert Bischoff, président départemental de l'Association nationale des médaillés de la Résistance française; M<sup>me</sup> Simone Camignot, épouse Lécuyer, vice-présidente départementale de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; Yvonne Farjon, épouse Feraud, présidente du comité départemental du Nord de la Fondation Marcelle de la Résistance; MM. Georges Frotier, ancien résident; Yves Gignac, secrétaire général de l'association des combattants de l'Union française; Jean Girard-Madoux, président de l'association des anciens combattants, prisonniers de guerre de la Seconde; André Groux, secrétaire général de l'union française des médaillés militaires; M<sup>me</sup> Marie Jermi, née Reitel, secrétaire de la section de la Moselle de la Fédération nationale des combattants volontaires; MM. Henri Joffroy, ancien membre du mouvement national des prisonniers de guerre et déportés; René Lehmüller, vice-président départemental de la Fédération nationale des combattants de l'Union française; François Minocci, président d'honneur du comité d'action de l'union de la Résistance de Cannes-Antibes (Alpes-Maritimes); M<sup>me</sup> Ginette Munier, née Gaillard, ancien membre du mouvement national des prisonniers de guerre et déportés; MM. Fernand Ragon, président de la section de Douzy de l'association des anciens combattants; Marins Richer, trésorier général adjoint de l'Union nationale des évadés de la guerre; Raymond Simorre, président départemental de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance.

**DEPORTÉS ET INTERNÉS**  
**Sont promus officiers :**  
MM. Robert Favre; Lucien Laroche; Pierre Lavigne; Marcel Vautour, tous internés résistants.

**Sont nommés chevaliers :**  
MM. Emile Dossan; Yvonne Erlich dit Lerich; Marc Frenckel; Robert Manil; Michel Paurault; Rémy Ribardière; Robert Vieville, tous internés résistants.

## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement aux 30 et 31 décembre. Elles sont communiquées par l'Association des stations de ski françaises de sport d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur rendez-vous téléphonique au 42-66-64-24.

Les chiffres indiqués, en continuant, le hauteur de neige en bas puis en haut des pistes.

## SAVOIE, HAUTE-SAVOIE

Les Arcs : 85-215; Notre-Dame-de-Bellecombe : 80-120; Bonneval-sur-Arc : 90-120; Courmayeur : 60-160; Chamonix : 60-200; La Chapelle d'Abondance : 75-130; Châtel : 100-190; La Clusaz-Manigod : 75-140; Combloux : 60-120; Les Contamines-Montjoie : 100-200; Le Corbier : 65-100; Courchevel : 110-180; Crêt-Voland : 75-120; Flaine : 105-180; Flumet : 60-85; Les Gets : 100-150; Le Grand-Bornand : 80-110; Les Houches : 80-200; Megève : 80-130; Les Menuires : 80-180; Méribel : 100-155; Morzine-Avoriaz : 80-200; La Norma :

## ISÈRE

Alpe d'Huez : 95-150; Auris-en-Oisans : 80-120; Auris : 40-60; Chamrousse : 120-150; Lans-en-Vercors : 105-110; Le Collet-d'Allevard : 80-110; Les Deux-Alpes : 80-170; Les Sept-Laux : 70-100.

## ALPES DU SUD

Allos-les-Scigons : 10-20; Isola 2000 : 30-60; Montgenèvre : 50-80; Les Orres : 10-30; Pra-Loup : 20-35; Risoul-1850 : 20-60; Le Semnoz : 10-40; Serre-Chevalier : 60-100; Superdévoluy : 80-130; Vars : 20-40.

## Communication

Le cahier des charges de TF 1 privatisée

## Le minimum... en attendant les enchères

Objet de spéculations et de multiples débats, le nouveau cahier des charges de TF 1 est actuellement soumis au Conseil d'Etat. Dernière étape, si tout va bien, avant sa publication au Journal officiel, vers la mi-janvier. Attendu et redouté, ce texte qui est l'une des pièces maîtresses du processus

de programmes sont limitées. Ainsi, « le temps consacré à la diffusion de messages publicitaires ne peut être supérieur à neuf minutes » par heure en moyenne, le maximum étant fixé à quinze minutes « pour une heure donnée » (art. 25). Des durées près de trois fois supérieures à celles prévues par l'ancien cahier des charges et jugées excessives par la CNCL. Celle-ci avait d'ailleurs demandé, dans un document officieux, que les maxima respectifs n'excèdent pas sept et douze minutes. Le gouvernement ne l'a pas suivi, estimant notamment que l'obligation faite à TF 1 de desservir l'ensemble du territoire — contrainte à laquelle n'est soumis aucun autre réseau privé du monde — impliquait une compensation économique.

De la même façon, l'article 26 ouvre largement la porte au parrainage, dans des conditions pour le moins favorables aux entreprises intéressées. Leurs noms, dénomination, raison sociale, signes distinctifs, ne pourront-ils pas apparaître à l'intérieur même des émissions? Une possibilité qui s'apparente à la publicité classique, même si le texte précise, pudiquement, qu'il « ne peut s'agir d'un affichage permanent ». Sera-t-elle maintenue après l'examen au Conseil d'Etat? Autre faveur, la publicité pour la bière — jusqu'ici réservée aux écrans de la « 5 » et de TF 6 — sera également autorisée sur TF 1.

Contraintes aux espoirs de certains, les secteurs de la grande distribution, de l'édition, du cinéma et de la presse, resteront insatisfaits d'attente. Un message qui contraindra plus les annonceurs que les futurs propriétaires de la chaîne, lesquels ont obtenu bien des compensations. Car il paraît loin le temps où le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard, disait pouvoir dynamiser la création audiovisuelle grâce à la pri-

te de privatisation de la chaîne, donnera le véritable signal de départ de la course des repreneurs. Il leur servira, en effet, de référence dans la « surchauffe au mieux-disant culturel » qui doit, en principe, les départager. Il jouera aussi un rôle déterminant dans l'équilibre économique de la chaîne et

constituera un point de comparaison pour les cahiers des charges des autres chaînes privées. Prévu pour dix ans, pensé selon ses auteurs « dans une optique européenne », il apparaît comme un texte « minimal » avec la souplesse et les dangers que cela peut induire.

La chaîne de programmes initialement rêvée Rue de Valois n'ont pas résisté aux multiples pressions.

Disparue, par exemple, l'obligation pour la chaîne de consacrer 12 à 13 % de son budget à la production d'œuvres de fiction et d'animation. Disparu également l'article contraignant la chaîne à consacrer 6 millions de francs par an à la diffusion de dessins animés français. Disparu et renvoyé aux obligations que les repreneurs s'engageront à eux-mêmes pour exporter la palme.

## Un « tunnel » de six minutes

Les contraintes restantes, elles, paraissent bien légères. Le quota obligatoire de fictions et documentaires d'expression originale française — à chiffrer, entre les premières et dernières moutures du cahier des charges, de 450 à 250 heures. TF 1 en avait réalisé 406 en 1985, 420 environ en 1986. De quoi laisser une confortable marge de manœuvre au « renchérissement volontaire du mieux-disant culturel ».

De même, les commandes obligatoires passées à la Société française de production (SFP), dont le principe a été prolongé de deux ans, sont diminuées de moitié : 265 millions contre plus de 600 en 1986, toutes prestations de services confondues. Dans le même temps, la chaîne est autorisée à diffuser plus de films. L'ancien cahier des charges fixait le plafond annuel à 170. Le nouveau l'élève à 192 (art. 10), dont 144 au maximum avant 22 h 30. Et si une seule œuvre publicitaire pendant les longs métrages est autorisée, elle pourra atteindre six minutes. Un

vrai « tunnel », comme on dit dans le jargon professionnel.

Le principe de la coupure avait également été envisagé pour les séries et les dramatiques. Il a été abandonné. Mais les repreneurs se sont vu infliger une nouvelle contrainte, qui est loin d'être de pure forme : l'obligation traditionnelle de diffuser 60 % de films émanant « des Etats membres de la Communauté économique européenne » (et 50 % d'expression originale française), est étendue par l'article 11 aux « œuvres audiovisuelles ». Cette disposition qui inquiète les candidats — le stock de fictions françaises disponibles n'est pas très important — est manifestement un geste fait en direction des petits producteurs privés. Il n'est pas seul. Les articles 14 et 15 se consacrent pas de préoccuper le personnel de la chaîne par ses conséquences sur l'emploi : TF 1 aura le droit de produire que 50 % de ses émissions par ses propres moyens (toute information si elle le souhaite, mais pas du tout de fictions). Verra-t-on les studios de la chaîne rester inemployés au profit de la production extérieure? Le risque ne peut être sous-estimé.

La publication du cahier des charges — même dans sa version « minimale » — est une étape importante. Mais elle ne prendra tout son effet qu'avec les engagements supplémentaires que proposeront les candidats à la reprise pour que TF 1 préserve les qualités que son audience lui reconnaît aujourd'hui.

PERRIER-ANGEL GAY  
et ANITA RIND.

## Le canevas des obligations

Le texte du cahier des charges soumis au Conseil d'Etat comprend quatre grandes titres. Les trois premiers traitent respectivement de la programmation, de la production et de la publicité. Le dernier contient des dispositions diverses.

Au total, ce document compte trente-deux articles, dont le cahier des charges de TF 1, société publique, en avait vingt-cinq. Toutes les grandes obligations de type service public ont disparu du nouveau texte (émissions pour sourds et malentendants, service minimum, météorologie, émissions destinées à l'information du consommateur ou de caractère éducatif et pédagogique...). De même n'apparaissent plus les règles liées à la diffusion de programmes de service public (INA, TDF, Radio-France...).

Dans le titre I, à côté des dispositions sur les fictions et documentaires, l'article 6 impose à la société de programmer annuellement « au moins douze spectacles dramatiques, lyriques et chorégraphiques » et « au minimum dix heures de concerts interprétés par des orchestres français nationaux ou régionaux ».

Pour ce qui concerne le cinéma, les délais de diffusion sont inchangés : ils sont de trois ans après l'obtention du visa d'exploitation du film et de deux ans en cas de coproduction (art. 8). A la demande de la CNCL, les règles concernant la programmation des films sont également maintenues (art. 9) :

aucun long métrage ne peut être diffusé les mercredi et vendredi soir (à l'exception des « œuvres d'été ») proposées après 22 h 30, ni le samedi toute la journée et le dimanche avant 20 h 30.

Une obligation apparaît, pour la première fois (art. 12) : TF 1 sera ainsi tenue de « conserver pendant quinze jours au moins un enregistrement des émissions qu'elle diffuse ». De surcroît, la CNCL « a, à tout moment, vérifié la conformité » des émissions aux règles du cahier des charges.

Cinq articles (16 à 20) fixent les règles déontologiques de la publicité (vérité, décence, respect de la personne humaine, des convictions religieuses, philosophiques ou politiques, protection des enfants et des adolescents, etc.). Cinq autres articles (21 à 25) prévoient les conditions de diffusion des messages publicitaires tandis qu'un long article (26) est consacré au parrainage.

Enfin, dans les « dispositions diverses », l'article 29 maintient les liens de TF 1, privée avec l'Etat, la radio-télévision d'outre-mer. L'article 32 prévoit d'autre part que la chaîne, actuellement « propriétaire en indivision » avec TDF (Télédiffusion de France) des immeubles de Cognac-Jay, doit, dans un délai d'un an après sa privatisation, transformer cette indivision en un régime de copropriété.

A. R.  
et P. A.

## GALERIE EOLIA

10, rue de Seine, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-36-54

Dominique ROUX

Hanna SIDOROWICZ

Sophia VARI

ZAMOR

## Dessins

du 9 décembre 1986 au 17 janvier 1987



PHOTO

Deux expositions à La Rochelle

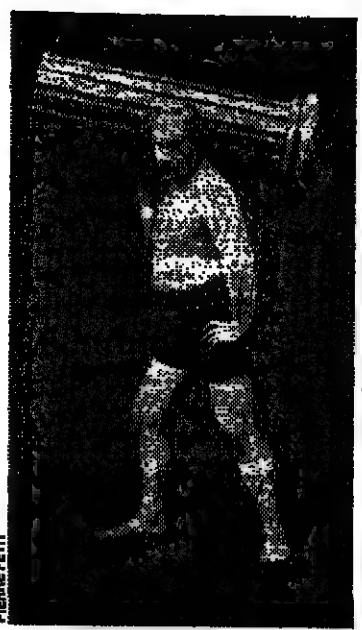
Le corps dans tous ses états

Lorsque la photographie a pris le relais de la peinture, le portrait est devenu vraiment... révélateur.

Rentiers austères cramponnés à leur redingote, dandies faussement décontractés, belles de jours dans le plus simple appareil, mariées « surprises » ajustant leur bas, prévenus effarés par l'objectif de l'identité judiciaire, gibiers de morgue aux blessures béantes, monstres de foire exhibant leurs difformités, la photo, à peine inventée, découvre le corps humain dans tous ses états. En cinquante ans à peine, elle en aura fait le tour. L'exposition « Le corps et son image » qui se tient à la Maison de la culture de La Rochelle témoigne de ce continuum que des explorateurs, munis d'un lourd boîtier, le drap sur la tête, vont baliser minutieusement.

Au commencement règne le portrait. Il s'agit pour son possesseur de reconnaissance sociale. Mais la scène de pose, pour torturante qu'elle soit, est moins longue que celle infligée par le peintre. Elle a surtout l'avantage d'être moins chère. Une classe nouvelle, la moyenne bourgeoisie, prend donc possession de son image. Celle que le sujet désire donner de lui. Aussi ses traits sont-ils graves, son maintien strict et sa pose noble. Mais comme on est à peine vague de physiognomonie (Lavater n'est pas vain et Balzac règne toujours), il est convenu que la connaissance de l'individu passe par celle de son corps. Sa nature « profonde » peut se lire sur son visage.

Le bon photographe doit déchiffrer le caractère de son client. Qu'il s'agisse d'œuvres élaborées — celles de Nadar — ou plus rapides — les photos-cartes de visite dont la vogue est grande sous le second Empire, l'artiste doit livrer en même temps



Les acteurs et la colonne

que la ressemblance un supplément d'âme. Il s'y emploie avec des succès divers.

Très vite le photographe amateur va brouiller les pistes. A la mise en scène, il préfère la mise en situation. A la pose, le naturel. L'exemple vient de haut : Charles Hugo mitaillait son illustre père en train de lire ou de méditer, face à l'océan. Puis l'évolution technique aidant, on découvre l'instantané grâce auquel on peut immortaliser une seconde tremblante de bonheur : la partie de camote ou le déjeuner sur l'herbe. Mais aussi le savant dans son laboratoire, l'aviateur à bord de son monoplan ou le chauffeur au volant de sa voiture.

Du portrait de l'homme d'action on passe au spectacle des corps en action : l'homme machine qui mar-



Les acteurs et la colonne

che, court, saute, et dont le mouvement est soigneusement démultiplié grâce à des appareils chaque jour plus perfectionnés. L'image statique convient toujours au corps collectif, symboles idéologiques des valeurs permanentes : travail paisible, ouvriers groupés autour de leurs contremaîtres ; familles unies, sorties de mariage et patrie à défendre ; escouades de hussards à brandebourg ou polytechniciens en rangs.

Mais le corps n'est pas seulement un objet de représentation. C'est aussi un objet de savoir. Une archive, un instrument. Décrochez l'un des premiers, remplacez le modèle par la photo. Du nu artistique au nu érotique, il n'y a qu'un pas. Même s'il se pare de vertus ethnographiques, anthropologiques ou humanitaires. On ne compte plus d'une jeune bédouine aux seins nus, les

vêtements alanguis sur un divan d'atelier ou les « rêves de grisettes ».

Plus rigoureux, un groupe de médecins fonde en 1869, la Revue photographique des hôpitaux de Paris. L'objectif devient un instrument d'exploration du corps souffrant au même titre que le stéthoscope. Charcot, grand prêtre de l'hystérie, va favoriser, à la Salpêtrière, les travaux d'un de ses assistants. Albert Londe met en scène la maladie avec autant de minutie que son patron : lit en plein air tendu d'un drap noir pour faire ressortir les contorsions du patient. Berillon, pragmatique, applique aux services de la Préfecture ses services de l'invention de Niepce et Daguerre.

Quant au pouvoir politique, il découvre vite la force de l'image. Les premiers faux sont mis en scène : pseudo-otages fusillés de la Commune, enthousiasme de commande devant un buste impérial.

Un début du vingtième siècle, l'évolution des techniques aidant, une page de l'histoire est tournée. Désormais, la photo accompagne l'événement. Mieux, elle fait partie de lui. Le reportage est né. Une autre forme de sincérité et de message.

Cette belle exposition que l'on a déjà vu à Paris, au palais de Tokyo, est doublée par la publication d'un livre d'André Rouillé : *Le Corps et son image*. Très soigneusement présentée, la qualité de l'impression et le tirage des photos sont parfaits. On regrettera d'autant plus l'absence de l'auteur et son sérieux de plomb, qui amoindrisent son propos.

EMMANUEL DE ROUX.

★ Maison de la culture de La Rochelle et du Centre-Ouest, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot, jusqu'au 7 février. *Le Corps et son image*, par André Rouillé et Bernard Marbot, éd. Contrejour, 142 p., 195 F.

Les déambulations de Thierry Girard

Défricher l'inédit, quadriller le banal, inventer le paysage et, au besoin, l'emporter avec soi, tel pourrait être le sens des déambulations accomplies par Thierry Girard en Charentes.

Bouille ronde, front dégarni mais idées claires, Thierry Girard, trentenaire, prix Niepce 1984, fait partie de cette génération de photographes pour qui la création obéit d'abord à un projet. La commande pour lui n'est pas une contrainte mais une motivation professionnelle supplémentaire. C'est par elle qu'il poursuit depuis quelques années une réflexion originale sur le paysage en s'implantant plusieurs mois dans une région.

Ce fut le cas des Flandres, de la frontière franco-allemande, qu'il a longée telle une ligne de démarcation sensible, ou des Etats-Unis, qu'il a traversés en voiture, d'est en ouest, parcourant 24 000 kilomètres d'août à décembre 1985. Sans anecdote, déchiffrant les lieux cicatrisés, ascétiques ou catholiques, c'est la nature de l'espace qui environne les gens qu'il montre. L'idée d'un néo-réalisme et d'avancée physique, le point de vue qu'il adopte n'est pas celui du touriste mais du chercheur, presque de l'historien.

Fasciné par l'âme des lieux sans beauté, Girard ne pouvait qu'être séduit par le cadre désuet, anti-spectaculaire et pseudo-pittoresque de la Charente-Maritime. A l'initiative de Claude Hudiot, directeur de la maison de la culture de La Rochelle, il a donc effectué à pied, entre début mai et fin septem-

bre, six marches de une à trois journées et de 20 à 75 kilomètres.

Son matériel sur l'épaule, Girard s'est imposé une double contrainte : pas de retour en arrière, ne pas tricher en rattrapant une prise de vue ratée. Qu'il s'agisse du bord de mer où s'épanouit le sentiment d'insécurité, de falaises et marais, de l'intérieur des terres ou de l'île d'Oléron, c'est dans un paysage en l'éthérée, objet d'indifférence ou de rejet, que se vit pas à pas l'épopée du quotidien.

Un peu morbide, le charme désirable de ces espaces « sauvages » qu'il ratisse comme un jardin zen lui permet par le relevé de l'imperceptible et du rien de révéler les traces photographiques de son errance, repérée tel un film, dessinée sur une carte, selon un parcours logique qui tient compte des données physiques, géographiques et climatiques. Conciliant l'amusement du jeu de piste et les frayeurs de l'île mystérieuse, dans la lignée d'Harbutt et Richard Long, cette équipée initiatique peut se lire comme une quête, moderne, romantique de l'aventure susceptible de l'être plus rencontrée qu'à l'horizon des chemins imprévisibles, sur une lande rase que berce les rayon gris d'un ciel terni.

Photographe du non-regardé, s'il a su trouver à La Rochelle (coût de l'opération : 90 000 F environ) le partenaire idéal, Thierry Girard devrait pourtant se méfier. A force de cultiver l'atrait du sans attrait, de traquer les nuances du banal, de vanter l'éloge du trivial, les Charentes et la Louisiane, vues par lui, dans une même esthétique de contre-jour, risquent un jour de ne plus former qu'un même paysage uniforme.

PATRICK ROEGERS.

★ Marches en Charente, maison de la culture de La Rochelle, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot, jusqu'au 7 février.

MUSIQUE

« Maurice Ravel », par Marcel Marnat

Un homme à l'ombre de son œuvre

Le musée d'Orsay et France-Culture célèbrent Maurice Ravel, à qui Marcel Marnat consacre une monographie passionnante.

Quelques semaines après la parution de la plus importante et la plus complète monographie consacrée à l'auteur du *Boléro*, le musée d'Orsay et le programme musical de France-Culture s'associent pour donner la première audition moderne des Douze chansons populaires corse, harmonisées et instrumentées par Ravel en 1896 pour illustrer les conférences d'un certain Austin de Croze, dont les descendants avaient conservé le manuscrit.

Il ne s'agit pas là d'une œuvre marquante, à peine révélatrice de quelques traits futurs, mais la fraîcheur de sa redécouverte n'a pas permis à Marcel Marnat de l'ignorer dans l'impressionnant « Catalogue chronologique de tous les travaux musicaux ébauchés ou terminés par Ravel » qu'il dresse à la fin de son ouvrage et qui est l'un des fleurons de son travail, puisqu'il indique les dates de composition, de création, d'édition, l'instrumentation, la durée moyenne, la forme et la localisation du manuscrit.

Mais à tenter d'être exhaustif, on court toujours le risque de ne l'être pas tout à fait : ce n'est qu'un détail de l'exception qui confirme la règle, car ce livre se distingue par l'abondance des documents — lettres de Ravel ou de ses amis, articles, témoignages — très largement cités, sans tomber dans l'excès qui consiste à ramasser la moindre miette. Marcel Marnat suit chronologiquement les étapes de la vie du musicien, évoquant le contexte des œuvres, sans analyse trop technique, au fur et à mesure de leur apparition.

Le souci de replacer le créateur dans le contexte artistique, scientifique, industriel ou politique de son temps vaut au lecteur, pour certaines années, une impressionnante liste d'informations qui risquent de faire croire à une relation directe entre la création artistique et les circonstances extérieures, alors que, surtout pour un musicien engagé dans son propre univers, il s'agit le plus souvent de coïncidences. Ravel est un homme de son temps, comme Scriabine, Ives ou Schönberg, mais la diversité de leurs réactions à un héritage ou à un contexte plus ou

moins communs ne suffit ni à les distinguer ni à les rapprocher.

Dans un même ordre d'idées, l'auteur n'échappe pas à la tentation de présenter avec condescendance certains compositeurs jugés caducs, dont que l'admiration de Ravel pour Saint-Saëns puisse aller au-delà de la virtuosité technique de son style. Est-on bien sûr que Ravel n'ait pas pris, dans l'histoire de la musique comme dans le goût du public, le relais exact de Saint-Saëns pour les mêmes raisons : brio, éclectisme, pittoresque, « objectivité » d'un art volontairement dépersonnalisé ? Cela n'ajoute ni n'enlève rien d'ailleurs à l'un à l'autre.

Pour en finir avec les critiques, précisons en outre que le saxophone (des « Tableaux d'une exposition ») ne saurait prendre la place du sarrauophone, qui tenait souvent lieu de contrebas : ce que le piano préparé n'a pas été inventé en 1905 par Henry Cowell, âgé alors de huit ans, et que celui utilisé dans *l'Enfant et les Sortilèges* a seulement les marteaux garnis de pinnacles. C'est tout autre chose, même si cela exige aussi une certaine préparation.

Toutefois, l'intérêt de cette vaste biographie est assez réelle pour ne pas souffrir de ces réserves ou, plutôt, n'en a cure, car, paradoxalement, l'œuvre de Ravel n'en demeure pas moins étrangère à sa vie, retracée ici plus en détail que jamais. Nulle révélation sur sa personnalité inconnue, indéfiniment attachée à ses parents, au point de ne pouvoir se remettre de leur disparition, sur sa probité, n'aidera à pénétrer l'univers de sa musique et, inversement, ses œuvres se suffisent si bien à elles-mêmes, offrent si peu de résistance à l'appréciation, que le public ne cherche guère à savoir si elles ont été enfantées dans la douleur ou dans l'euphorie.

A suivre les péripéties de cette existence austère et souvent sombre, de ces amitiés fidèles malgré tout, on se rend compte que le terme de sublimation appliqué aux artistes n'est pas un vain mot, et, au fil de documents judicieusement reliés entre eux par une prose claire et sobre, on s'attache à l'homme, à ses doutes, à son destin tragique. Qu'il ait écrit des pages comme *Daphnis et Chloé*, la *Valse*, le *Boléro* ne s'explique que par antithèse.

La patience de Marcel Marnat à réunir tant de pièces d'un puzzle passionnant, où les attributs d'un héros n'apparaissent, comme dans

les devinettes d'autrefois, qu'à condition de regarder l'image à l'envers, sera largement récompensée par les manifestations organisées en 1987 à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Ravel. Mais, dans quelques années, on considérera ce livre comme l'un des événements majeurs d'une célébration qu'il aura précédée.

GERARD CONDÉ.

★ Maurice Ravel, par Marcel Marnat, éditions Fayard, 528 p., 290 F. Et aussi *Lettres à Roland Manuel* et à sa famille, de Maurice Ravel, réunies par Jean Roy, éditions Calligramme, 168 p., 100 F. *Cahiers Maurice Ravel*, n° 1986, Fondation Maurice Ravel Sons, 20, rue La Boétie, 72 p., 60 F.

NOTES

Asger Jorn : Cobra et après...

Solent deux dizaines de toiles d'Asger Jorn, les plus anciennes datant des débuts de Cobra, après la guerre, les plus récentes des années 70. On y vérifie commodément que le style de leur auteur se fonde sur la vigueur et la précipitation. Il lui faut aller vite et négliger les précautions de toutes espèces, ne serait-ce que parce que cette hâte à son élégance, celle des échaboussures, laches et autres imperfections adroitement employées à l'effet général. A cet exercice, Jorn, qui a regardé expressionnistes allemands et abstraits new-yorkais, a joint la pratique du burlesque et du titre comique. Aussi son art peut-il paraître complet, puisqu'il combine les habitudes et innovations les plus répandues de son époque.

Pour se vouloir révolutionnaire, il ne l'est pas cependant immanquablement. Couleurs et griffures tonnent un peu à l'embrouillaminé de couleurs, et le mépris des formes et du dessin ne contribue guère à l'intelligence des compositions. Cobra se mord la queue ; le peintre se répète de temps à autre. Lui-même ne l'ignore pas et accomplit ses toiles les meilleures quand il s'oblige à plus de clarté, à supprimer empâtements et nœuds confus, allège la matière, simplifie son chromatisme et préfère l'allusion à l'insistance. Les œuvres de ce Jorn-là ne sont pas négligeables.

Ph. D.

★ Galerie Boulakia, 20, rue Bonaparte ; jusqu'au 31 janvier.

THÉÂTRE

« Ubu Roi » à Gennevilliers

L'introuvable trésor

Depuis sa création par Lugné-Poe, *Ubu Roi*, pièce symbolique réputée injouable, est régulièrement jouée de par le monde.

« L'action se passe en Pologne, c'est-à-dire nulle part », annonce Alfred Jarry, avant le lever du rideau, le soir de la première d'*Ubu Roi*, le 10 décembre 1896. Et, c'est vrai, dans cette Pologne les épiques dévorent à pleine trompe les palmiers, à quatre pattes sur des descentes de lit.

Cela faisait plus de deux ans (octobre 1894-décembre 1896) que Jarry assiégeait opiniâtrément

Lugné-Poe, le directeur du théâtre, afin de lui faire monter *Ubu Roi* sous le prétexte que c'était une œuvre d'un « effet comique très sûr ».

Lugné-Poe n'était pas tout à fait convaincu. Flûté qu'une pièce, il voyait là une caricature de pièce, un simulacre énorme, taillé à l'emporte-pièce si l'on peut dire. Mais il était assez fasciné par la figure d'*Ubu*, qu'il appelait « un Homère sûr de son fait, une machine à brayer les humanités ».

Il préféra quand même monter une autre pièce aussi marginale, aussi iconoclaste, mais plus « évidente », *Peer Gynt*, d'Ibsen. Et comme ce fut, pour son théâtre, un succès, il osa enfin *Ubu*. Il faut dire que chaque jour Alfred Jarry « poussait son plan », comme dit Lugné-Poe, et qu'il se faisait recommander par nombre de locomotives du Paris des écrivains.

*Ubu* fut interprété par un acteur génial, Génier. Des hommes comme Bonnard, Vuillard, Toulouse-Lautrec participèrent à la mise en scène. Jarry étouffait Lugné sous les dettes, en voyant grand, par exemple en faisant livrer quarante magnifiques mannequins grandeur nature en osier, qu'il fallut habiller très chic, très fantaisie, et qui, sur l'espace fort petit de la scène, figuraient les nobles et les bourgeois qu'*Ubu* jetait à la trappe.

« Dès le lendemain », dit Lugné-Poe, *Ubu* passa pour avoir été une grande soirée, et, depuis, cette répétition générale est restée dans les annales du théâtre. Mais il ajoute : « *Ubu Roi* fut un désastre artistique... Le public, outré, lâcha pied. Le public dit d'« avant-garde » est lâche et inconstant ».

Cette première mise en scène d'*Ubu Roi* fut pourtant merveilleuse, forte, drôle, pas lourde une seconde, rapide. Jarry avait dit à Lugné qu'*Ubu* ne devait pas durer plus de quarante-cinq minutes, et, au lever du rideau, il déclara qu'il avait fait, dans le texte, quantité de

coups, ce qui lui coûtait d'autant moins que pour une grande part la pièce n'était pas de lui, puisque c'était un caennais écrit au lycée de Rennes en 1888 par plusieurs copains (mais le premier jet avait été pour auteur un élève nommé Charles Morin, en 1885, sans Jarry, qui, âgé de douze ans, était alors au lycée de Saint-Brieuc).

Depuis sa création en 1896, *Ubu Roi* reste un cas unique, extrême, de l'art du théâtre en France. Alfred Jarry, auteur de livres comme *l'Amour absolu*, *les Jours et les Nuits*, est l'un des poètes les plus inventifs, les plus riches de notre histoire. Et *Ubu*, guignol à l'état pur, caricature du pouvoir absolu, de la guerre, de la police, de l'abus du fisc, du cancanisme familial avec des rappels de *Hamlet*, est comme une improvisation folle d'amour au malin du théâtre, de jour et de nuit du théâtre.

Chaque nouvelle mise en scène d'*Ubu Roi* nous pousse à croire que cette pièce est injouable ; Vitez, après réus à maîtriser le premier acte, mais les autres étaient hésitants. Le meilleur *Ubu* a été celui de Michel Sautter, à Genève, mais c'était fait avec une telle finesse de jeu, une telle manière de poésie que l'énorme grossièreté scatologique de l'œuvre était atténuée.

*Ubu Roi* présente aujourd'hui par la troupe de Jean-Louis Houdin à Gennevilliers laisse espérer, dans les premières minutes, quelque chose d'attachant, parce que nous voyons arriver sur scène des acteurs désignés en potaches, lycéens de Rennes dans les années 1880, comme si les vrais auteurs d'*Ubu* allaient se payer un chahut. Mais hélas cette « entrée de clowns » est suivie de trois heures interminables de singeries laborieuses, satisfaites, sembler-t-il.

*Ubu Roi*, c'est le trésor introuvable. Et sa chasse promet de durer toujours.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de Gennevilliers, 20 h 30.

**L**

théâtre du Lièvre

45.86.55.83 et 3 FNAO

**ELECTRE**

magique lyrique

L'un des événements d'Avignon 86







# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 2 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20.35 Variétés : Carnaval. Émission de Patrick Sébastien. Réal. Jacques Samy.
- 21.55 Musique : Dixième anniversaire de l'Orchestre de Lille. Au programme : Chœur n° 26 de La création de Haydn ; Percussions africaines ; Bernard Lavilliers ; Jacques Higelin et l'Orchestre de Lille ; Manu Dibango.
- 22.50 Paris-Dakar.
- 22.55 Journal.
- 23.10 Destinations futures. Avec Gabrielle Roland.
- 23.25 Cinéma : La Dame de Monsoreau ■ Film français muet de René Le Scorpier (2<sup>e</sup> partie). Suite et fin des amours de Diane de Monsoreau et de Bussy d'Amboise.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20.35 Série : Deux filles à Miami. Évan. La brigade des meurs conspire ses efforts sur un important trafic d'armes.
- 21.25 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Comment devient-on, François Delito ? ».
- 22.40 Journal.
- 22.50 Ciné-club : le Gaucher ■■ Cycle western. Film américain d'Arthur Penn (1957). Avec Paul Newman. La légende de William Bonney dit « Billy le Kid » revue par la psychanalyse et l'écriture française d'Arthur Penn. Dans une singulière atmosphère de bruit et de fureur, le mythe se détache comme un masque, laissant apparaître une homosexualité latente. Paul Newman extraordinaire.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.30 Feuilleton : Le trois secrets. 3<sup>e</sup> épisode : La mise au point. Récital : Maria Callas.
- 21.15 Hamburg 1962 (2<sup>e</sup> partie). Avec l'Orchestre de la radio-télévision allemande, dir. Georges Pretra.

### 22.10 Journal

- 22.35 Décibels.
- 23.20 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

- 20.30 Les trépassés. 21.00 Cinéma : Benny Lake a disparu ■ Film américain d'Otto Preminger (1965), avec Carol Lynley, Kevin Delon, Laurence Olivier, Noel Coward, Anna Massey, Martina Hunt. Une fille de quatre ans disparaît d'une école maternelle de Londres, où personne ne semble la connaître. Sa mère - célibataire - a un comportement bizarre. Suspense policier et, surtout, psychanalytique. On est halluciné. 22.45 Flash d'informations. 22.55 Cinéma : Billy Ze Kick ■ Film français de Gérard Mordillat (1985), avec Francis Perrin, Zabou, Corine Bluc, Marie-France, Dominique Lavanant, Patrice Valota. 0.20 Cinéma : la Malédiction finale □ Film américain de Graham Baker (1981) avec Sam Neil, Rosanna Brazzi Don Gordon, Lisa Harrow, Barnaby Holt. 2.10 Cinéma : Broadway Danny Rose ■■ Film américain de Woody Allen (1984), avec Woody Allen, Mia Farrow, Nick Apollo Forte, Craig Vandenburgh, Herb Reynolds (v.o.). 3.30 Cinéma : Obsession ■■ Film américain de Brian DePalma (1976), avec Cliff Robertson, Genevieve Bujold, John Lithgow, Sylvia Kristel. Williams, Wanda Jackson. 5.05 Téléfilm : Dempsy.

### LA « 5 »

- 20.30 Série : Supercopier. 22.05 Série : Kojak. 23.05 Série : Les Grands. 0.55 Série : Supercopier. 1.35 Série : Kojak.

### TV 8

- 20.30 Live 6. 21.45 CMé court (courts métrages). 22.45 6 Toile.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dînet : For de casta. Avec Muriel Bloch, Birma de La Salle, Joëlle Evard, Simone Lallemand, Abdel Hafid Laabi, Nicole Viber. 21.30 Minisaga : Black and Blue. Féliz sales usera. 22.30 Nuits musicales. La nuit et le moment. Le vin ; 0.10 Du jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert. Les brigades, opéra-bouffe en trois actes d'Offenbach, par l'Orchestre de la Suisse romande et le Chœur du Grand Théâtre, dir. John Miner ; chef des chœurs : Paul-André Gailard ; 22.30 Les soirées de France-Musique ; à 22.35, Les pêcheurs de perles ; Serge Prokofiev et le disque ; à 0.30, Méli-mélodrama.

## Samedi 3 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 13.50 La séquence du spectateur.
- 14.30 Feuilleton : La petite maison dans la prairie.
- 16.15 Dessin animé : Astro le petit robot.
- 16.45 Tiroc à Vincennes.
- 16.00 Croque-vacances. Variétés : Elsa, Pascaline et Alberto ; dessin animé : Dore-dore nous ; etc.
- 16.50 Documentaires : Tom et Jerry.
- 17.20 Agence tous risques.
- 18.15 Trente millions d'amis.
- 18.50 D'accord, pas d'accord.
- 19.00 Magazine : Auto-moto.
- 19.35 Cooricooboy.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Tirage du Loto.
- 20.35 Téléfilm : Une vie comme je veux. De Jean-Jacques Gouton (2<sup>e</sup> partie). Avec Mireille, Pierre Arditi, Vincent Lindon, Jean-Marc Thibault. Une jeune femme partage avec un mari (député) trop pressé, le ménage, les enfants et un amant plein de fantasme. Un cinéma du quotidien, celui des années 80, avec l'extraordinaire naturel de Mireille.
- 22.05 Documentaire : Fédalpe Courtmann au Mississippi. De Jacques Yves et J.-M. Couston (2<sup>e</sup> partie).
- 22.50 Journal.
- 23.05 Ouvert la nuit. Série : Les incorruptibles.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 14.25 Dessin animé : Bug's Bunny.
- 14.50 Les jeux du stade.
- 17.00 Les carnets de l'aventure. Voyage autour du monde en famille (1<sup>re</sup> partie). Un aviateur, sa femme et leurs quatre enfants ont décidé un jour de quitter l'Europe pour sept années de liberté.
- 18.00 Série : Les enquêtes de Ramington Steele. Le piège. Ramington accepte une invitation sur une île tropicale, mais les invités sont assassinés les uns après les autres.
- 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.05 D'accord, pas d'accord.
- 19.15 Actualités régionales.
- 19.40 Affaire suivante.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Variétés : Champs-Élysées. Émission présentée par Michel Drucker. Avec Michel Sardou, Alain Bashung, Douchka, Maudouille, Maria Bazar, Sim, The Stranglers, Francis Huster, Roland Giraud, Clémentine Clerici, Jacqueline Mellier.
- 21.55 Série : Le voyageur. Quand l'auto se lève. A cause d'une erreur d'identité, un chasseur solitaire et une jeune femme qu'il croit évadée d'un asile vivent une nuit de terreur.
- 22.25 Les enfants du rock. Émission proposée par Bernard Lenoir. Les clips de la semaine : Rock report ; Flash back : chansons des années 60 : Rockline ; Psychédélic Fun, Depêche Mode, Julian Cope, Waterboys, It's Immortal, The Smiths, Deimos, Elvis Costello, Nick Cave, Big Dik, Les Commendés et A-Ra en concert au Zénith (novembre 1986).
- 0.00 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 13h30 SAMEDI VISION. Présenté par Philippe Gildas. « L'ÉCRIVAIN » : les œuvres de ROUSSEAU ; le poète OPRE ; le conte de vie Jeanne ; « E.W.A.V. » les images de l'été ; « Têtu pour... » THOMAS.
- 14.00 Espace 3 : Objectif santé.
- 15.05 Variétés : Passeport 87. Émission présentée par Noël Héry et Bernard Montiel, avec Gérard Depardieu, Pierre Richard, Jean-Marie Piau, Michel Guezennec, etc.
- 16.45 Téléfilm : Jimmy Allegretto. De Béranger Phil. Genèse d'un opéra-rock.
- 17.30 Jeu : Génies en herbe.
- 17.55 Croque-sol.
- 18.00 Flash d'informations.
- 18.15 Actualités régionales.
- 18.50 Dessin animé : Rudy et Pepito.
- 20.04 Disney Channel, pour les tout petits. Winnie l'ourson.
- 20.30 Disney Channel, pour les jeunes et les moins jeunes.
- 21.55 Journal.
- 22.25 Série : Dynastie. Les Californiens. Avec Charlton Heston, John Forsythe, Linda Evans.
- 23.15 Musiclub. « Myrrha » de Maurice Ravel, interprété par Sylvie Vozzo-Vallayre, soprano, James Anderson, ténor, et Amos Anaplan, baryton.

### CANAL PLUS

- 14.00 Téléfilm : L'impossible retour. 15.30 Calou confie.
- 16.00 Surprises. 16.15 Série : Triangle en herbes. 16.45 Série : Batman. 17.10 Série : Hollywood blues. 17.55 Téléfilm : Les Boes blancs. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Téléfilm : Contre à Cherry Street. 22.50 Les spectacles de catch. 23.45 Flash d'informations. 0.00 Cinéma : Amour, fantasmes et fantaisie ■ Film français classé X de Michel Barry (1985), avec M. Davy, D. Soreaux. 1.15 Cinéma : Éléments de Crime ■ Film d'essai de Lars von Trier (1984), avec Michael Elphick, Me Me Le, Desmond Knight, Jerold Wells, Preben Lerdorf Rye (v.o.). 2.55 Cinéma : Obsession ■■ Film américain de Brian DePalma (1976), avec Cliff Robertson, Genevieve Bujold, John Lithgow. 4.30 Téléfilm : Le conteur sur la neige. 4.50 Série : Winchester à l'ouest.

### LA « 5 »

- 15.05 Série : Kojak. 16.10 Série : Chips. 17.05 Série : Sheriff fais-moi peur. 18.05 Série : K 2000. 19.00 Série : Happy days. 19.30 Série : Star Trek. 20.30 Série : Thriller (M pour meurtre). 21.50 Série : Arabesque. 22.45 Série : Supercopier. 23.45 Football américain. 1.00 Série : Thriller (M pour meurtre). 2.15 Série : Supercopier.

### TV 8

- 14.00 6 Toile. 17.00 Dessin animé : Les catcheurs de rock. 18.00 Variétés : Tam tam. 19.30 Série : Max la meute. 20.00 Jeux : Une page de pub. 20.30 Série : Incidents. 21.20 Série : A. Hitchcock. 21.45 6 Toile.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Rendez-vous à Dublin, avec Jacques Lacombe ; 22.30 Musique : Casals, la légende de Prades.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.04 Concert (donné le 13 décembre à l'Opéra-Comique). Trio pour flûte, violoncelle et piano, de Weber ; Symphonie, pour flûte, de Debussy ; Chantons madécasses, pour voix, flûte, violoncelle et piano, de Ravel ; Adagio pour violoncelle de Della Picoia ; Paysages pacifiques, de Frey ; Fantaisie sur le Freischütz de Taffanel ; Lieder sur des poèmes de Hugo et de Goethe, de Litz ; Éclat pour violoncelle et piano et mineur, op. 24, de Pauré ; Mélodies, de Rachmaninov ; MSc dies de Tchaikowski, par Elisabeth Söderström (soprano), Roger Vignoles (piano), Alain Marion (flûte), Étienne Fédard, violoncelle ; 22.30 Les soirées de France-Musique. Yvonne Lefebvre raconte... ; à 23.05, Cinéma : Bilan 1986 des meilleures partitions musicales pour l'écran.

## Dimanche 4 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 8.00 Bonjour la France. Journal présenté par J.-Cl. Bourret.
- 9.00 Téléfilm : Le dernier des Mohicans. Réal. James Conway. En 1757, en Amérique du Nord, Américains, Français et Indiens se font toujours la guerre.
- 10.40 Caste-Noisetra, une fantaisie sur glace. Suite de Caste-Noisetra, de Tchaikowski, interprétée par l'Orchestre philharmonique national, dir. R. Bonyage ; chorégraphie Karen Kroega.
- 12.00 Sports. Coupe de l'America ; ski : Coupe du monde à Maribor (salon dames et descente hommes).
- 13.00 Journal.
- 13.25 Série : Star Trek et Hertz.
- 14.20 Sports dimanche : Les grands exploits de 1986.
- 15.30 Tiroc à Vincennes.
- 15.45 Variétés : A la folle pas du tout. Émission présentée par Patrick Poivre d'Arvor. Les amoureux du monde. Émission de Marilyn de la Grange et Antoine Railla. Le gaval du Gange.
- 16.00 Série : Pour l'amour du risque. Hymne.
- 19.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean Luzzi et Anne Sinclair. Invité : Michèle Barzach, ministre déléguée à la santé et à la famille.
- 19.55 Tirage du Loto sportif.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Cinéma : l'Africain ■■ Film français de Philippe de Broca (1982), avec Catherine Deneuve, Philippe Noiret, Jean-François Balmer, Vivian Reed, Joseph Mozzo, Jacques François. Une femme, prospectrice pour un club de vacances, retrouve en Afrique, où il vit paisible, son mari, dont elle est séparée. Couple vadeïte pour faire rire.
- 22.10 Sport dimanche soir.
- 23.15 Journal.
- 23.30 Destinations futures. Émission de Roger Giquel. Avec Claude Bonnage, publicitaire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 8.30 Flash d'informations. Les chevaux du Tiroc.
- 9.00 Les châteaux de France. Un verset du Coran et son explication.
- 9.18 La source de vie.
- 10.00 Présence protestante. Le paradis et le royaume.
- 10.30 Le jour du Seigneur.
- 11.00 Messe célébrée en la paroisse Saint-Pierre-Saint-Paul de Rueil-Malmaison.
- 12.06 Dimanche Martin. Entrez, les artistes.
- 13.00 Journal.
- 13.20 Tout le monde le sait. Émission de Jacques Martin. Invité : Michèle Torr, Hugues Aufray.
- 14.30 Série : Mac Gyver. Avec Rob Roy.
- 15.20 L'été des fées. Avec Rob Roy.
- 16.25 Le kiosque à musique.
- 17.00 Téléfilm : Pavillons lointains. D'après le roman de M.M. Kaye. 3<sup>e</sup> et dernière partie.
- 18.45 Stade 2. Ski : sent à ski ; auto ; tennis de table, basket.
- 19.30 Série : Mac Gyver. Avec Rob Roy. Avec Rob Roy, Jean-Marc Thibault, Marthe Villalonga.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Maigret à Vichy (rédiff.), de Georges Simenon. Avec Jean Richard, Blaise Bavales. En cure, le commissaire rencontre la Dame au masque. Elle est assassine. Il se retrouve comme malgré lui sur les lieux du crime et découvre une étrange affaire d'extorsion de fonds.
- 22.05 Musiques au cœur. D'Eva Roggieri. A la recherche de S. conte musical imaginé à partir de l'environnement de Stravinsky, sur un scénario original de Luc Jaban et Gérard Corbin, responsable musical Jean-Claude Delcroix.
- 23.15 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 9.00 Debout, les enfants. Winnie l'ourson ; Croque-sol ; Ulysse 31 ; En route pour Zanzibar ; Victor et Maria.
- 10.00 Magazine : Musique. Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.00 Discazou.
- 13.30 Forum RMC-FR 3.
- 14.30 Sports loisirs.
- 17.00 Amuse 3 Boules.
- 17.25 Dessin animé : Les entrecatcha.

### 17.55 Documentaire : Splendeur sauvage.

- 18.25 RFO hebdo.
- 18.55 Amuse 3 (suite).
- 19.45 Jeu : Chassez la France.
- 20.06 Série : Benny Hill.
- 20.30 Théâtre : Duo ou la chasse aux dragons. Pièce de Janine Worms enregistrée au Théâtre de l'Œuvre. Avec Evelyne Bonin et Roger Hasin.
- 21.55 Journal.
- 22.30 Cinéma de minute : la Belle Mounière ■■ Film français de Marcel Pagnol (1948). Avec Tino Rossi, Lilla Vetti, Pierrette Rossi, Suzanne Desprez, Emma Lyonn.
- 1822 Franz Schubert, parti en vacances dans la région de Salzbourg, s'prend de la fille d'un menuisier. Un conte romantique tranchant avec l'inspiration habituelle de Pagnol. Film méconnu.
- 0.10 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

- 8.10 Cinéma : l'Écrouffée ■■ Film français de Claude Miller (1985), avec Charlotte Gainsbourg, Bernadette Lafont, Claude Brasseur, Clotilde Baudouin, Jean-Philippe Écoffey. 9.45 Cinéma : Salut l'ami, salut le frère ! □ Film américain de Sergio Corbucci (1981), avec Bud Spencer, Terence Hill, John Fajoko, Luis Bennett, Sal Borgese ; 11.25 Musique : Tubes et transistors. 12.00 Le croc-neige show ; 12.05 Cinéma : plus. 12.30 Magazine : Hollywood stars ; 13.00 Flash d'informations ; 13.05 Les investisseurs du catch. 14.00 Téléfilm : Un justicier pas comme les autres. 15.15 Documentaire : Amoureux d'Australie. 15.40 Série : Les maîtres. 16.05 Téléfilm : Rendez-vous au Ritz. 16.45 Football américain. 17.55 Cinéma : Commande Ninja : film américain de Sam Firstenberg (1984), avec Sho Kosugi, Lucinda Dickey, Jordan Bennett, David Chung, Dale Ishimoto, James Hong. Un tueur Ninja meurt en confiant son sabre à une jeune fille. Il se réincarne en elle. Curieux mélange de karaté et de fantastique ; 19.30 Flash d'informations. 19.35 Ca cartoon ! 20.30 Cinéma : Norma Rae ■■ Film américain de Martin Ritt (1979), avec Sally Field, Beau Bridges, Ron Leibman, Pat Hingle, Barbara Baxley, Gail Strickland. Une jeune femme travaille dans une usine de textile en Alabama. Elle découvre la force de l'unité, les luttes sociales et syndicales. Réalité humaine, vérité humaine, dans un bon style classique. Et la conviction de Sally Field, prix d'interprétation féminine au Festival de Cannes 1979. 22.20 Flash d'informations. 22.30 Cinéma : Broadway Danny Rose ■■ Film américain de Woody Allen (1984), avec Woody Allen, Mia Farrow, Nick Apollo Forte, Craig Vandenburgh, Herb Reynolds (v.o.). 23.40 Cinéma : Pizzinello et Mozzarello ■■ Film français de Christian Gion (1985), avec Aldo Maccione, Beth Todd, Sidney Duteil, Valentina Grassi, Alberto Maccione. 1.15 Téléfilm : Un tigre blanc dans la neige.

### LA « 5 »

- 7.35 Série : Happy Days. 8.05 Dessins animés : Les Schtroumpfs. 8.55 Série : Sheriff, fais-moi peur. 9.55 Série : Chips. 10.50 Football américain. 12.10 Série : K 2000. 13.10 Série : Ripide. 14.05 Série : Supercopier. 15.05 Série : Barretta. 16.00 Série : Chips. 17.00 Série : Sheriff, fais-moi peur. 18.05 Série : K 2000. 19.00 Série : Happy Days. 19.30 Série : Star Trek. 20.30 Cinéma : Little Big Man ■■ Film américain d'Arthur Penn (1970), avec Dustin Hoffman, Faye Dunaway, Un vieillard de cent vingt et un ans se souvient de son passé. Arthur Penn démythifie à sa manière le saga de l'Ouest américain. Dustin Hoffman remarquable. 22.50 Série : Supercopier. 23.55 Téléfilm : Le Pilote. 1.30 Série : Supercopier. 2.25 Série : Star Trek.

### TV 6

- 14.00 Rediffusions : Les envahisseurs / Au cœur du temps ; La grande vallée ; 17.00 6 Toile ; 19.00 NRJ 6. 20.00 Série : Les globes-verts. 20.30 Cinéma : l'Homme aux violences ■■ Film anglais de John Gilling (1960), avec Peter Cushing, D. Plesman. A Edinbourg, en 1820, un médecin qui a besoin de cadavres pour ses expériences d'anatomie se livre à un épouvantable trafic. D'après des faits divers authentiques, un film d'horreur remarquable par son atmosphère historique. 22.10 Variétés : Thea-Ann (rédiff.). 23.40 6 Toile.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radiophonique. Le Journal d'Hérold, suivi de masques ; 22.30 Musique : Bobby Mc Ferrin.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (enregistré le 6 janvier 1952 à Carnegie Hall). Quatre pièces pour orgue, de Frescobaldi, orchestration Ghedini ; Vespéro della Beata Vergine, de Monteverdi, orchestration Ghedini ; Cinquième symphonie, en ut mineur, op. 67, de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de New-York et les chœurs Westminster, dir. Guido Cantelli ; 23.30 Les soirées de France-Musique. Yvonne Lefebvre raconte... ; à 23.05, Cinéma : L'urugiel éblouissant, par les moines d'Addis-Abeba ; à 1.00, Champ d'étoiles, voyage à travers la chanson.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radiophonique. Le Journal d'Hérold, suivi de masques. 22.30 Musique : Bobby Mc Ferrin.

## WEEK-END D'UN CHINEUR

Dimanche 4 janvier  
Ile-de-France  
Proxies, 14 heures : timbres français et étrangers. L'hôtel Drouot rouvrira ses portes le lundi 5 janvier.

| PROCHAIN TRIMESTRIEL DE L'ÉMISSION  |    |
|-------------------------------------|----|
| 8                                   | 9  |
| 38                                  | 39 |
| 44                                  | 47 |
| 3                                   |    |
| PROGRAMME TRIMESTRIEL DE L'ÉMISSION |    |
| 8                                   | 9  |
| 38                                  | 39 |
| 44                                  | 47 |
| 3                                   |    |
| PROGRAMME TRIMESTRIEL DE L'ÉMISSION |    |
| 8                                   | 9  |
| 38                                  | 39 |
| 44                                  | 47 |
| 3                                   |    |

Supplément  
Radio-Télévision:  
le regard du « Monde » pour choisir.

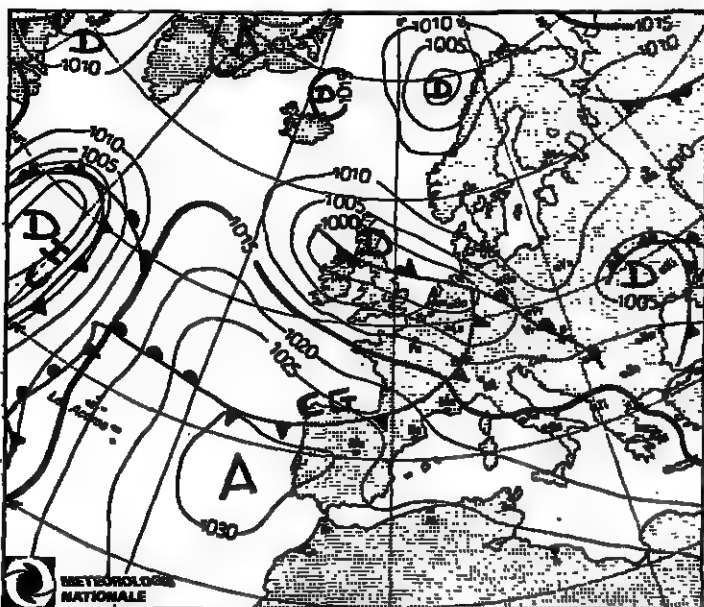
Demain, avec  
**Le Monde**



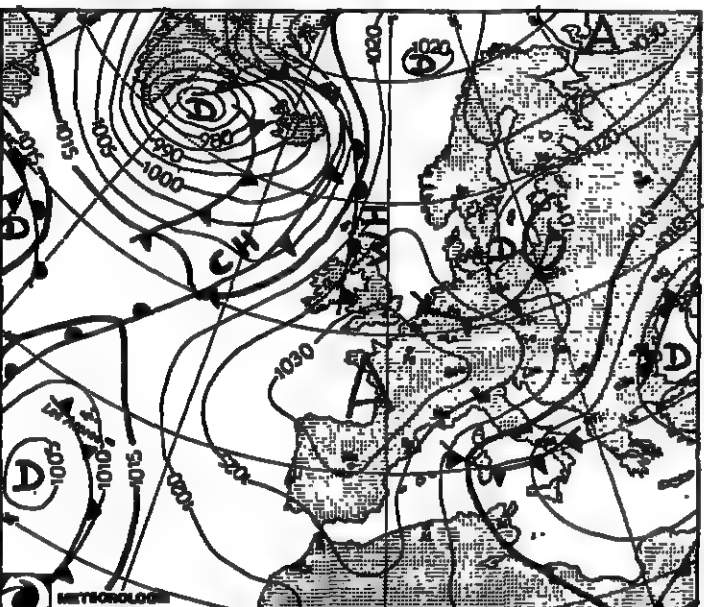
## Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 JANVIER 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 JANVIER À 0 HEURE TU



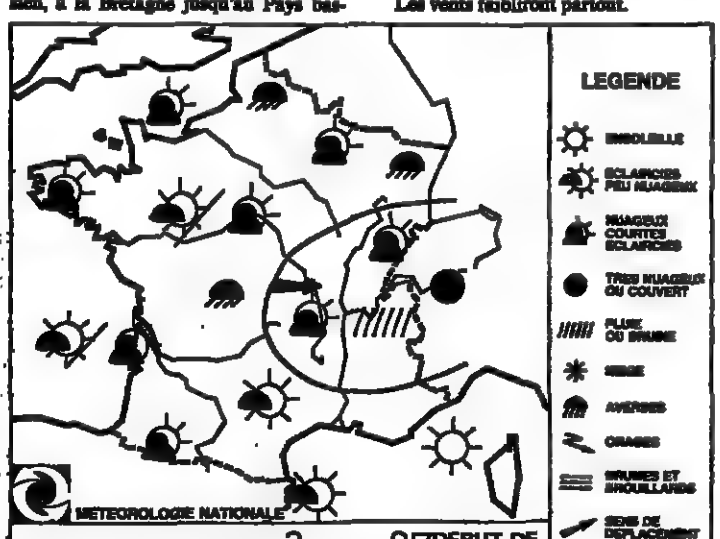
Evolution probable du temps en France entre le vendredi 2 janvier à 0 heure et le dimanche 4 janvier à 24 heures.

Samedi 3 : le ciel sera très nuageux toute la journée sur le Jura, les Alpes du Nord, la Bourgogne, la haute vallée du Rhône et l'Angevain avec des pluies verglaçantes ou de la pluie et neige mêlée le matin en plaine, des chutes de neige au-dessus de 500 mètres sur le relief. Les précipitations deviendront plus rares l'après-midi. Quelques pluies verglaçantes pourront avoir lieu le matin également sur les Ardennes, la Lorraine et l'Alsace où elle seront suivies d'averses de neige l'après-midi. Sur le pourtour méditerranéen et la basse vallée du Rhône, le mistral et la tramontane seront forts et dégrèperont le ciel. Sur tout le reste du pays, éclaircies et images alternées, les images seront par moments menaçantes et donneront des averses (averses de neige sur le relief). Mais du Nord au Bassin parisien, à la Bretagne jusqu'au Pays bas-

que, les éclaircies deviendront de plus en plus belles l'après-midi, et le soleil prédominera. Les vents de nord-est seront assez forts près de la Manche. Quant aux températures, le matin elles seront de l'ordre de 3 à 7 degrés près des côtes, 0 à 3 degrés dans l'intérieur sauf dans le Nord-Est et les Alpes où il fera -1 à -3 degrés.

Dimanche 4 : le matin, il faudra être prudent sur les routes car les brouillards seront fréquents et souvent givrains. Le ciel se couvrira à nouveau sur la moitié ouest du pays avec de la pluie précédée de neige. Sur la moitié est, le temps sera variable avec alternance d'éclaircies et d'averses de neige. Les températures seront en baisse : il fera 0 à -5 degrés au lever du jour dans l'intérieur, 2 à 4 degrés près des côtes, et l'après-midi les températures resteront parfois négatives dans l'Est et le Centre-Est.

Les vents faibliront partout.



TEMPS PREVU LESAM 3 janv 87 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 1-1 à 6 h TU et le 2-1-1987 à 6 h TU

| FRANCE         | TOUTS  | LOS ANGELES | NEW YORK |
|----------------|--------|-------------|----------|
| ALGER          | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| BARCELONE      | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| BELGRADE       | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| BOMBAY         | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| BREST          | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| CHEN           | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| CHONGKING      | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| CIERRENT-FERRI | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| HAÏPHONG       | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| HONG KONG      | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| LEUKE          | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| LIMES          | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| LONDRES        | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| LYON           | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| MARSEILLE      | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| MONTREAL       | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| MUSKOGEE       | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| NANKING        | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| NANTES         | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| NICOSIE        | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| PARIS          | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| PERMUTATION    | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| REIMS          | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| SEATTLE        | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| SHANGHAI       | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| SINGAPOUR      | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| STANBUL        | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| SYDNEY         | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| TOKYO          | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |
| VIENNE         | 15 7 N | 19 9 N      | 19 9 N   |

A B C D N O P T \*

averses brume ciel couvert neige dégel brouillard orage pluie tempête neige

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

[Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.]

## PHILATÉLIE

## En filigrane

● Andorre : le programme 1987. — L'administration postale française de la principauté d'Andorre vient de publier son programme d'émissions pour 1987. Il comprend neuf figures :

- « Europe », sur le thème Art moderne avec priorité à l'architecture retenue par la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications ;
- « Série patrimoniale » : chef de l'église de la Cornada ;
- « Série touristique » : paysage avec le village de Rancol ;
- « Commémoratif » et divers : randonnée pédestre, 26 septembre 1986 — visite du coprine français ;
- « Série nature » : papillon, cheval ;
- « Série artistique » : fresque de l'église de la Cornada.

Par ailleurs, il sera procédé, en mars 1987, à l'émission d'un carnet de huit timbres de la série d'usage courant « Premier feu d'Andorre », qui comprendra deux timbres à 1,90 F de couleur verte et six à 2,20 F de couleur rouge.

● Fin des obligations de complaisance ? — Une directive du ministre des P et T met fin à une pratique considérée comme abusive par de nombreux collectionneurs et condamnée par les jurés des expositions philatéliques. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1987, ne seront, en effet, admises « qu'en tant qu'elles soient des conditions de présentation à l'oblitération, directement ou par correspondance, que les objets revêtus d'un affranchissement au moins égal à celui d'un pli non urgent. Toute demande contraire sera rejetée ». Finis les souvenirs philatéliques affranchis à l'aide d'un timbre à 1 centimètre.

D'autre part, à partir de la même date, les cachets d'oblitérations temporaires grand format illustrés voient leur diamètre ramené de 36 à 32 mm. Cette mesure touchant les cachets « manuels » s'explique par la réduction de ce type d'oblitération.

● « Le Monde des philatélistes » de janvier vient de paraître. — Au contenu du numéro de janvier du Monde des philatélistes, une présentation thématique de circonstances : la gastronomie. Il n'est pas trop tard pour vous en inspirer... Un véritable repas de révélation composé, entre autres, d'œuvres (timbre-monnaie), de saumon (essai de couleur de timbre), d'œufs truffés (timbres et oblitération temporaire) et, au dessert, de fruits exotiques (bico-fusées), pour

changer de l'éternelle bûche. Le tout accompagné de champagne (lettre-annonce publicitaire) et, pour finir, un cognac (couverture de carnet de timbres) et un bon cigare (enfer sur carte postale). Également au sommaire de ce numéro, timbres et jouets et une page d'expertise de timbres du Gabon. (« Le Monde des philatélistes », 100 pages, 15 F, en kiosque ou à nos bureaux.)

● Revue des revues. — Les sociétés des Amis du Musée de la poste des Pays de la Loire et des Amis de l'histoire des PTT d'Alsace éditent chacune une revue : Dile-

gence d'Alsace et la Malle-Poste. Au sommaire du numéro de décembre de la première, « Les derniers maîtres de poste de Nantes », La difficile mise en service de la ligne de Lyon du télégraphe Chappe ; au sommaire de la seconde, « Poste, diligence et télégraphe à Kayserberg » et « Le ballon monté Montgolfier ». (Rencontres : Musée de la poste des Pays de la Loire, 10, boulevard Auguste-Pagot, 44038 Nantes Cedex 01, et Amis de l'histoire des PTT d'Alsace, BP 153 R4, 67004 Strasbourg Cedex.)

● Administrations postales étrangères. — Nous continuons la publication de la liste d'adresses des administrations postales étrangères :

Malte : Philatelic Bureau, General Post Office, Auberge d'Italie, Valletta, Malte.

Pays-Bas : PTT Filatelistische Dienst, Postbus 30061, 9700 RN, Groningen, Pays-Bas.

Tchécoslovaquie : Ministère des postes et télécommunications, Opatovská 5, Praha 3, Tchécoslovaquie, ou Artia, POB 790, Praha, Tchécoslovaquie.

Publié par la rédaction de « Le Monde des philatélistes », 24, rue Chancin, 75009 Paris. Tél. : (01) 47-47-92-93.

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— Paul BRUNET, François, Loretta et Emilie,

sont heureux de faire part de la naissance de

Matthias, Charles, Henri,

le 23 décembre 1986, à Marseille.

04 BP 1036, Abidjan 04 (Côte d'Ivoire), 17, avenue Côté-Bey, 13008 Marseille (France).

## Décès

— M<sup>me</sup> Jacqueline Biffaud, son épouse, Marie-France et Henri Poponnet, Patrick et Annie Biffaud, Marie-Jo Biffaud,

Dominique et Jean-Paul Déroville, Jean-François et Joëlle Biffaud, Olivier Biffaud et Claire Giffaud, Jean-Christophe Biffaud,

Daniel, Thierry, Olivier, Clément, Stéphane, Frédéric, Sophie, Jérôme, Caroline, Florent, Bertrand, Véronique, Emmanuelle, Grégoire, Alexandre, Pierre et Clémence, ses petits-enfants,

Swann, son arrière-petit-fils, Camille Biffaud et France Camuz, ses cousins,

ont la tristesse de faire part du décès de

colonel Jacques BIFFAUD, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, croix de guerre TOE,

survécu dans sa quatre-vingt-troisième année, le 30 décembre 1986.

Le service religieux sera célébré le lundi 5 janvier 1987, à 10 h 30, en la chapelle de Val-de-Grâce, à Paris-9.

22, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

— M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Cambien, ses filles, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel CAMBIEN, ingénieur des Arts et Manufactures, officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, Military Cross,

survécu le 27 décembre 1986, dans sa cent onzième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le mercredi 31 décembre, dans la plus stricte intimité familiale.

39, avenue Mozart, 75016 Paris.

— M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Cambien, ses filles, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel CAMBIEN, ingénieur des Arts et Manufactures, officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, Military Cross,

survécu le 27 décembre 1986, dans sa cent onzième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le mercredi 31 décembre, dans la plus stricte intimité familiale.

39, avenue Mozart, 75016 Paris.

— M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Cambien, ses filles, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel CAMBIEN, ingénieur des Arts et Manufactures, officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, Military Cross,

survécu le 27 décembre 1986, dans sa cent onzième année, muni des sacrements de l'Eglise.

— On nous prie de faire part du décès de

M. Jean CHAMPENOIS, ancien correspondant de l'agence Havas et de l'agence France-Presse à Moscou où il demeurait,

survécu le 29 décembre 1986.

De la part de : M<sup>me</sup> Lucie Thierry, sa sœur, M<sup>me</sup> Louis Champenois, sa belle-sœur, De ses parents et sa belle-sœur,

34, rue Brémond, 37000 Tours. Le Logis, 85240 Ligé.

(Le Monde du 31 décembre 1986.)

— M<sup>me</sup> Eugène Coiffier, Jean et Florent Coiffier et leurs enfants, Carmin Coiffier,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Eugène COIFFIER, survenu le 30 décembre 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Le service religieux sera célébré le samedi 3 janvier 1987, à 15 h 45, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, où l'on se réunira.

226, avenue de Maine, 75014 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Claude Guichard, M. et M<sup>me</sup> Hubert de Courtyron, M. et M<sup>me</sup> François de Saint-Gérard, M. et M<sup>me</sup> Jacques Bonnard, Ses enfants, Ses deux petits-enfants, M<sup>me</sup> Hubert Costa, sa sœur, Ses frères et sœurs,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Pierre de COURTYRON, née Odette Costa,

survécue accidentellement, le 31 décembre 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 3 janvier 1987, à 15 heures, en l'église de Courtyron (Côte-d'Or).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Courtyron, 21120 Le-est-Ylle.

— Les Petits Frères des pauvres

ont la douleur de faire part du décès de leur ami, le

prélat Nicolas GAGARINE, né Nicolas Laffont,

rappelé à Dieu, le 29 décembre 1986, à quatre-vingt-neuf ans, à Cornillon-en-Picardie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 5 janvier 1987, à 9 heures, en l'église orthodoxe de Méroux, 3, rue des Rigots, 92190 Méroux.

L'inhumation aura lieu, à l'issue de la cérémonie religieuse, au cimetière de Méroux.

33, avenue Parmentier, 75011 Paris.

— Le président et les membres du conseil d'administration de Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales

ont la tristesse de faire part du décès de

Flavio GUSTI, commandeur de la Légion d'honneur, médaille de l'aéronautique, membre d'honneur du GIFAIS.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Le président de l'université des sciences sociales de Grenoble,

Le doyen de la faculté de droit,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

professeur Roger MENDEGREGIS, agrégé des facultés de droit, avocat,

survécus subitement le 25 décembre 1986.

— M<sup>me</sup> Jean Namias, ses épouses, M. et M<sup>me</sup> Alain Namias, M. et M<sup>me</sup> Hervé Namias, ses enfants, André, Boris et Olivier, ses petits-enfants, Les familles Namias, d'Isaël et de Canada, et Nelson, de Montpellier et de Paris,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean NAMIAS, survenu le 12 décembre 1986, à Fontenay.

— Les amis réunis fidèles au souvenir de Jean Namias (Maz).

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Antoinette SACHS (SAX), officier de la Légion d'honneur, veuve de la Résistance (capitaine), croix de guerre avec Palmes 1939-1945,

survécus le 23 décembre 1986, à Villejuif, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La levée du corps s'effectuera le mardi 6 janvier 1987, à 14 h 30, à l'Incrématorium de Villejuif, suivie de l'inhumation, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Pas de condoléances. Registre des signatures au cimetière.

— M<sup>me</sup> Joëlle Silva Soubramanian, son époux, Kishan et Indira, Ses parents, ses frères et sœurs, Les familles Seffer, Azzi, Ses enfants et petits-enfants, Parents et alliés,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. SIVA SOUBRAMANIAN, professeur au lycée François-Villon, chargé de cours à l'université catholique, chevalier des Palmes académiques,

survécus accidentellement le 28 décembre 1986.

L'inhumation aura lieu le lundi 5 janvier 1987, au cimetière parisien de Bagneux.

Les obsèques, à 10 h 45, à l'Église principale du cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M<sup>me</sup> René Thiriet, M<sup>me</sup> Jeanne Thiriet, née Martel, ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur fils, époux, père, beau-père et grand-père,

M. René THIRIET, professeur d'Université,

rappelé à Dieu, le 26 décembre 1986, en son domicile de Talence.

Conformément aux dernières volontés du défunt, les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité, le 30 décembre, à Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse (Aude).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Cambien, ses filles, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

## Remerciements

— Ses enfants, Lucien-Elie, Gilbert, Benjamin-Gino, Sylvie, Sidney, Gérard, Edith, Sara, Anna-Mimo, Et leur famille,

Ses frères et sœurs, Maurice, Fortunée, Édouard, Et leur famille, Les familles, parentes et alliées,

remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de

M<sup>me</sup> veuve Joseph SITON, née Emilie Siton,

et font part des prières de fin de mois qui auront lieu le dimanche 4 janvier 1987, à 15 heures, à la synagogue, 74, avenue Paul-Valéry, à Sarcelles.

— La famille et les amis de

Danielle CAUQUIL, née Schlemmer,

fidèles à son souvenir, s'unissent en pensée, le 2 janvier 1987, car voilà un an que nous quittons notre Nana.

— Pour le premier anniversaire du décès de

Charles DEVIVASSE, vous qui l'avez connu, donnez-lui une pensée.

27, rue de l'Opéra, 13100 Aix-en-Provence.

## DOCTORATS

— Université Paris-VIII, samedi 10 janvier, à 14 heures, salle F 288, M<sup>me</sup> Lucie Guillemin, née Caruchet : « Sujet de l'écriture et traduction autour de 1540 ».

— Université Paris-I, samedi 10 janvier, à 14 h 30, amphithéâtre Turgot, M. Jean Bonleu : « La Traite, l'Etat, l'Empire. Les royaumes Wolof du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle ».

— Université Paris-I, mardi 13 janvier, à 14 heures, salle 310, M<sup>me</sup> Magda de Sousa : « Chemins de fer, structure financière de l'Etat et dépendance extérieure au Portugal (1850-1890) ».

— Université Paris-II, mercredi 14 janvier, à 14 heures, salle des Commissions, M. Thérèse Dello : « Les conflits de lois en matière de transport international de marchandises par mer ».

## CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR même s'ils nous parviennent avant 16 h au siège du journal, 7, rue de la Harpe, 75007 Paris Cedex 05. Tél. MONDIPAR 05 572 72.

ou au MONDE PUBLIÉ le vendredi avant 16 h au siège du journal, 7, rue de la Harpe, 75007 Paris. Tél. : 206 126.

Renseignements. Tél. 45-55-61-62.

Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques : 60 F Abonnés (avec justification) : 60 F Communications diverses : 72 F

Insérer minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

— M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Cambien, ses filles, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel CAMBIEN, ingénieur des Arts et Manufactures, officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, Military Cross,

survécus le 27 décembre 1986, dans sa cent onzième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le mercredi 31 décembre, dans la plus stricte intimité familiale.

39, avenue Mozart, 75016 Paris.

صك: من الأهل



# Le Monde SPORTS

## JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

### Albertville attend le patron

Après les moments d'enthousiasme suscités par la désignation, le 17 octobre, d'Albertville comme cité organisatrice des Jeux olympiques d'hiver de 1992, la Savoie, qui s'est, depuis lors, reconquise de neige, se préoccupe d'abord de réussir sa saison blanche. Les « co-leaders » de l'équipe de la candidature, Michel Barnier, président du conseil général, et Jean-Claude Killy, ont retrouvé leurs propres affaires, politiques pour le premier, commerciales et industrielles pour le second. Sollicité pour devenir le « manager des JO », le triple médaillé olympique de 1968 tarde à donner sa réponse qui, de l'avis de certains observateurs, risque d'être négative.

ALBERTVILLE  
de notre correspondant

Fortement encouragé par le président du Comité international olympique, M. Samaranch, lors d'une visite à Albertville le 18 novembre, pour devenir le « patron » des Jeux (le Monde du 22 novembre), Jean-Claude Killy, qui avait alors promis une réponse rapide, est resté depuis lors silencieux. Il n'a rompu son mutisme que pour s'étonner de l'information parue dans le *Canard enchaîné* daté du 17 octobre et selon laquelle « pour remonter la pente, Chirac veut nommer Jean-Claude Killy ministre ». Le triple médaillé des Jeux olympiques de Grenoble en 1968, qui est aussi un fin diplomate, sait qu'une telle proposition le mettrait alors directement en concurrence — et pourquoi pas sur le plan politique — avec Michel Barnier, député des futures « terres olympiques ».

Les deux hommes, dont les rôles furent « parfaitement complémentaires », souligne Michel Barnier, pendant la longue période qui précéda la décision du CIO du 17 octobre à Lausanne, n'occupaient pas en effet le même « créneau ». L'un est un sportif exceptionnel devenu un homme d'entreprise, alors que le second est d'abord un homme politique, qui affirme aujourd'hui vouloir, au plan national, « continuer à participer au débat politique avec mon



Jean-Claude Killy sera-t-il le « manager des JO » ?

propre tempérament et mon propre style ».

Michel Barnier, qui est parvenu à installer les Jeux olympiques en Savoie, peut légitimement espérer que son travail efficace sera récompensé un jour au plan national.

La prise en charge de l'organisation quotidienne des Jeux olympiques ne le rendrait plus suffisamment disponible pour de nouvelles tâches politiques. Mais il se déclare « prêt cependant à présider la structure d'animation des JO qui sera le lieu d'une véritable synergie entre les Jeux, le département de la Savoie, la région et l'Etat. Il faut s'appuyer sur l'effet olympique pour créer des activités économiques et industrielles durables. Voilà mon rôle ».

Président du directoire du Comité local d'organisation des Jeux olympiques (COJO), mais assurant une présidence « à la manière américaine », Michel Barnier aimerait avoir à ses côtés un « manager des JO ». « C'est ce qui a été proposé à Jean-Claude Killy. Il aura le pouvoir de contracter au nom du COJO. Il sera l'interlocuteur quotidien du CIO, qui reste le propriétaire des

Jeux et en délègue l'organisation, à travers le Comité national olympique français, à une région ».

Le COJO, qui sera opérationnel à la fin du mois de mars 1987, s'installera à Albertville dans les locaux de l'ancien palais de justice. Il disposera également d'une antenne très légère à Paris, chargée notamment de traiter avec les principales administrations les problèmes financiers.

M. Cabana assurera le suivi gouvernemental

« Les chantiers liés à l'organisation des JO seront progressivement lancés à partir de 1988. Le seul domaine où le temps est compté est celui des accès routiers, explique Michel Barnier. Le second plan de la Tarentaise sera lancé début 1987. Une cellule spéciale du ministère des transports s'installera d'urgence en Savoie, prochainement, pour suivre les problèmes liés aux grandes infrastructures routières qui concernent l'ensemble de la région Rhône-Alpes ».

La Savoie va ainsi bénéficier très vite des premières « retombées » de la désignation d'Albertville. Certains investissements vont être accélérés. « Nous n'organisons pas les JO sur un terrain vierge puisque la Savoie est l'une des régions touristiques les plus importantes en Europe. Les Jeux vont être l'occasion d'un investissement supplémentaire considérable. Dans cette industrie touristique savoyarde, il y avait déjà d'importants investissements sur le plan des infrastructures. Ce déficit va être corrigé, le retard rattrapé et même, je l'espère, une certaine avance réalisée. Tout ce que feront la région et l'Etat sera évidemment nécessaire pour les JO et utile pour l'industrie touristique. Mais il faut savoir que si les infrastructures routières et les autres équipements publics comme le logement ou la santé ne seront pas développés par rapport à la période « d'après Jeux »

et qu'en ce domaine le réalisme doit primer ».

« Hériter » du processus de décentralisation engagé depuis 1982, l'actuel président du conseil général de la Savoie ne souhaite pas voir l'Etat et ses fonctionnaires être omnipotents dans le département pendant les cinq prochaines années. « La nature même des Jeux a changé, estime M. Barnier. L'impact médiatique et les enjeux financiers sont hors de proportion avec ce qui se passait en 1968. Par ailleurs, l'idée de décentralisation a fait également son chemin depuis Grenoble. Nous imaginons en Savoie une structure autonome par rapport à l'Etat, mais aussi par rapport aux autres collectivités. Chacun cependant y trouvera sa place et jouera un rôle ».

Le premier ministre d'ailleurs désigné M. Camille Cabana pour assurer le suivi gouvernemental des JO. Celui-ci fut, en 1968, à Grenoble, l'adjoint du préfet Maurice Doublet, à l'époque véritable « patron » des Jeux. En Savoie, précise encore M. Barnier, « les Jeux seront organisés par le COJO. L'Etat est décidé à nous faire confiance. Le premier ministre nous l'a dit, comme il nous a assurés que l'Etat fera face à ses responsabilités en matière d'équipements publics. Jacques Chirac souhaite que ces Jeux soient impeccables. Cette exigence est juste, car il n'y aura pas de plus belle vitrine internationale pour la culture, la technologie et le sport français au cours des années 90 que les JO d'hiver. Nous devons alors atteindre l'excellence, la plus haute qualité dans tous les domaines ».

CLAUDE FRANCHILLON.

## RALLYE PARIS-ALGER-DAKAR

### Angoisse en France profonde

« Brive, dernière oasis avant le désert... » La sous-préfecture de la Corrèze a reçu, jeudi 1<sup>er</sup> janvier, une brutale promotion. De « riant portail du Midi », elle est passée soudain aux avant-postes du désert mauritanien, tout ça parce qu'elle accueillait à l'occasion d'un contrôle et pour la cinquième année consécutive le neuvième Paris-Alger-Dakar.

Il faut croire que les Limousins ont un coin de dunes caché dans leur tête, puisqu'ils étaient vingt mille dans les rues de Brive à regarder passer la caravane, dix mille massés devant la salle Georges-Brassens, sur la place du Marché, tentant d'apercevoir la tête blonde d'Ari Vatanen, ou la petite silhouette de Cyril Neveu juchée sur son énorme Honda, et dix mille autres dispersés le long des rues et boulevards brivistes, agglutinés aux carrefours où d'énormes panneaux Paris-Dakar avaient momentanément camouflé d'autres destinations moins aventureuses. Les Corrèziens avaient coté un repas de fête pour les pilotes et les motards : soupe chaude, pâté de foie gras, charcuteries, pot-au-feu, fromage et dessert. A déguster sur place.

Jacky Ickx, ancien vainqueur du Rallye et l'un des favoris de l'édition 1987, n'eut droit qu'à quelques miettes. La soupe avait refroidi lorsqu'il arriva, vers 19 h 45, dans la capitale corrézienne. A la même heure, Barcelone en délire s'apprêtait à accueillir pour la première fois la prestigieuse caravane : les premiers motards étaient déjà à la frontière espagnole et les voitures traversaient Perpignan.

Dans la nuit briviste, encore à mi-chemin du parcours, Jacky Ickx peisait, racontant comment son rallye, si minutieusement préparé en vue des pièges africains, avait failli s'achever au cœur de la France profonde.

Une pompe à huile défilante avait brusquement stoppé sa voiture à 14 h 15 à Celon, près d'Argent-sur-Creuse. « Nous avons cru que c'était fini pour nous, dira Christian Tassin, son coéquipier. Puis nous avons farfouillé pendant plus de deux heures et le moteur est reparti ».

Ickx et son coéquipier étaient bien seuls car, les camions ayant été lâchés les premiers de Versailles, ceux de l'assistance Lada roulaient loin devant. Il fallut aller à la gendarmerie de Cahors pour les « intercepter », et un automobiliste de passage accepta de transporter une pompe neuve de Cahors à Brive. « Comme la voiture à l'air de marcher comme ça, nous prenons la pièce mais nous continuons avec l'ancienne », expliquait Ickx, visiblement furieux. Nous ferons la réparation définitive à El Goléa, lundi ».

A Barcelone, où tout le monde a pris le bateau, il ne restait pas assez de temps pour se pencher sur le moteur de la Lada. Les mécaniciens n'en auront pas non plus à Alger après le débarquement et au bivouac de Ghardaïa samedi 3 janvier. Trois jours d'angoisse donc pour Jacky Ickx, en attendant le repos d'El Goléa. Un repos réparateur.

## VOILE : La Coupe de l'America

### Mâts de cocagne

FREMANTLE  
de notre envoyé spécial

« La Coupe de l'America est essentiellement un marché. C'est là que les hommes qui réussissent viennent pour rencontrer d'autres hommes qui réussissent. » Petit émigré londonien arrivé sans un penny en Australie en 1938 et désormais à la tête d'un conglomérat regroupant brasseries, chaîne de télévision, industries cinématographiques, compagnies pétrolières, lignes aériennes, mines de charbon, constructions immobilières et commerces, Alan Bond parle en connaissance de cause. Depuis qu'avec *Australia II* il a déboulonné la Coupe de l'America de la vitrine du Yacht Club de New-York qu'il avait créé depuis 1852, ses revenus nets seraient passés de 14,4 millions de dollars en 1984 à 28 millions en 1985 et sont estimés entre 42 et 56 millions cette année.

De grandes sociétés nationales et surtout multinationales figurent parmi les grands sponsors des défis américains, britanniques, italiens ou australiens, mais le principal d'entre eux est un Français, Serge Cras-

nanski, PDG de KIS et commanditaire du défi de Marc Pajot. Rudimentaire en physique nucléaire, il a fait fortune presque par hasard. Ayant perdu ses clés de voiture en 1963, il avait découvert la difficulté d'être dépanné immédiatement.

La même année, il créait Key Independent System, qui, au fil des ans, allait donner naissance à de nombreuses filiales étrangères tout en diversifiant ses activités aux gravures, aux talons minute, aux minilabs photo, aux bio-analyses médicales, aux photocopies couleur, etc. Aujourd'hui KIS réalise seulement 12 % de son chiffre d'affaires en France, 16 % dans le reste de l'Europe et 72 % dans le reste du monde.

S'il s'est lancé dans la Coupe de l'America, ce n'est pas par amour du sport ou par philanthropie, mais bien parce que l'audace de cette épreuve et la technologie qu'elle réclame correspondaient aux ambitions et à l'image qu'il voulait donner de sa société. « On aimerait que je parle d'amour du sport, mais aucun défi pour la Coupe de l'America n'a été lancé par passion de la voile, dit-il. Financièrement, ce n'est pas conservable. Nous voulons faire passer l'image d'une entreprise qui conçoit des produits de haute technologie, qui suit le rythme et rivalise avec les grandes sociétés des plus grands pays industriels ».

actionnaire de la Coupe de l'America à valeur quelques sous à son PDG. Cette prodigalité a incité quelques propriétaires de minilabs mécontents de la rentabilité de leurs appareils et trop lourdement endettés par cet achat à se constituer en association de défense des victimes de KIS, pour exiger des dédommagements. Cette campagne, qui a eu un écho aux Etats-Unis, a provoqué une baisse du chiffre d'affaires qui s'explique aussi par la chute du dollar.

L'heure n'est pas encore au bilan

Serge Crasnianski ne nie pas les autres retombées négatives. « Je pense que ce mouvement ne se serait pas créé si j'avais pas eu French-Kiss », dit-il. On a profité de notre force médiatique du moment pour amplifier. Nous avons toujours eu des problèmes, mais l'entreprise les a réglés jusqu'ici normalement. En France, on a insisté sur les dépenses de la Coupe de l'America. Sur quatre ans, cela représente un peu plus de 15 millions de francs par an. C'est beaucoup moins cher que la formule 1 par exemple. Ça peut paraître démesuré, mais c'est raisonnable par rapport à la taille de l'entreprise ».

Pour le PDG de KIS, l'heure n'est pas encore au bilan. « Si on avait la possibilité de refaire la même chose, on ne repartirait pas sur les mêmes bases, mais il ne faut rien regretter, dit-il. Dans les six mois qui viennent nous ferons notre bilan. Le soutien financier apporté à de grands sportifs est quelque chose de sympathique. C'est un très bon vecteur ».

Serge Crasnianski a participé au réveil d'Alan Bond et a découvert l'ambiance Fremantle à l'occasion des demi-finales de la Coupe Louis-Vaition. « C'est un milieu d'affaires internationales », raconte-t-il. Ça ne peut être que positif pour le développement de ces dernières. On y fait beaucoup d'approches. La dernière en date est celle de Dennis Comer, le skipper de *Stars-and-Stripes*, qui lui a proposé de participer avec son bateau et son équipage aux prochains championnats du monde des 12 mètres II sous les couleurs de French-Kiss pour 750000 dollars. S'il se qualifie pour la Coupe de l'America début février, il serait prêt à aussi à débaptiser son bateau mais réclamerait alors 3 millions de dollars. Avis aux amateurs fortunés.

GÉRARD ALBOUY.

## Les dérapages de Calgary

Une chose est d'obtenir du Comité international olympique l'organisation des Jeux. Une autre est de le mener à bien. Moins de quatorze mois avant l'inauguration des 16<sup>es</sup> Jeux d'hiver, le Comité d'organisation de Calgary (Canada), qui a engagé 500 millions de dollars pour transformer cette cité de pétroliers et d'élus en centre de sports d'hiver, mesure la difficulté de l'entreprise.

Le Comité doit d'abord faire face à un scandale financier. Le directeur de la billetterie a été emprisonné pour avoir vendu aux Etats-Unis, par l'intermédiaire d'une agence de voyages lui appartenant, 8 000 forfaits payables en dollars américains, c'est-à-dire 28 % plus cher que les dollars canadiens. Cette affaire a aggravé le mécontentement de la population locale, échaudée en apprenant que 23,5 % des 1,7 million de billets mis en vente seraient réservés à la « famille olympique », et non 10 % comme promis initialement. Un nouveau directeur, Frank King, a été nommé à la tête de l'OCO (Comité d'organisation olympique) pour redorer son blason auprès du public. Mais ce n'est peut-être que le moindre des problèmes auxquels il doit faire face.

Le parc olympique, qui a coûté 43 millions de dollars, fait l'objet de nombreuses réserves chez les sportifs. Le champion canadien Horst Buleu a refusé de sauter au tremplin de 70 mètres lors des cérémonies d'inauguration après s'y être blessé à l'entraînement. Le vent qui souffle dans la journée rend pratiquement inutilisable le tremplin de 90 mètres. Il faudrait dépenser 300 000 dollars supplémentaires pour équiper le site de projecteurs et pour concourir la nuit quand le vent ne souffle plus. L'anneau

pour le patinage de vitesse, entièrement couvert et prévu pour 4 000 spectateurs, dont le coût s'élève à 20 millions de dollars, ne pourra être inauguré que trois mois avant les Jeux.

Et la situation la plus grave concerne le ski alpin. Au site de Lake Louise, à quarante minutes de la ville, l'OCO a prêté les pentes du mont Allen, distantes de plus de deux heures. Un inconvénient aggravé par le manque chronique de neige sur cette montagne où les organisateurs ont pourtant investi 20 millions de dollars pour créer une nouvelle station.

Système d'enneigement artificiel

En février dernier, une course de descente a dû être annulée. Après la mise en place d'un système d'enneigement artificiel — coût 5 millions de dollars, — le temps n'a pas permis de faire les cérémonies inaugurales en novembre dernier. Si la descente — qualifiée de « Mickey » par l'ancien président de la Coupe du monde, Serge Lang, pour dire qu'elle est trop facile — n'est pas homologuée par la Fédération internationale de ski avant la fin de l'année, il faudra que l'OCO envisage le repli des épreuves alpines sur Lake Louise.

Toutes ces difficultés expliquent peut-être pourquoi l'OCO a demandé à la chaîne de télévision américaine ABC, qui a acheté 309 millions de dollars les droits de retransmission des 1988, de lui verser une avance avec intérêts de 50 millions de dollars, alors que son compte en banque est encore créditeur de 34 millions de dollars.

ALAIN GIRAUDO.

## LES HEURES DU STADE

### Automobilisme

Rallye Paris-Alger-Dakar. Jusqu'au 22 janvier, TF1 tous les soirs vers 23 h.

L'aventure blanche. Randonnée hivernale auto-moto. Du 7 au 10 janvier dans le Vercors.

### Basket-ball

Championnat de France. Première division, deuxième phase, septième journée. Samedi 3 janvier à 20 h 30, sauf Racing-Asnières avancé à vendredi 2.

### Patinage

Championnat de France de vitesse. Samedi 3 et dimanche 4 janvier à Grenoble.

### Hockey sur glace

Reprise du championnat de France. Samedi 3 janvier (23<sup>e</sup> tour).

### Ski alpin

Coupe du monde. Slalom et géant féminins. Samedi 3 et

dimanche 4 janvier à Maribor (Yougoslavie).

Descente masculine. Dimanche 4 janvier à Laax (Suisse), TF1 dimanche 4 à 12 heures.

Slalom géant masculin. Mardi 5 janvier à Ebnat-Kappel (Suisse).

### Ski nordique

Coupe du monde de saut (tremplin de 90 mètres). Dimanche 4 janvier à Innsbruck (Autriche).

Coupe du monde de combiné nordique. Samedi 3 et dimanche 4 janvier à Schonach (RFA).

### Rugby

Coupe des provinces (demi-finales). Dimanche 4 janvier.

### Tennis de table

Internationaux Top 12. Jusqu'au dimanche 4 janvier, à Bâle.

### Voile

Dernière série des « défendeurs » australiens. Les 3, 4, 5 et 6 janvier à Fremantle.



# Economie

Les conflits sociaux et leurs conséquences

## Un piège pour les syndicats

(Suite de la première page.)

« C'est une machine folle qu'on n'arrive plus à contrôler. C'est très grave », nous confiait M. André Bergeron, qui redoute que les événements, au lendemain de l'audience accordée par M. Mitterrand à des cheminots, ne prennent une tournure politique. « Maintenant, je crains tout », a-t-il ajouté.

Les grévistes semblent emportés eux-mêmes par la vague qu'ils ont déclenchée. Dans la journée du 1<sup>er</sup> janvier, où étaient présents dans les dépôts les grévistes les plus militants et les plus déterminés, les assemblées générales ont voté la poursuite de la grève, comme à Paris-Est, Paris-Montparnasse, Reims, Nancy, Metz-Thionville, quatre dépôts de Strasbourg, Le Mans, Nantes, Tours, Dijon, Marseille, Nice, Chambéry et la région de Lyon. Dans certains dépôts comme celui de Rouen ou de Perpignan, après de Dijon, le vote a cependant été très serré, tandis que celui de Strasbourg-Hausbergen se prononçait à bulletin secret et à une voix de majorité pour la reprise du travail.

### Les exigences de la « base »

La direction de la SNCF conteste cependant l'idée selon laquelle la partie serait d'ores et déjà perdue. Affirmant que nombre d'assemblées réunissaient peu de grévistes, elle évoque un « mouvement de reprise individuelle », notamment à Marseille, qui ne peut se concrétiser du fait du blocage des voies dans de nombreux endroits. « Intoxication » ou réalité ? Une certaine confusion règne qui ne pourra être dissipée que par les assemblées gé-

rales, plus nombreuses, prévues pour la journée de vendredi.

Pour l'heure, un certain jusqu'au-boutisme semble l'emporter, conforté par l'attitude de syndicats qui n'ont toujours pas réussi à s'assurer la maîtrise du mouvement. Courant derrière les grévistes, ils ont même évité de se prononcer clairement à l'issue des négociations de la Saint-Sylvestre, laissant « la base » s'exprimer. Or cette « base », au vu des premières assemblées générales, met en avant trois points qui restent, pour elle, à décider ou à trancher.

En premier lieu, le retrait de la grille ne donne pas entière satisfaction — alors qu'il aurait dû être de nature à déboucher la situation — parce que la formulation choisie est entourée de trop de « finasseries ». Les grévistes constatent à la fois que le mot retrait n'a pas été utilisé et que la direction n'a pas renoncé à établir une nouvelle grille qui fera plus de part « au choix » qu'à l'ancienneté. Une telle crainte ressemble à une mise en cause implicite de la capacité des syndicats à négocier de manière satisfaisante un nouveau système de rémunération.

Si les grévistes semblent « apprécier » l'octroi de deux jours de repos supplémentaires par an, ils jugent les propositions de la direction trop timorées, notamment sur la question de la prise des repos après le travail de nuit. Enfin, ils se plaignent de l'absence de mesure en faveur des bas salaires. La déception semble donc l'emporter, nourrie par le non-paiement des jours de grève et les menaces de sanction. Dans ce contexte, certaines coordinations comme celle de Paris Sud-Ouest, jouent le maximalisme en demandant satisfaction sur l'ensemble des revendications. La notion de compromis se trouve ainsi balayée.

### La stratégie de la CGT

La leçon est rude pour les syndicats, qui auraient pu moins difficilement mettre en œuvre la grève après les concessions de la Saint-Sylvestre s'ils avaient réussi à prendre eux-mêmes en main le mouvement. La CFDT a demandé, le 1<sup>er</sup> janvier, une réouverture des négociations, mais s'est heurtée à une fin de non-recevoir. La fédération des cheminots FO a jugé que les propositions sur les conditions de travail allaient « dans la bonne sens » et « pris acte » de la disparition du projet de grille dont « chacun avait fait un symbole ». Mais n'ayant pas appelé à la grève, elle

se contente de noter qu'« une situation nouvelle est créée qui devrait aider à l'évolution rapide de la situation ».

Le piège de ce conflit « basiste » se résume par des syndicats qui s'arrivent plus à le gérer, avec le risque que l'opinion publique ne comprenne pas un tel jusqu'au-boutisme après deux semaines de grève. Les cheminots sont en train de jouer avec des alchimistes. Dans ce contexte, la CGT voit l'occasion d'engager enfin cette « contre-offensive » du monde du travail qu'elle recherche en vain depuis septembre. Sa fédération des cheminots juge le retrait de la grille « ambigu », refuse de considérer « comme réglé » le chapitre des salaires et estime que les propositions sur les conditions de travail sont « à des années-lumière des revendications défendues par la CGT ». Elle soutient donc la poursuite de la grève tout en se déclarant prête à négocier « à tout moment ».

Malgré elle joue surtout la carte de l'extension. Elle vient de créer un Comité national de solidarité d'entraide pour « soutenir les cheminots » mais plus globalement pour « recueillir, rassembler et distribuer à tous ceux qui sont victimes de l'enlèvement de leur direction et du gouvernement, les aides sous toutes les formes qui leur seront desti-

nées ». Quant à M. Krasucki, en visite au Mans jeudi, il voit dans les cheminots « la locomotive » d'un mouvement plus vaste. « Oui, a-t-il souligné, le flot monte et c'est tant mieux. Certains le craignent, pas la CGT. C'est la seule chance de se faire entendre ».

La CGT a pris l'initiative le 2 janvier d'une coordination du mouvement dans l'ensemble du secteur public et du secteur nationalisés alors qu'elle a déjà lancé des mots d'ordre de grève pour le début de la semaine prochaine à la RATP — avec les autonomes à partir du 6 janvier — à EGF le 6 janvier et dans les arsenaux. Dès lundi des assemblées sont prévues dans tout le secteur public, dans l'idée de lancer des grèves reconductibles de 24 heures en 24 heures. Aux PTT, elle parle de « décisions d'actions » dans sa 50 départements. Elle réunit aussi le 2 janvier ses fédérations du secteur privé pour des initiatives similaires. Elle a également appelé les salariés de Renault à « agir sous les formes les plus diverses » dès le 5 janvier. Non seulement, elle encourage les cheminots à poursuivre leur action mais elle espère qu'elle fera rapidement tâche d'huile. L'épreuve de force sociale a donc toutes les chances de s'aggraver encore.

MICHEL NOBLECOURT.

## Une information à risques pour le bureau de presse

Depuis le début de la grève, le bureau de presse de la SNCF — quinze personnes, un budget de 40 millions de francs — est en état de mobilisation permanente. Il lui faut donner à la fois des informations techniques sur les trains prévus et exprimer, au jour le jour, le point de vue de la direction sans gêner l'évolution du conflit. Du grand art.

Il y a un peu plus d'un an, MM. Yves Chene et Gaston Kuhn, respectivement directeur de la communication et chef des services de presse, participaient à un colloque organisé à Paris par l'AFREP (Union des associations françaises de relations publiques) et consacré à « la gestion de l'information à risques ». Leur intervention, centrée sur la façon de communiquer pendant les périodes de crise, demeure tout à fait actuelle.

A l'époque, la SNCF venait de subir le choc d'une série de trois accidents mortels à Saint-Pierre-du-Vauvray, à Flaijac et à Argenteuil-Creusot, survenus pendant l'été 1985. Peu de temps après, début octobre, elle avait été confrontée à une grève venue de la base qui, d'ailleurs, n'était pas sans rapport avec les tragiques déraillements.

Or si « la public, en définitive, semble avoir bien compris l'enchaînement de circonstances et les défaillances humaines ayant provoqué directement des catastrophes », disait M. Yves Chene, dans un cas, il n'en a pas été de même dans l'autre. « Une grève de la nature de celle que nous avons vécue (...) est,

pour la SNCF, une information à haut risque ».

Les motivations du mouvement, qualifiées de sauvages, son déclenchement sans préavis, ont provoqué « une crise en ce sens qu'elle a déstabilisé le système ferroviaire et montré, elle aussi, la vulnérabilité de notre système socio-technique », ajoutait M. Chene.

Entre les deux informations, la plus difficile à maîtriser a été celle qui émanait d'un conflit social. Les accidents n'ont pas entaché la réputation de la SNCF, ni même la crédibilité de son service, ainsi que l'ont démontré les constats d'opinion. La confiance du personnel dans le matériel et le fait que les accidents aient eu des causes diverses ont contribué à conforter cette impression. A l'inverse, une grève soudaine qui déorganise le pays révèle une entreprise en butte à des difficultés et ayant, finalement, une mauvaise image sociale. Sa réputation s'en trouve ternie. On le juge mal géré, voire vieillotte. Cela fait apparaître ses aspects les plus négatifs et, notait M. Chene, « nous avons sans doute vécu là un problème type d'information interne mal maîtrisée, d'incompréhension culturelle entre les partenaires sociaux ».

« Il s'agissait d'une information à risques, car la situation était évolutive et incontrôlable », conclut-il. Alors le directeur de la communication à la SNCF. Il pourrait certainement tenir les mêmes propos aujourd'hui.

A. L.

### POINT DE VUE

par Michel Beaud

La réflexion sur les mouvements sociaux, par-delà les dynamiques profondes, devrait nous aider à comprendre les choses du moment. Mais notre société est trop impatiente, trop préoccupée de l'immédiat et, par là, trop superficielle.

Deux secousses sociales devraient pourtant nous inciter à réfléchir plus posément et plus profondément.

Le mouvement étudiant-lycéen d'abord. Car il y a eu le projet de loi et les remises en cause qu'il suscitait ; il y a eu la maladresse, la souffrance de ministres en place et la brutalité d'éléments des forces de l'ordre. Mais il s'est agi de l'occasion, et du dénouement.

L'essentiel est qu'une génération s'est rassemblée et a dit à l'ensemble de la société : l'avenir, j'arrive dans un monde que je n'ai pas choisi et dont beaucoup d'aspects me déplaisent : Tcherno-by, surmenage, chômage, pollution, violence ; j'arrive dans une société qui, dans la crise, me laisse le moins bon ; chômage, précarité, incertitudes. Et en plus vous voulez rendre un peu plus difficile notre entrée à l'université ? C'est trop !

Et ils furent des centaines de milliers à le dire. Un message dirigé vers le gouvernement, mais qui en fait s'adresse à toute la société.

### Un équilibre subtil

Le mouvement de grève du secteur public ensuite. Lui aussi concerne, par-delà le gouvernement, l'ensemble de la société. Si l'on va à l'essentiel, il dit deux choses : premièrement que l'austérité, la rigueur, ont pu être acceptées tant qu'elles concernaient l'ensemble des couches et des groupes, ce qui n'est plus le cas dès lors qu'est supprimé l'impôt sur les grandes fortunes, rétabli l'anonymat pour les transactions sur l'or et que sont amoindries les fuites frauduleuses de capitaux. Il dit aussi que les changements, les adaptations, doivent être discutées, négociées avec les intéressés.

Au fond, ces deux mouvements expriment des malentendus, des inquiétudes, des aspirations en travail dans la société française. Celle-ci, le dernier demi-siècle en forme profondément ; elle a trouvé dans les dernières décennies, comme pour un mobile ultracomplexe et d'une infinie sensibilité, un

Au fort de Brégançon

## M. Mitterrand a reçu une délégation de grévistes

M. François Mitterrand a reçu, le jeudi 1<sup>er</sup> janvier au fort de Brégançon (Var), une délégation de trois cheminots grévistes. MM. Francis Le Gall et Eugène Rampin (CGT) et M. Jean Léoni (CFDT) se sont entretenus pendant près d'une heure avec le président de la République. Auparavant, cent cinquante grévistes de la SNCF du Var ont offert au chef de l'Etat une gerbe de fleurs sur laquelle on lisait : « Nos vœux pour 1987. Cheminots en grève demandant faire intervenir négociations rapidement ».

Selon ses interlocuteurs, M. Mitterrand s'est dit très heureux d'avoir « le sentiment de la base, d'hommes qui se trouvent au cœur du conflit ». En recevant ensuite un groupe de cheminots, le président de la République a déclaré qu'il avait été très sensible aux vœux des cheminots, précisant qu'il leur avait indiqué qu'il n'avait pas le pouvoir constitutionnel d'intervenir dans le conflit. Mais il a ajouté qu'il donnerait son opinion si on lui demandait conseil.

Réagissant sur RTL à cette entrevue, M. Jacques Douffiaques, ministre délégué chargé des transports, s'est borné à déclarer : « Le président a reçu une délégation, c'est son

problème, c'est son appréciation. Pour M. Douffiaques, « le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour préserver la paix sociale. Si le président de la République peut y contribuer, pourquoi pas ? Je crains que cette audience n'apporte rien de bon », a affirmé de son côté M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. « Pour aussi symboliser qu'elle soit, puisqu'il s'agit d'une affaire de la seule compétence du gouvernement, cette intervention, a déclaré M. Toubon, risque d'accroître la difficulté de la situation, de renforcer la jusqu'au-boutisme des plus extrémistes et donc d'aller à l'encontre des objectifs de cohésion et de paix sociale que tout le monde recherche et qui ont été par ailleurs affichés ».

Quant au secteur fédéral CGT cheminots de la région Provence-Côte d'Azur, il « n'a pas l'intention de demander l'arbitrage d'un quelconque membre du pouvoir en place. La CGT en effet ne fait aucune différence entre le président de la République, le gouvernement et la direction de la SNCF, qui portent conjointement la responsabilité du conflit en cours ».

## Le désaccord entre M. Méhaignerie et M. Douffiaques

### Deux idées du libéralisme

La cohabitation de M. Pierre Méhaignerie et de M. Jacques Douffiaques promet de devenir difficile. Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'aménagement du territoire et son ministre délégué chargé des transports s'opposent, au printemps dernier, sur l'attitude à adopter face à la « rébellion » budgétaire de M. Claude Quin, président communiste de la RATP. M. Douffiaques ne cachait pas alors son indignation de ne pas avoir reçu aucun soutien de son ministre de tutelle dans la lutte de bras de fer qui l'opposait à M. Quin.

La grève des agents de conduite de la SNCF est, pour eux, une nouvelle occasion de disputes. M. Douffiaques, soutenu par le premier ministre, a appuyé le fermement du directeur de la SNCF, M. Jean Dupuy. Jouant le pourrissage du conflit et la réaction de l'opinion publique, le ministre des transports souhaitait continuer à « secouer un peu la SNCF » et « ouvrir un débat sur la justification actuelle du régime statutaire de la SNCF », dans le droit fil des déclarations spectaculaires faites dans nos colonnes (Le Monde du 7 août 1986).

A l'axe « musclé » Chirac-Douffiaques-Dupuy, est en train de s'opposer avec succès un trio

virtuel Mitterrand-Méhaignerie-Essig (le président de la SNCF) partisan de calmer le jeu et d'ouvrir un large dialogue avec les grévistes.

Les tenants de l'apaisement ont été battus dans un premier temps, et M. Philippe Essig, socialiste, s'est vu interdire de prendre la parole par M. Douffiaques. Les maladroites du directeur général de la SNCF et l'inefficacité du gouvernement, qui n'a cessé de lâcher du lest trop tard, ont redonné des arguments aux modérés. C'est sur un consensus soutenu par M. Méhaignerie que le médiateur, M. François Lavondès, a retiré le projet contesté de grille des salaires. Les gestes du président de la République recevant une délégation de cheminots au fort de Brégançon ont venu renforcer le main de M. Méhaignerie.

Néanmoins M. Douffiaques n'ont intérêt à porter au paroxysme leur antagonisme. Reste que le conflit va se poursuivre. De ce point de vue, la jusqu'au-boutisme manifesté par les grévistes donnera à M. Douffiaques des arguments pour faire valoir que le système ne peut décemment pas et qu'il est temps de sommer l'opinion publique de prendre parti.

ALAIN FAUJAS.

## Les autorités portuaires dénoncent les voies de fait commises à Marseille

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

Le port de Marseille-Fos paraît être le plus durement touché par la grève de la marine marchande commencée le 10 décembre dans l'ensemble des ports français et à nouveau reconduite le mercredi 31 à l'appel de la seule fédération CGT des marins.

Dans un communiqué publié le 29 décembre, l'Union maritime, l'Union patronale des Bouches-du-Rhône et la Chambre de commerce de Marseille ont énuméré une série d'actions « n'ayant rien à voir avec l'exercice du droit de grève : intimidation, menaces et séquestrations sur les personnes, voies de fait sur les navires, incendies, pillages et jets à la mer de marchandises ; voies de fait sur les installations de sécurité du port, etc. ». De son côté, le directeur du Port autonome de Marseille, M. Michel Pechère, s'est élevé contre les agissements de « véritables commandos terroristes ».

A trois reprises, les grévistes ont bloqué les bassins et à l'aide de filets tendus en travers des passes, justifiant à chaque fois l'intervention des CRS et des plongeurs de la marine nationale. Trois conteneurs entiers ont un renfermant des vêtements en cuir ont également été projetés à la mer au nord du port. Les grévistes ont, par ailleurs, obstrué aux premières heures de la journée de lundi dernier les trois principales portes donnant accès aux quais et aux terre-pleins du port en ravissant des conteneurs et des wagons SNCF et en utilisant divers engins de manutention. Deux de ces portes ont été délogées sans incident par les CRS dans la nuit du 30 au 31 décembre. Au cours de la même

nuit enfin, cinq coups de fusil ont été tirés sur le poste de pilotage de Port-de-Bouc où se trouvaient deux employés, qui n'ont pas été atteints. Une vingtaine d'impacts de chevrotines ont été relevés sur le vitrage et à l'intérieur du bâtiment. « Je ne reconnais pas l'état d'esprit des marins dans ces actes de droit commun », a déclaré M. Pechère, tandis que M. Jourdan-Barry, président de l'Union maritime, n'hésitait pas, lui, à parler de « tentative d'assassinat ».

Sans exclure l'action d'« éléments incontrôlés », M. Paul Moracchini, secrétaire des marins CGT de Marseille, s'est, pour sa part, indigné des accusations lancées contre les grévistes. « La violence, nous a-t-il déclaré, vient de ceux qui sèment la terreur dans les familles de travailleurs. Les marins sont conscients de l'enjeu de la lutte qui est menée contre la disparition de la flotte française ».

Le conflit affecte plus particulièrement la Société nationale Consociété Méditerranée (SNCM), qui a mis en place un pont aérien pour acheminer sa clientèle entre le continent et la Corse. Sur trente-deux mille passagers prévus, trois mille ont pu être transportés grâce à trente-neuf vols au départ de Marseille vers l'Italie, ou de Bastia et d'Ajaccio vers le continent. Coût pour la société : environ 4 millions de francs. Quarante mille autres passagers ont été acheminés par l'Italie. Près de huit mille passages ont été, en revanche, annulés à destination de l'Afrique du Nord. La direction du port estime, de son côté, que soixante à quatre-vingts navires ont été détournés du port de Marseille, représentant 50 000 tonnes de marchandises diverses.

GUY PORTE.

## Ecueils

Et les furent des centaines de milliers à le dire. Un message dirigé vers le gouvernement, mais qui en fait s'adresse à toute la société.

La gauche au pouvoir a dit et a su très rapidement prendre en compte des composantes essentielles qu'elle avait sous-estimées ou mal traitées : l'entreprise, le marché, la compétition. La droite au pouvoir risquerait de déclencher des processus incontrôlables si elle négligeait d'autres éléments essentiels de notre équilibre social : la concentration, la solidarité, un minimum de protection sociale et d'équité...

Espérons qu'elle prendra conscience à temps que le libéralisme — qui n'est nulle part à l'œuvre sous les formes que, prenant ses racines dans la France — doit être, comme tout médicament, utilisé à bon escient et à bonne dose. Sinon, au lieu du mieux, elle peut conduire au pire.

Nous devons être d'autant plus attentifs aux tensions et aux anxiétés de notre société que nous sommes entraînés, avec l'évolution mondiale, dans une passe jalonnée d'écueils. Il y a bien sûr les deux problèmes majeurs pour l'humanité en cette fin de siècle : l'insécurité alimentaire et les déséquilibres écologiques. Il y a, pour les prochaines années, trois risques graves pour l'économie mondiale :

1) le prix anormalement bas des matières premières ; avantage à courte vue pour les pays riches, coût social et économique énorme pour les pays producteurs pauvres ; le contre-choc, quand il se produira, sera dommageable pour tous ;

2) l'extrême fragilité d'un système monétaire international dont la pièce maîtresse reste le dollar, alors que les déséquilibres, budgétaires et commerciaux, des Etats-Unis entraînent le gonflement de leur endettement extérieur ;

3) l'excessive expansion de la spéculation financière : avec la création d'instruments financiers toujours plus coupés de la réalité économique et sophistiqués ; avec aussi une internationalisation débridée, facilitée par les nouvelles technologies télématiques.

De plus en plus d'économistes conviennent que l'économie internationale va être prise, dans les prochaines années, dans de très vives tensions. Seules les sociétés qui auront une cohésion suffisante — entre groupes, couches, classes, générations, mais aussi entre gouvernements, dirigeants et citoyens — auront quelques chances de se traverser en échappant à ces terribles déchirures, peut-être aux drames, que peuvent entraîner les grandes crises de notre temps.



# Economie

## REPÈRES

### Budget

Baisse de 50 %  
des dépenses  
au Nigéria

Le président nigérien, M. Ibrahim Babangida, a annoncé le 1<sup>er</sup> janvier un budget de 5,4 milliards de dollars pour 1987, moitié moins que celui initialement prévu l'an dernier (11 milliards de dollars), qui n'avait pu être exécuté qu'aux trois quarts du fait de la chute des prix du pétrole. Le budget de 1987, extrêmement prudent, table sur un prix du brut de 13 dollars par baril, inférieur au prix objectif fixé par l'OPEP en décembre (18 dollars), et prévoit une marge de sécurité de 1,3 milliard de dollars de recettes, afin de pallier les « incertitudes » du marché mondial du pétrole. Ce budget vise à consolider les acquis du programme d'austérité imposé l'an dernier, qui a permis au pays d'obtenir un accord de rééchelonnement pour l'essentiel de sa dette extérieure (22 milliards de dollars) avec le Fonds monétaire international, le Club de Paris et les banques créancières. « Le pays ne peut réaliser son effort », a déclaré le président nigérien.

### Pétrole

La production mondiale  
en hausse de 6 %

Conséquence de la guerre des prix, la production mondiale de pétrole a augmenté, en 1986, de près de 6 %, la plus forte hausse enregistrée depuis dix ans, estime la revue spécialisée *Petroleum Economics*. Des quelque 60 milliards de barils/jour extraits l'an passé, une bonne partie a toutefois servi à alimenter les stocks, puisque la consommation mondiale n'a progressé, elle, que de 3 % environ. Principaux bénéficiaires de cette hausse, les pays membres de l'OPEP ont produit 19,5 milliards de barils/jour, soit 16 % de plus qu'en

1985. En revanche, le rythme d'extraction des pays concurrents a stagné à 24,8 milliards de barils/jour, les pertes enregistrées aux États-Unis, au Mexique ou en Égypte ayant été compensées par les gains réalisés dans la mer du Nord (Norvège), en Amérique du Sud, en Extrême-Orient ou en Australie. Les pays à économie planifiée ont également pu augmenter leur production de 3 % à 15,7 milliards de barils/jour.

### Prix

Hausses et baisses  
du 1<sup>er</sup> janvier

Hausses de prix, baisses de prix (plus rares) sont en train de disparaître de la tradition du 1<sup>er</sup> janvier. Seuls quelques prix administrés font l'objet de variations prévisibles. Ainsi, le forfait hospitalier (cette dépense d'hospitalisation qui reste à la charge des assurés) passe de 23 à 25 F par jour (soit 8,7 %). Ainsi le gaz baisse de 11 % pour les usages individuels, de 12 % pour les usages collectifs et de 9 à 12 % pour les industriels. Les loyers des HLM augmentent en moyenne de 3 %, mais les hausses sont modulées à l'intérieur d'un même organisme. Dans le secteur à loyer libre, c'est le dernier indice trimestriel du coût de la construction qui s'applique, à la date anniversaire du bail, révisé ou renouvelé : c'est celui du 2<sup>e</sup> trimestre, et sa progression est de 3 %. Les loyers sont libres pour les logements vacants. Pour le reste, au tout début de l'ère libérale née de l'ordonnance sur la liberté des prix, les hausses ne peuvent qu'être indicatives. L'essence et le super augmentent, à la fois en raison du relèvement de la taxe mais aussi à cause de la hausse du prix du pétrole, cette hausse devrait aller de 15 à 20 centimes par litre. Même chose pour la bière et la limonade : les brasseries augmentent leurs prix de 2 à 7,5 % « dans les prochaines semaines », mais il serait tout à fait anormal de constater une hausse uniforme au comptoir et dans les salles de café.

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

Défaillances : + 9,6 %

Selon les statistiques de l'INSEE, les défaillances d'entreprises se sont maintenues à un niveau élevé en novembre, avec 2 594 défaillances, contre 2 550 en octobre et 2 052 en septembre. Pour les onze premiers mois de 1986, le nombre cumulé s'élève à 25 513 défaillances, contre 23 269 pour la période correspondante de 1985, soit un accroissement de 9,6 %. Enregistrement des augmentations supérieures à la moyenne : le bâtiment-général (+ 21,5 %), les services aux particuliers (+ 13,7 %) comme aux entreprises (+ 14 %) et l'industrie (+ 11,5 %). Les défaillances sont, en revanche, plus modérées dans le commerce (+ 3,3 %) et enregistrent même une diminution dans l'hôtellerie-restauration (- 1,7 %) et les transports routiers (- 5 %).

### Restructuration des charbonnages belges

Le gouvernement belge a adopté, le 1<sup>er</sup> janvier, un nouveau plan de restructuration des charbonnages. Ce plan prévoit la fermeture de deux des cinq mines en activité et la suppression de huit mille deux cents emplois, soit presque la moitié des effectifs actuels (dix-neuf mille personnes). Le nouveau plan limite les aides de l'État à 4 milliards de francs belges par an, contre 8,5 milliards actuellement.

### IBM et Merrill Lynch suppriment leur filiale commune

IBM et Merrill Lynch ont annoncé l'abandon de leur filiale commune, International Market Net (Imnet), spécialisée dans l'information financière. Les deux sociétés américaines, respectivement numéro un mondial de l'informatique et du courtage, avaient un but commun : en 1984, dans le but de faire d'Imnet un concurrent de Reuters, Teletext ou Quotron (racheté il y a six mois par Citibank). Mais, selon les observateurs, les services offerts par Imnet s'étaient révélés trop complexes et onéreux.

### Unilever : OPA réussie sur Chesebrough-Pond's

Unilever annonce la succès de son offre publique d'achat (OPA)

## Nominations

● Chez Unilever France, M. GEORGES ROBIN a été nommé président, en remplacement de M. François Périgot, nouveau président du CNPF. M. Robin, président-directeur général d'Astra-Calvé, filiale d'Unilever (beurre, margarine, huile végétale), conserve ces dernières fonctions.

● A l'Office national de la navigation, M. MICHEL TERNIER, est nommé directeur, en remplacement de M. Claude Mestre. M. Ternier, quarante-huit ans, ancien élève de l'école polytechnique et ingénieur en

chef des ponts et chaussées, était vice-président délégué du conseil d'administration du syndicat des transports parisiens.

● Au syndicat des transports parisiens, M. CLAUDE COLLET, a été nommé vice-président délégué, en remplacement de M. Michel Ternier, M. Collet, soixante ans, ancien élève de l'École nationale d'administration, était directeur des transports terrestres jusqu'en 1981. Depuis avril dernier, il était chargé de mission auprès du ministre des transports, M. Jacques Douffiaques.

## ÉTRANGER

### Conséquence d'un accord de libre-échange

Les droits de douane baissent en Israël  
sur les produits industriels importés de la CEE

JERUSALEM  
de notre correspondant

Le consommateur israélien repart cette année de belles étonnances venues d'Europe. Les droits de douane sur les produits industriels en provenance de la CEE ont en effet baissé de 60 % le 1<sup>er</sup> janvier. Ce désarmement douanier inaugure la dernière étape de l'application de l'accord de libre-échange en date du 11 mai 1975.

Le « cadeau » fait au public israélien varie selon les catégories de biens importés. La diminution des prix d'achat sera la plus forte pour certains appareils électro-ménagers (- 30 % sur les aspirateurs), et la plus faible pour les véhicules de petite cylindrée (- 4 %).

Elle se répercute également tout sur le marché de l'automobile. Dans ce domaine, les producteurs européens ont récemment perdu beaucoup de terrain au profit des Japonais, représentés pour l'essentiel en Israël par la firme Subaru. La part européenne du marché a chuté de dix ans de 75 % à 60 %. Or certains modèles, chez Renault ou chez Opel par exemple, sont désormais vendus 20 % moins cher. Ce regain de concurrence devrait permettre à l'Europe de reconquérir ces prochaines années un peu de terrain perdu. Demain, provisoirement à l'écart de l'accord douanier, l'Espagne sera le seul pays désavantagé au sein de la CEE (un véhicule sur cinq acheté en Israël est fabriqué en Espagne).

Le désarmement douanier fera perdre au fisc israélien quelque 150 millions de dollars par an, dont il récupérera un tiers en augmentant ses taxes. Le « boom » sur la

consommation sera sans doute modeste, car l'automobile demeure malgré tout un bien très coûteux, les taxes gouvernementales doublant voire triplant les prix à l'importation. L'inflation, elle, devrait se ralentir un peu plus. Le commerce israélo-européen dans son ensemble, ne peut que profiter de l'opération. Les échanges avec la CEE sont restés, en 1985 notamment, défavorables à Israël. Le déficit commercial avoisine 1 milliard de dollars, compte non tenu des dédouanements (il est un peu moins lourd si l'on tient la seule valeur ajoutée des marchandises échangées). Les produits agricoles ne représentent plus qu'un tiers des ventes d'Israël. Les fluctuations monétaires risquent d'influencer beaucoup plus l'évolution des échanges qu'un simple désarmement douanier. Exemple : des exportateurs israéliens qui n'avaient pas prévu la chute du dollar vert en 1986 se mordent les doigts d'avoir évalué leurs contrats en dollar.

Avec le recul, l'accord de libre-échange de 1975 apparaît comme l'événement qui a le plus modifié les habitudes commerciales d'Israël. Il a incité les industriels locaux à ouvrir au monde extérieur, à moderniser leurs entreprises. En 1985, Israël a signé avec les États-Unis un accord du même type qui prévoit, à partir de ce 1<sup>er</sup> janvier, une baisse notable des droits de douane de 10 % pendant dix ans. Mais il faudra attendre longtemps avant que l'accord américain ait des effets aussi sensibles sur l'économie israélienne que son modèle européen.

J.-P. LANGELLIER.

### L'échec du plan Cruzado au Brésil

(Suite de la première page.)

La débâcle a été rapide. Le gouvernement a laissé passer les élections avant d'annoncer un premier débloccage des prix. Celui-ci n'était censé affecter que les classes les plus favorisées. Mais l'ampleur des hausses, notamment sur le carburant automobile, a choqué la population, qui a vivement réagi. M. Sarney et son ministre des finances, M. Fumero, affirmaient néanmoins que le plan Cruzado continuerait d'œuvrer en faveur des plus pauvres. Un mois après, ils se désistent en annonçant une augmentation de 100 % du prix du lait et en promettant d'autres hausses sur des produits de première nécessité.

Des cascades d'augmentations sont à prévoir dans les semaines qui viennent avec l'autorisation accordée récemment aux industriels de négocier avec les autorités monétaires un réajustement de leurs prix. Le blocage est donc terminé. Il était déjà battu en brèche depuis plusieurs mois : nombreux étaient les producteurs et les commerçants qui ne respectaient plus les normes officielles ou qui les contournaient par le marché noir.

Après avoir tergiversé, le gouvernement s'est donc rendu à l'évidence. Trop tard, de l'avis général : des pénuries se sont créées, le système productif a été déréglé, de mauvaises habitudes ont été prises. La perspective inflationniste est telle, une fois de plus, que les banques offrent à leurs clients des taux d'intérêt allant jusqu'à 240 % par an.

L'équipe économique a dû corriger une autre erreur de parcours et abandonner un des chapitres essentiels de son plan de stabilisation. En désindexant l'économie,

elle avait modifié la rémunération de l'épargne. Celle-ci n'était plus indexée sur le coût de la vie mais en fonction d'un taux inférieur à l'évolution réelle des prix. Il en est résulté un retrait massif des dépôts, qui a provoqué une explosion de la demande, mais limités les investissements à long terme.

Les autorités ont donc été obligées de rétablir les anciens mécanismes de rémunération. Elles ont fait de même pour les prestations sociales et certaines opérations financières, de nouveau indexées sur le coût de la vie.

Théoriquement, le retour à cette correction est prévu pour trois mois. Mais au rythme actuel d'inflation, celle-ci a toutes les chances d'être maintenue. Auquel cas, la recule sera de taille, car le gouvernement Sarney n'a cessé de dénoncer les effets pervers de l'indexation généralisée qui alimente à l'infini la course entre les salaires et les prix.

L'année se termine donc pour les Brésiliens dans l'amertume après s'être déroulée dans l'euphorie. La croissance a été exceptionnelle (11 %), le taux de chômage n'a jamais été aussi bas, mais les gains de pouvoir d'achat apportés par le plan Cruzado viennent d'être dilapidés en quelques semaines. La population a surtout le sentiment que les dirigeants ont perdu pied devant les difficultés suscitées par leur plan et ne naviguent plus qu'à la petite semaine.

Le débloccage des prix devant entraîner un réajustement des salaires, le président Sarney a déterré son projet initial de pacte social pour tenter de contenir les pressions de la classe ouvrière. Mais les chances d'arriver à un accord sont minces. « Les syndicats ne croient pas à la loyauté du patronat », a déclaré M. Joaquim Dos Santos, président de la CGT, la principale centrale ouvrière, après une discussion de deux heures avec le ministre du travail.

Le gouvernement tente d'influencer ses partenaires en les menaçant d'une politique répressive si aucun pacte n'est conclu. Mais il a perdu beaucoup de son autorité depuis le triomphe du PMDB - le parti pilier de la coalition gouvernementale - aux élections du 15 novembre. « C'est même ce qu'il y a de plus inquiétant, le vide politique qui s'est reformé autour du chef de l'État », dit Marco Antonio Rocha, commentateur connu de la télévision.

CHARLES VANHECKE.

### L'OCDE voit dans le tourisme un remède au chômage

La crise économique et les politiques destinées à juguler le chômage menacent les nations à se tourner vers les secteurs créateurs d'emplois. Le tourisme, jusqu'ici considéré comme accessoire dans bon nombre de pays industrialisés, fait figure d'activité économique d'avenir. Telles sont les conclusions d'un rapport de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) à l'occasion d'une enquête sur la « Politique du tourisme et tourisme international » de 1982 à 1985.

Désormais, les pays membres de l'Organisation multiplient les enquêtes sur les perspectives de développement de cette activité. Une concurrence s'instaure sur le plan international entre les professionnels (compagnies de transports, hôtellerie, restauration, voyages, etc.), et les pays récepteurs prennent conscience de la nécessité de s'équiper.

Les statistiques de l'OCDE de 1985 constatent la reprise du tourisme international amorcée en 1983. Le taux de croissance des arrivées aux frontières des pays membres se maintient (+ 5 % par an), mais la durée des séjours se réduit et les recettes diminuent. Les Américains ne connaissent, en 1985, ni la baisse du dollar ni le terrorisme, et ils figuraient parmi les plus voyageurs (+ 6 % par rapport à l'année précédente) ; les Français et les Allemands n'étaient pas en reste, tandis que les Britanniques, plus insulaires que jamais se repliaient sur eux-mêmes. En règle générale, les habitants des pays membres de l'OCDE ont repris goût au voyage. Huit cent quatre-vingt-deux millions de personnes ont été transportées par les compagnies aériennes membres de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale). Tous les pays de l'OCDE ont enregistré une progression du nombre de leurs visiteurs. Les États-Unis, le Japon, l'Australie, ont particulièrement profité de cette reprise. En Europe, si les charmes de la péninsule ibérique agissent moins (- 11 % de nuitées), les pays méditerranéens sont en tête du hit-parade des « réceptifs » : Turquie, Grèce, Yougoslavie.

Les incidences de l'inflation et les variations de taux de change par rapport au dollar étant éliminées, les volumes des recettes comptabilisées dans les pays membres de l'OCDE ont crû, en 1985, moins vite que l'année précédente. L'Europe a enregistré une hausse de 9 % de volume de ses recettes touristiques.

Le volume des dépenses et celui des recettes s'équilibrent. Il atteignait, en 1985, 74,6 milliards de dollars pour l'ensemble des vingt-quatre pays membres.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

**Le Monde**  
sur minitel  
**VOTRE PORTEFEUILLE  
PERSONNEL**  
Bourse : suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.  
**36.15 TAPEZ LEMONDE**

**Le Monde**  
ANNONCE

propositions  
diverses  
**ÉMISSION TV**  
recherche télévisuelle  
JEUNES FEMMES  
CONTRÔLÉES A L'ALCOOL  
Mardi de prendre contact par  
tél. au : 42-88-54-13.

capitaux  
propositions  
commerciales  
**PLACEMENTS**  
INTÉRÊTS 15 % garantis sur  
immobiliers. Tél. 43-48-77-83.

**Le Monde  
PUBLICITE**  
S.A.  
5, RUE DE MONTESSUY, 75332 PARIS CEDEX 07  
Tél. : 46-55-91-82  
**TARIF JANVIER 1987**  
1 colonne  
la ligne HT  
Offres d'emplois ..... 144,00  
Demandes d'emplois ..... 41,00  
Immobilière ..... 90,00  
Agenda ..... 90,00  
Annonces encadrées  
le m/m colonne HT  
Offres d'emplois ..... 78,00  
Demandes d'emplois ..... 23,00  
Immobilière ..... 59,00  
Autres rubriques, nous consulter.  
TVA 18,60 %

**L'IMMOBILIER**  
appartements  
ventes  
**11<sup>e</sup> arrdt**  
**AVENUE PARMENTIER**  
Immobilier récent. Beau studio  
+ petite pièce, plein soleil,  
rénové, cuisine équipée, toilettes,  
etc. etc.  
Prix : 355 000 F.  
Téléph. en soirée ou soirée  
au 46-56-51-68  
**17<sup>e</sup> arrdt**  
PRIX INTÉRESSANT  
8, RUE CAULAINCOURT  
Bon immeuble, pierre de taille,  
édifié, 3 chambres, entrée, cuisine,  
bain, 95 m<sup>2</sup>, chauffage  
individuel. Peu de charges.  
Samedi-dimanche 14 h/17 h.  
**Minitel**  
**30 000 offres**  
Perceuse  
36.15 Tapez  
LEMONDE puis FNAM  
**locations**  
non meublées  
demandes  
**Paris**  
PR CADRES SUPÉRIEURS ET  
PERSONNEL IMPORTANTE  
COMPAGNIE FRANÇAISE  
PÉTROLIÈRE recherche approx 2 à  
6 p., studio, ville, Paris et  
env. Libre de suite au janvier,  
février 1987, 46-03-30-33.  
**immeubles**  
Rech. IMMEUBLES PARIS-  
BANLIEUE, même avec gros  
travaux. Tél. 43-48-77-83.

**AGENCE LITRE**  
Recherche pour clientèle française  
et étrangère appart et  
châta par chez qu'on ne  
désire. Placement  
chez notaire. T. 43-44-44-48  
**propriétés**  
Côte d'Azur approx 15 km Cannes,  
part. et part. comm., une nuit  
part. d'été 2 500 m<sup>2</sup>, pr. Sophia  
Antipolis et golf de Valbonne  
2 000 000 F. T. 63-43-05-25  
**villas**  
ESPAGNE COSTA-BLANCA  
Jolie villa près de la mer  
8 pièces, sur 1 000 m<sup>2</sup>,  
325 000 F.  
AGUA-AZUL 134, Montañeta  
1<sup>re</sup> JAVEA ALICANTE

**bureaux**  
**Locations**  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
Constitution de sociétés et tous  
services. Tél. : 43-55-17-50.  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
**DOMICILIATIONS**  
S.A.R.L. - R.C. - R.M.  
Constitution de sociétés  
Déclaration et tous services  
Paysannes téléphoniques.  
Tél. : 43-55-17-50.  
Vos adresses commerciales ou  
**SIÈGE SOCIAL**  
bureaux, secrétariat, télés  
**CONSTITUTION STES**  
Prix compétitifs. Délais rapides.  
**ASPAC 42-93-60-50 +**



# Marchés financiers

Les billets de trésorerie ont un an

## Après la pause, un nouveau démarrage

Créé il y a un an, le marché des billets de trésorerie a connu un réel succès. Il souffre encore de quelques défauts de jeunesse. Après la pause imposée en juillet dernier, il a retrouvé, le 1<sup>er</sup> janvier, sa liberté et devrait connaître un nouveau essor.

Depuis le 18 décembre 1985, les entreprises qui ont des liquidités importantes peuvent les prêter directement à des sociétés qui ont des besoins d'argent pour quelques jours ou quelques semaines. L'instrument, c'est le billet de trésorerie, un titre de créance négociable à court terme, directement inspiré du « papier commercial » américain.

Lorsque M. Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'économie, avait autorisé ce nouveau produit financier, concurrent du crédit bancaire à court terme, les banquiers avaient poussé de hauts cris. Après un an de pratique, M. Dominique Chastillon, président de l'Association française des banques, estime que les billets de trésorerie ont connu « un succès réel, même si l'expérience n'est pas encore totalement probante ». Une analyse que partagent à quelques nuances près les autorités monétaires et les trésoriers d'entreprise.

Le succès est incontestable. Il a même fait calmer les appétits. Depuis le 18 décembre 1985, plus de cent cinquante entreprises ont émis des billets de trésorerie : des grandes entreprises (la SNCF, Elf, Peugeot, Sonacat Alibert...) mais également des plus modestes (le Savoir Club notamment). Elles ont ainsi trouvé, pour de courtes périodes, de l'argent à bon marché. Elles paient un taux proche de celui du marché monétaire. C'est actuellement le moins cher des modes de financement pour les entreprises, estiment

trois experts dans la revue *Banque* (1) : « Un instrument très souple et rapide à mettre en place », commente un trésorier d'entreprise. Enfin, il n'y a pas eu, jusqu'à présent, de défaillances.

Très réticentes au départ, les banques ont joué le jeu, se livrant même à une course aux statistiques au cours des premiers mois. C'étaient à celles qui mettraient en place le plus grand nombre de billets. Elles se sont finalement imposées comme des intermédiaires presque obligés. Pour l'instant, un seul émetteur — Elf — place directement ses billets. Les trois grandes banques — le fait de leur capacité de placement — Paribas et la BFCF occupent une position de force.

Du côté enfin des investisseurs, les entreprises et agents non financiers, d'abord prudents, sont aujourd'hui des acheteurs importants de billets. Ils détenaient, fin novembre, plus de la moitié des titres en circulation.

### La liberté retrouvée

Mais ce marché aurait connu un développement plus rapide encore si, en juillet dernier, les autorités monétaires n'avaient pas imposé une pause. Les émissions avaient en effet connu, au premier semestre, une véritable explosion. La Rive de Rivoli comptait sur un encours à la fin de 1986 de 10 à 15 milliards de francs. On en était déjà à 26 milliards en juillet. La « main invisible » est intervenue ! Les autorités monétaires ont demandé aux gros émetteurs de se calmer. L'autodiscipline aidant, l'encours a depuis fluctué autour de 25 milliards en volume.

Toutes ces limites en volume ont sauté le 1<sup>er</sup> janvier. Les émetteurs

ont retrouvé totale liberté. Depuis le début de décembre déjà, les plafonds n'étaient pratiquement plus respectés. L'encours des billets émis est passé de 24,9 milliards de francs à la fin octobre à 26,5 milliards à la fin décembre.

Co jeune marché a cependant encore quelques traits d'immaturité. Les professionnels en relèvent trois au moins : une faible transparence, une insuffisante sélectivité entre les émetteurs et un marché secondaire peu actif. Plusieurs décisions récentes pourraient contribuer à effacer ces traits de jeunesse.

### La notation toujours attendue

« Quels sont les titres actuellement disponibles ? A quels taux ? » interroge un gros investisseur. L'information sur ce marché reste encore très partielle et mal localisée. Il n'y a pas d'index officiel. Autant de handicaps dans le fonctionnement d'un marché.

Seconde déficience : la faible sélectivité qui règne sur ce marché. Les plus grandes signatures publiques paient des taux finalement très proches de ceux payés par les petits émetteurs privés les moins cotés. L'écart tourne autour d'un quart de point. A l'origine de cette faible sélectivité, il y a l'absence de notation des émissions. Une société de « rating », l'ADEF (Agence d'évaluation financière) a pourtant été créée, dès le début de 1986, à l'initiative notamment du Crédit national. Pour une multitude de raisons, celle-ci n'a toujours pas publié de notation. « Pas avant le printemps prochain », indiquait récemment M. Pierre Poplu, le président du directeur de l'Agence.

Un élément pourrait accélérer le mouvement. A partir du 1<sup>er</sup> mars prochain, le billet de trésorerie pourrait avoir une durée de plus de

deux ans à sept ans. Mais dans ce cas-là, la notation sera obligatoire. Une telle décision pourrait attirer en France des agences de rating étrangères.

Troisième insuffisance, le marché secondaire des billets de trésorerie reste peu liquide et peu actif. « Il est proche de zéro », tranche même un trésorier. Cela est lié notamment au fait qu'il s'agit d'un marché de titres courts. Près de 60 % de l'encours actuel est constitué de titres d'une durée comprise entre vingt et quarante jours, avec une moyenne qui tourne autour de trente jours.

La possibilité d'émettre des billets de deux à sept ans comme les incitations sur les taux d'intérêt pourraient inciter les entreprises à allonger les échéances de leurs émissions. Chacune progressivement, le marché monétaire cette année, les compagnies d'assurances et les caisses de retraite seront sans doute des acheteurs potentiels de ces billets. Le marché secondaire pourrait s'en trouver plus animé. Mais les billets de trésorerie auront dorénavant, pour les investisseurs, des concurrents redoutables, les bons du trésor et les certificats de dépôt (émis par les banques). Ces derniers pourront avoir, à compter du 1<sup>er</sup> mars, une échéance comprise entre dix jours et sept ans.

Pour tous les professionnels, les conditions nouvelles applicables en 1987 devraient favoriser un nouvel essor de ce marché. L'encours des billets émis pourrait doubler dans l'année, pour atteindre entre 50 et 60 milliards de francs. Pour les banquiers, à n'en pas douter, la « désintermédiation » est bien en marche.

ERIK IZRALEWICZ

(1) « Le marché des billets de trésorerie », par MM. Bordenave, de Boyens et Konczaty, *Banque*, août-septembre 1986.

NEW-YORK, 31 décembre

### Le Dow Jones en dessous de 1 900 points

Wall Street a brutalement accablé ses pertes, mercredi 31 décembre, dans les dernières transactions. L'indice Dow Jones, qui s'était maintenu au-dessus des 1 900 points depuis le 24 novembre dernier pour battre le 2 décembre un record à 1 954,57, a clôturé l'année à 1 895,81 points, soit une baisse de 12,79 points par rapport à mardi.

Dans les dernières transactions, le volume s'est également fortement gonflé pour porter sur 140,87 millions de titres, contre 126,1 millions la veille.

817 actions ont été en baisse et 792 en hausse, tandis que 467 ont été inchangées.

Comme pour les marchés des changes, l'annonce dans la matinée par le département du commerce d'un déficit commercial record de 19,2 milliards de dollars en novembre a accéléré le mouvement de baisse provoqué par la remontée des taux d'intérêt hors banque.

| VALEURS          | Cours du 30 déc. | Cours du 31 déc. |
|------------------|------------------|------------------|
| Alcoa            | 33 7/8           | 33 7/8           |
| A.T.T.           | 28 1/8           | 28 1/8           |
| Boeing           | 52               | 51 1/8           |
| Chrysler         | 36 1/4           | 35 5/8           |
| Deutsche Bank    | 84 1/4           | 84 1/4           |
| Eastman Kodak    | 86 1/4           | 86 1/8           |
| Enron            | 71 5/8           | 70 1/2           |
| Ford             | 57 1/8           | 56 1/2           |
| General Electric | 37 1/8           | 36               |
| General Motors   | 86               | 86               |
| Goldman Sachs    | 41 5/8           | 42               |
| I.B.M.           | 120 7/8          | 120 3/8          |
| I.T.T.           | 64               | 63 1/8           |
| Intel            | 40 1/2           | 40 3/8           |
| Merck            | 61 1/4           | 61               |
| Schlumberger     | 31 5/8           | 31 5/8           |
| Texas            | 36               | 36               |
| U.S.A.           | 23 1/4           | 22 1/4           |
| Union Carbide    | 22 5/8           | 22 1/2           |
| U.S.X.           | 22 5/8           | 21 1/2           |
| Westinghouse     | 36               | 35 3/8           |
| Xerox Corp.      | 60 3/4           | 60 1/8           |

### L'essor des Bourses asiatiques s'est poursuivi en 1986

Les marchés de valeurs d'Asie ont resté très prisés des investisseurs internationaux au cours des douze derniers mois, qui ont vu la poursuite de la croissance dans la région et un boom sans précédent de la Bourse de Tokyo (+ 51,5 %).

Cependant, 1986 a aussi été marquée par plusieurs faillites et scandales retentissants, qui mettent les autorités boursières et politiques locales au défi de prendre les mesures nécessaires au rétablissement de la confiance, estiment les analystes.

Les marchés ont subi l'influence des incertitudes politiques (à Hongkong et aux Philippines, qui affichent la meilleure performance annuelle avec la hausse de 168 % de la Bourse de Manille) et, pour l'essentiel, les effets de l'appréciation du yen face au dollar, qui a notamment donné un coup de fouet aux exportateurs des nouveaux pays industrialisés de la région.

La Bourse de Bangkok a connu son meilleur cru depuis sept ans, en gagnant 57 %. L'accélération de la croissance et la hausse du yen ont dopé le marché de Séoul (+ 70 %). Taipei a connu une ascension plus modeste (+ 20 %), toujours exposé aux mesures de rétorsion commerciale des Etats-Unis contre Taïwan. A Singapour, l'indice des valeurs vendues a grimpé de 40 %.

Selon des analystes bancaires américains, la région Asie-Pacifique connaît une croissance de 3,5 % en 1987. D'après eux, les exportations des pays d'Asie de l'Est seront en forte hausse, tandis que les producteurs de matières premières du Sud-Est auront du mal à écouler leurs produits.

### CHANGES

Dollar : vif repli à 6,36 F

Sur des marchés des changes plus actifs, le dollar a nettement fléchi, déprimé par l'annonce d'un déficit record de la balance commerciale des Etats-Unis en novembre. A Paris, le cours du deutschemark a été maintenu à 3,3125 F (lire page 24).

|                 | 31 déc. | 2 jan. |
|-----------------|---------|--------|
| FRANCFORT       | 31 déc. | 2 jan. |
| Dollar (en DM)  | 1,94    | 1,92   |
| TOKYO           | 31 déc. | 2 jan. |
| Dollar (en yen) | 169     | 158,28 |

| MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) |          |
|----------------------------------|----------|
| Paris (2 jan.)                   | 8 3/4 %  |
| New-York (31 déc.)               | 13 1/8 % |

### INDICES BOURSISERS

| PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)            | 30 déc. | 31 déc. |
|---|---------|---------|
| Valeurs françaises                                | 148,7   | 149,1   |
| Valeurs étrangères                                | 112,7   | 112,7   |
| C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981) |         |         |
| Indice général                                    | 396,4   | 397,8   |

| NEW-YORK (indice Dow Jones) | 30 déc. | 31 déc.  |
|-----------------------------|---------|----------|
| Industriel                  | 1 946,6 | 1 895,81 |

| LONDRES (indice Financial Times) | 30 déc. | 31 déc. |
|----------------------------------|---------|---------|
| Industriel                       | 1 398,6 | 1 313,9 |
| Mises d'or                       | 286,2   | 288,9   |
| Fonds d'Etat                     | 83,52   | 83,52   |

| TOKYO          | 31 déc. | 2 jan. |
|----------------|---------|--------|
| Nikkei         | 20 000  | 20 000 |
| Indice général | 20 000  | 20 000 |

### MATIF

| Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 31 décembre |          |         |        |          |
|---|----------|---------|--------|----------|
| Nombre de contrats :                                    |          |         |        |          |
| COURS   | Janv. 87 | Mars 87 | Jun 87 | Sept. 87 |
| Dérivé  | 105,55   | 105,50  | 105,55 | 105,55   |
| Précédent   | 105,35   | 105,28  | 105,25 | 105,25   |

### AUTOUR DE LA CORBEILLE

LA SOCIÉTÉ MORS VA AUGMENTER SON CAPITAL — La Société Mors (composants, systèmes) va renforcer ses fonds propres en augmentant son capital par l'émission d'actions à boni de souscription d'actions. Ce capital passera d'abord à 104,8 millions de francs, par l'émission de 524 158 titres nouveaux, au nominal de 50 F, qui termineront en janvier à 120 F, avec une prime de 70 F. Chaque titre sera doté d'un droit de souscription. Dans une deuxième étape, deux bons de souscription permettront de souscrire à une action

Mors de 50 F nominal, au prix de 205 F, entre le 1<sup>er</sup> février 1987 et le 30 juin 1988 inclus.

LE CRÉDIT FONCIER ET IMMOBILIER ATTEND UNE PROGRESSION DE 30 % DE SON RÉSULTAT. — Le Crédit foncier et immobilier estime que son résultat courant après impôt pour l'exercice 1986 enregistrera une augmentation de l'ordre de 30 %, à laquelle s'ajouteraient « d'importants résultats exceptionnels » provenant essentiellement des plus-values réalisées lors de cessions d'appartements.

### CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique / permanence télé

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Le Monde sur minitel

### L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Paris-Dakar : suivez l'aventure.

Gagnez votre moto.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Le Monde sur minitel

### LIVRES

Pour retrouver les dernières critiques du Monde.

36.15 TAPEZ LEMONDE

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ACCORDS CGE-ITT

#### Prise de participation du Crédit lyonnais dans la société commune ALCATEL-ITT

La COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ et le CRÉDIT LYONNAIS annoncent la conclusion d'un accord aux termes duquel le CRÉDIT LYONNAIS prend une participation de 75 millions de dollars dans la société constituée en application des accords intervenus entre la CGE et l'ITT Corporation.

Cette société réunit les activités mondiales d'ALCATEL, des CABLES DE LYON et de l'ITT dans les domaines des télécommunications, de la communication d'entreprise et des câbles.

Il est rappelé que le nouvel ensemble ainsi constitué devient, avec 12,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, le deuxième groupe mondial de télécommunications et de communication d'entreprise et le premier dans le domaine des câbles.



#### Prise de participation de la Société générale de Belgique dans la société commune ALCATEL-ITT

La COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ et la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE ont signé à Bruxelles, en application de la convention de juillet dernier, les accords aux termes desquels la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE prend une participation de 250 millions de dollars dans la société constituée conformément aux accords intervenus entre CGE et l'ITT Corporation.

La participation de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE représente environ 5,7 % du capital de cette société, qui réunit les activités mondiales d'ALCATEL, des CABLES DE LYON et de l'ITT dans les domaines des télécommunications, de la communication d'entreprise et des câbles.

Il est rappelé que le nouvel ensemble ainsi constitué devient, avec 12,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, le deuxième groupe mondial de télécommunications et de communication d'entreprise et le premier dans le domaine des câbles.



### Finalisation des accords CGE-ITT

La COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ (CGE) et l'ITT CORPORATION (ITT) ont signé, le 30 décembre 1986, à Bruxelles, l'ensemble des actes juridiques permettant le transfert à la société néerlandaise provisoirement dénommée TELEGLOBAL COMMUNICATION NV (TCNV) des filiales des deux groupes exerçant leurs activités essentiellement dans les domaines des télécommunications, de la communication d'entreprise et des câbles.

L'accord de juillet 1986 entre ainsi en vigueur dans le délai qui avait été prévu.

Deux modifications ont été apportées, depuis juillet, à la consistance des activités mises en commun par les deux groupes :

— CGE apporte 65 % des Câbles de Lyon et ITT ses activités américaines de fibres optiques, ce qui permet de regrouper ces activités avec celles exercées dans le même domaine par d'autres sociétés du nouvel ensemble ;

— ITT conserve l'intégralité de sa participation minoritaire de 24 % dans la société Standard Telephones and Cables Public Limited Company (STC), dont le transfert au nouvel ensemble n'est plus apparu nécessaire, à la suite de la révision des accords techniques existant entre cette société et ITT.

La valeur totale des actifs ainsi regroupés se trouve, du fait de ces deux modifications de sens contraire, portée de 4 200 millions de dollars à 4 378 millions de dollars.

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE a pris une participation de 250 millions de dollars dans la nouvelle société, et le CRÉDIT LYONNAIS une participation de 75 millions de dollars.

Le capital de TCNV se trouve en conséquence réparti de la manière suivante :

|                              |        |
|------------------------------|--------|
| Groupe CGE                   | 55,6 % |
| ITT                          | 37 %   |
| Société générale de Belgique | 5,7 %  |
| Crédit lyonnais              | 1,7 %  |
|                              | 100 %  |

La participation du groupe CGE est détenue par CGE (21,5 %) et Alcatel (34,1 %).

Du fait des modifications apportées à la consistance des actifs, le montant des sommes versées à l'ITT à l'occasion de ces transactions se trouve ramené à 302 millions de dollars, auxquels s'ajoutera le remboursement par les filiales de TCNV de leurs dettes envers l'ITT.

Déduction faite de la participation de la SGB et du CRÉDIT LYONNAIS, le versement de la CGE s'élève désormais à 577 millions de dollars.

La CGE est ainsi en mesure d'assurer, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1987, la gestion du nouvel ensemble, qui constituera, avec 12,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, le deuxième groupe mondial de télécommunications et de communication d'entreprise et le premier dans le domaine des câbles.

La structure financière consolidée initiale du nouveau groupe comportera des capitaux permanents, constitués pour les deux tiers environ par des fonds propres et couvrant l'intégralité des valeurs immobilisées. L'endettement à court terme, qui inclut notamment celui des sociétés en provenance de l'ITT, sera donc couvert par les valeurs d'exploitation et la trésorerie.

M. Pierre Suard, président de la CGE, et M. Rand W. Araskog, chairman of the board of l'ITT, tiendront à Bruxelles, le 7 janvier 1987, une conférence de presse présentant les caractéristiques et l'organisation du nouveau groupe.



مكتباتنا للأصل



# Marchés financiers

# BOURSE DE PARIS

# 31 DECEMBRE

**Cours relevé**  
à 17 h 33

| Compt. | VALEURS     | Cours | Précéd. | Dernier | %      | Compt. | VALEURS   | Cours | Précéd. | Dernier | % | Compt. | VALEURS     | Cours | Précéd. | Dernier | %      |
|--------|-------------|-------|---------|---------|--------|--------|-----------|-------|---------|---------|---|--------|-------------|-------|---------|---------|--------|
| +      |             |       |         |         | +      | +      |           |       |         |         | + | +      |             |       |         |         | +      |
| 1208   | A.E. 5-10   | 1695  | 1680    |         | - 0.04 | 1208   | Marcel    | 1770  | 1770    |         |   | 1208   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.20 |
| 1209   | C.R.E. 5%   | 4320  | 4300    |         | - 0.46 | 1209   | B.N.P.    | 2320  | 2320    |         |   | 1209   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | - 1.24 |
| 1210   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1210   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1210   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 1.12 |
| 1211   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1211   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1211   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | - 0.27 |
| 1212   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1212   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1212   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.33 |
| 1213   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1213   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1213   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | - 2.04 |
| 1214   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1214   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1214   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | - 1.10 |
| 1215   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1215   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1215   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.38 |
| 1216   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1216   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1216   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.13 |
| 1217   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1217   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1217   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1218   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1218   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1218   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1219   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1219   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1219   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1220   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1220   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1220   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1221   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1221   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1221   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1222   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1222   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1222   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1223   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1223   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1223   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1224   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1224   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1224   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1225   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1225   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1225   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1226   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1226   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1226   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1227   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1227   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1227   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1228   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1228   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1228   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1229   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1229   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1229   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1230   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1230   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1230   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1231   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1231   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1231   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1232   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1232   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1232   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1233   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1233   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1233   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1234   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1234   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1234   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1235   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1235   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1235   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1236   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1236   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1236   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1237   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1237   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1237   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1238   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1238   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1238   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1239   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1239   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1239   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1240   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1240   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1240   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1241   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1241   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1241   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1242   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1242   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1242   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1243   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1243   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1243   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1244   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1244   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1244   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1245   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1245   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1245   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1246   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1246   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1246   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1247   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1247   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1247   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1248   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1248   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1248   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1249   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1249   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1249   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1250   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1250   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1250   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1251   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1251   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1251   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1252   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1252   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1252   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1253   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1253   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1253   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1254   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1254   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1254   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1255   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1255   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1255   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1256   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1256   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1256   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1257   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1257   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1257   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1258   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1258   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1258   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1259   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1259   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1259   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1260   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1260   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1260   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1261   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1261   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1261   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1262   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1262   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1262   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1263   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1263   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1263   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1264   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1264   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1264   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1265   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1265   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1265   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1266   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1266   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1266   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1267   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1267   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1267   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1268   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1268   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1268   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1269   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1269   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1269   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1270   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1270   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1270   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1271   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1271   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1271   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1272   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1272   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1272   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1273   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1273   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1273   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1274   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1274   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1274   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1275   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1275   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1275   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1276   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1276   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1276   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1277   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1277   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1277   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1278   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1278   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1278   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1279   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1279   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1279   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1280   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1280   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1280   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1281   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1281   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1281   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1282   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1282   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1282   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1283   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1283   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1283   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1284   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1284   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1284   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1285   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1285   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1285   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1286   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1286   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1286   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1287   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1287   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1287   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1288   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1288   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1288   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1289   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         | + 1.69 | 1289   | D.A.C. 5% | 270   | 280     |         |   | 1289   | Orléans Ind | 68 80 | 68      |         | + 0.06 |
| 1290   | C.F.C.F. 5% | 1180  | 1200    |         |        |        |           |       |         |         |   |        |             |       |         |         |        |

**Comptant** (sélection)

| VALEURS             | % du mois. | % du coupon | VALEURS          | Cours princ. | Dernier cours | VALEURS               | Cours princ. | Dernier cours | VALEURS           | Cours princ. | Dernier cours |
|---------------------|------------|-------------|------------------|--------------|---------------|-----------------------|--------------|---------------|-------------------|--------------|---------------|
| <b>Obligations</b>  |            |             |                  |              |               |                       |              |               |                   |              |               |
| Emp. 7.5 1973       | 8520       |             | Chen Wei         | 483 40       | 579 d         | Mild Delaye           | 476          | 460           | <b>Étrangères</b> |              |               |
| Emp. 8.00 77        | 122 80     | 5 276       | Chen             | 1000         | 1000          | Mons                  | 211          | 211           | A.E.G.            | 860          |               |
| 8.00 75 78 83       | 101        | 4 646       | Colonel (L)      | 1845         | 1771 e        | West Warrn            | 104          | 108 20        | Alcoa             | 435          |               |
| 10.00 75 79 84      | 102 46     | 3 321       | Comptel          | 530          | 549           | Wing (Pac. del)       | 205 70       |               | Alcan Alcan       | 174          | 174           |
| 10.25 75 80 80      | 102 82     | 3 268       | Cos Canadia      | 3600         | 3600          | Orly Paribas          | 480          | 480           | Aluminium         | 1460         | 1460          |
| 10.30 75 80 87      | 105 32     | 3 911       | Cos Canada (L)   | 3000         | 350           | Orly (L.C.)           | 3080         | 3020          | Am. Petroleum     | 278          | 278           |
| 13.30 75 81 88      | 106 10     | 13 271      | Camp, Laroche    | 1100         | 1100          | Orly-Denver           | 735          | 735           | Am. Pirelli       | 275          | 282           |
| 14.75 75 81 87      | 104 81     | 5 198       | C.M.P.           | 21 30        | 29 30         | Pacific Movemnt       | 860          |               | Arhel             | 248          |               |
| 14.20 75 82 80      | 177 86     | 16 687      | Cristal (C.F.A.) | 330          | 825           | Paribas-CP            | 880          | 880           | Autosuisse Milne  | 173          |               |
| 15. jao 82          | 174 70     | 9 030       | Chd. Gds. Inc.   | 988          | 970           | Paris France          | 288          | 300           | Ban Rep Egypt     | 369          |               |
| 14.80 75 85 83      | 177 40     | 12 580      | Chd. Lysman (C)  | 880          | 870           | Paris-Orleans         | 253          | 251           | Beausay Morgan    |              |               |
| 13.40 75 85 83      | 121        | 0 404       | Cos. Unweid (C)  | 482          | 481           | Paris-Gen. Inc.       | 750          | 750           | Boncompagni       |              |               |
| 12.20 75 oct. 84    | 113        | 2 841       | Chd. S.A.        | 182          | 182           | Paribas-Gen.          | 631          | 667           | S. Nat. Interest  | 34800        |               |
| 11.5 75 85 88       | 113        | 0 483       | Dadley S.A.      | 482          | 483           | Pacific (Int. Inc.)   | 200          | 189           | St. Lambert       | 594          | 680           |
| 10.20 75 85 88      | 106 80     | 2 282       | Derry Gas & p.   | 379          | 370           | Pain Wender           | 825          | 830           | Canadian Pacific  | 81           |               |
| Orly 12.25 75 83    | 1876       |             | De Dietrich      | 1850         | 1880          | Piper-Hedrick         | 1082         | 1080          | Chen              | 37 50        |               |
| Orly 10.7 2000      | 180 40     |             | Dubois S.A.      | 1188         | 1188          | P.L.M.                | 217          | 215           | Comptel           | 1000         |               |
| Orly 8.50 1987      | 108 25     | 5 515       | Edme-Viel (Fin.) | 1185         | 1185          | Portier               | 380          | 385 10        | De Ren. Kraft     | 320          |               |
| Orly 8.00 1986      | 105 85     | 9 021       | Edme-Viel        | 987          | 680           | Prevident S.A.        | 1530         | 1530          | De Paris (Orly)   | 47 80        |               |
| Cos. France 3 5     | 186 10     |             | Edme-Viel        | 1700         | 1705          | Public                | 23 10        | 2380          | Dow Chemical      | 378          | 378           |
| Orly Reque prov. 82 | 151        | 4 287       | Economat Centre  | 840          | 840           | Raff. Stock. R.       | 157 30       | 1528 00       | Gals. Belgium     | 568          | 558           |
| Orly Paribas        | 177 80     | 4 257       | Electro-Suisse   | 463          | 448           | Rhone-Poul. (L. Inc.) | 305          | 305           | Grenet            | 940          |               |
| Orly Suez           | 160        | 4 260       | En-Antique       | 438 80       | 413 30        | Rhodo-Cap             | 176 80       | 184 d         | Grenet            | 222 80       | 188 90        |
| Orly 11.20 75 80    | 108        | 1 022       | E.L.M. Lubin     | 820          | 820           | Rochemette-Capex      | 100          | 100           | Grover            | 360          | 280           |
| Orly 10.20 86       | 108        | 1 022       | Extrac-Suisse    | 270          | 270           | Romain (Fin.)         | 380 20       | 388           | Groza and Co.     | 316          | 321           |
| Orly 11.50 86       |            | 0 012       | Genève Paribas   | 304          | 295           | Rouff. (Fin. Rm)      | 420          | 420           | Gulf Canada Corp. | 72           | 77 70         |
| Orly 11.50 86       | 95         | 5 670       | Genève Suez      | 84           | 84            | S.A.F.A.              | 980          | 980           | Haywood Inc.      | 410          |               |
| Orly 10.20 86       | 108 10     | 0 084       | Genève Suez      | 2320         | 2340          | Société-Alcan         | 900          | 900           | I.C. Industries   | 153 60       | 151 30        |
|                     |            |             | Genève Suez      | 2310         | 3650          | S.A.F.T.              | 1338         | 1335          | Industrie         | 80           | 14 80         |
|                     |            |             | Genève Suez      | 238          | 240           | Suez                  | 380          | 320           | Kalote            | 17           | 277           |
|                     |            |             | Genève Suez      |              |               |                       |              |               | Midland Petroleum | 580          |               |
|                     |            |             | Genève Suez      |              |               |                       |              |               | Midland Ref. Pic. | 54 80        | 55 80         |

## Second marché . (collection)

[illegible]

## SICAV (collection)

[illegible]

## Droits et bons

| VALEURS               | Cours<br>préc. | Dernier<br>cours |
|-----------------------|----------------|------------------|
| <b>Attribution</b>    |                |                  |
| Air Liquide           | 89 10          | .....            |
| Cassio                | 230            | 230              |
| Cold, Froider, Fresno | 230            | 230              |
| Parment Hicard        | 259 80         | 259              |
| Total                 | 5 40           |                  |

MINITEL

Le gestion en direct  
de votre portefeuille personnel

36 16 Topic LEBONNE puis BOURSE

### Cote des changes

| MARCHÉ OFFICIEL          | COURS   |         | COURS   |         | COURS DES BILLET |  |
|--------------------------|---------|---------|---------|---------|------------------|--|
|                          | par     | 31/12   | Achat   | Vente   |                  |  |
| Banque (100 \$)          | 8 855   | 8 855   | 8 130   | 6 680   |                  |  |
| Banque (100 \$)          | 8 872   | 8 872   |         |         |                  |  |
| Aluminium (100 \$)       | 330 530 | 330 530 | 320 530 | 338 530 |                  |  |
| Belgique (100 \$)        | 15 983  | 15 983  | 15 200  | 18 060  |                  |  |
| Payes (100 \$)           | 285     | 285     | 275     | 287     |                  |  |
| Danemark (100 \$)        | 86 660  | 86 660  | 82 600  | 90      |                  |  |
| Allemagne (100 \$)       | 86 660  | 86 660  | 83 300  | 88      |                  |  |
| Grande-Bretagne (100 \$) | 8 406   | 8 406   | 8 100   | 9 800   |                  |  |
| Grèce (100 \$)           | 4 825   | 4 825   | 3 800   | 4 800   |                  |  |
| Italie (1 000 \$)        | 4 752   | 4 752   | 4 500   | 5       |                  |  |
| Shan (100 \$)            | 395 560 | 395 560 | 383     | 603     |                  |  |
| Sweden (100 \$)          | 47 000  | 47 000  | 91 500  | 97      |                  |  |
| Switzerland (100 \$)     | 48 500  | 48 500  | 45 300  | 47 660  |                  |  |
| Australie (100 \$)       | 4 676   | 4 676   | 4 650   | 5 150   |                  |  |
| Portugal (100 \$)        | 4 401   | 4 401   | 3 900   | 4 400   |                  |  |
| Canada (100 \$)          | 4 800   | 4 800   | 4 480   | 4 680   |                  |  |
| Japan (100 \$)           | 4 080   | 4 080   | 3 910   | 4 080   |                  |  |

[illegible]

| MONNAIES<br>ET DEVISES   | COURS<br>prix/c. | COURS<br>31/12 |
|--------------------------|------------------|----------------|
| Or fin Bâle au gramme    | 81700            | 81700          |
| Or fin ten Anglos        | 81800            | 82800          |
| Pièces françaises (20 F) | 526              | 531            |
| Pièces françaises (10 F) | 338              | 339            |
| Pièces suisses (20 F)    | 524              | 524            |
| Pièces françaises (20 F) | 471              | 475            |
| Souverains               | 616              | 617            |
| Pièces de 20 dollars     | 3100             | 3100           |
| Pièces de 10 dollars     | 1460             | 1470           |
| Pièces de 5 dollars      | 355              | 355            |
| Pièces de 50 pesos       | 3180             | 3185           |
| Pièces de 100 pesos      | 496              | 491            |
| Or London                | 389 40           | 389 10         |
| Or Zurich                | 388              | 391            |
| Or Geneve                | 386 12           | 387 50         |
| Argent London            | 5 31             | 5 22           |

c : coupon détaché  
 o : offert  
 d : droit détaché  
 d : demandé  
 p : prix précédent  
 \* : marché conting.



